

**Le dollar
au-dessous
de 7 F**

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dr. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
88 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 166 pes. ; États-Unis,
0,85 \$; Grèce, 34 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,
1.000 L. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 6,500 DL ; Luxem-
bourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ;
Portugal, 200 esc. ; Roumanie, 16,66 F RDA ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 68 d.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 420571 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La France et la non-prolifération

Le président de la République a regagné Paris mercredi matin après huit jours passés dans deux des principaux pays du tiers-monde, l'Inde et l'Égypte. Un voyage qui, au dire de M. Mitterrand, ouvre des « perspectives considérables ».

L'accord pour la livraison par la France d'uranium faiblement enrichi pour la centrale de Tarapur près de Bombay risque pourtant d'être quelque peu compromis. Car, pour sortir d'une négociation difficile, l'Élysée a dû écorner quelque peu les principes qui jusqu'à présent régissaient les exportations nucléaires françaises.

La situation était, il est vrai, inextricable. Les Américains ont cédé à Paris ce rôle de fournisseur parce que leur réglementation en matière de non-prolifération - changeante au gré des humeurs du Congrès - a été renforcée en mars 1978. Non signataire du traité de non-prolifération et dénonciatrice à de multiples reprises du « cartel » des pays fournisseurs autour des directives de Londres, New-Delhi, dont le nationalisme nucléaire ombrageux est connu et compréhensible, ne pouvait accepter les nouvelles normes de Washington. Pourquoi l'Inde aurait-elle admis l'application par Paris de directives qui restreignent la liberté de circulation des techniques et équipements nucléaires et sont le résultat d'un consensus des pays du Nord ?

La France, qui n'a pas de caducée particulier à faire aux États-Unis, aurait sans doute dû refuser cette succession pesante. Après son acceptation en juillet dernier, la volonté que la rencontre entre M^{me} Gandhi et M. Mitterrand se passe dans le meilleur climat possible a fait le reste. Les Français, dont les principes de non-prolifération étaient clairement définis depuis 1976 et avaient été réaffirmés par le président de la République le 22 décembre 1981, ont, à en croire le texte du contrat, accepté de subordonner à des « conversations ultérieures » d'éventuelles contrôles de l'uranium enrichi ou de ses dérivés irradiés après l'échéance du contrat indo-américain, soit 1993.

Ne pas signer était plus dangereux, souligne-t-on à Paris, puisque l'Inde, qui dispose déjà d'importantes quantités de combustibles irradiés (la centrale de Tarapur fonctionne depuis 1969), aurait pu les retraiter immédiatement - donc en extraire du plutonium - en cas de dénonciation du contrat. D'où l'intérêt selon la France d'avoir ainsi gagné dix ans, au cours desquels ces contrôles seront effectués.

En outre, ajoute-t-on, l'ambiguïté volontaire de cet accord n'est pas reprochable. Seule l'explication la nécessité de cette subrogation de Paris à Washington dans un contrat signé dès 1963, à une époque où les principes des échanges nucléaires civils étaient peu clairs et leurs enjeux mal perçus.

A faire ainsi prévaloir l'efficacité sur les principes, la France n'en a pas moins pris le risque d'accroître la confusion qui règne actuellement dans ce domaine. Permettre le développement légitime de l'énergie nucléaire sans s'exposer aux dangers de la prolifération de l'arme exige une très grande rigueur. Le traité de non-prolifération de 1968, approche contractuelle qui associait fournisseurs et importateurs potentiels d'équipements, a cédé sous la pression de pays qui, par nationalisme ou opportunisme, entendaient préserver l'avenir.

Les directives de Londres de 1978 n'étaient plus qu'un consensus des seuls détenteurs de technologies nucléaires. Négocier les principes de manière bilatérale apparaissait comme une immense régression au moment où le Pakistan, le Brésil, l'Argentine, la Corée du Sud, la Libye, et bien d'autres pays sont aujourd'hui demandeurs.

Paris s'inquiète des « incertitudes » de la stratégie américaine

M. Hernu propose une relance de la coopération en matière d'armement

M. Hernu, ministre de la défense, partant, mardi 30 novembre, devant l'Assemblée de l'Europe occidentale, a exprimé la volonté de la France de relancer la coopération européenne en matière d'armement. Il s'est inquiété de l'accumulation des armements soviétiques et des « incertitudes » américaines, notamment de la nouvelle doctrine stratégique du commandant suprême atlantique, le général Rogers.

C'était la première fois, depuis M. Debré, en 1972, qu'un ministre français de la défense s'adressait à l'U.E.O., seule organisation européenne consacrée à la défense et qui groupe, avec la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Benelux.

A Bruxelles, le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, qui siègeait mardi, en prélude à la réunion des ministres de la défense et des affaires étrangères de l'alliance atlantique, a réaffirmé la décision prise par l'OTAN en 1979 sur l'implantation des missiles américains en Europe en cas d'échec des négociations conduites avec Moscou sur ce sujet à Genève.

Le gouvernement français veut donner « une impulsion nouvelle à la coopération européenne en matière d'armement », a déclaré, mardi 30 novembre, M. Hernu devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. M. Hernu a cité comme programme ouvert à la coopération « de nos partenaires européens sans exclusive » un bâtiment de combat, le « char du futur » (en précisant que l'accord franco-allemand de 1980 « ne nous paraît pas mort, bien au contraire ») et un avion de combat tactique.

poursuivi M. Hernu - « constituent le volet militaire de ce découplage ».

M. D.

(Lire la suite page 3.)

● CHINE

Le plan quinquennal met l'accent sur l'industrie lourde
Page 4 l'article de MANUEL LUCBERT

● MEXIQUE

M. Miguel de la Madrid entend relancer l'économie
Page 8 l'article de FRANCIS PISANI

LES MULTINATIONALES ET LA CRISE

Iles fortunées ?

par PIERRE DROUIN

Qui n'a rêvé de voir son pays devenir un îlot de prospérité dans un monde emporté dans le magma économique ? Quelle fièvre pour ses gouvernants s'ils retrouvaient le secret du cercle vertueux ? Ils cherchent tous, mais hélas... Même le Japon n'est pas très fier de son taux de croissance et de sa monnaie. On pense aux États. Mais, a-t-on regardé du côté de ces organisations géantes, dont le chiffre d'affaires dépasse parfois le revenu national de petites nations, les fameuses multinationales ? N'ont-elles pas beaucoup mieux tiré leur épingle du jeu, du fait de leur prodigieuse faculté d'adaptation ?

La question était posée lors d'un récent colloque (1). La réponse ne fait pas de doute. Selon M. C.A. Michalek, les investissements directs à l'étranger ont mieux résisté à la crise que les investissements nationaux. C'est vrai aussi bien pour les firmes américaines, allemandes, britanniques, japonaises ou françaises. La croissance a été particulièrement marquée entre 1972 et 1977. Tout s'est passé comme si les sociétés des pays les plus industrialisés avaient cherché à compenser le freinage des taux de croissance des économies nationales par une augmentation de leurs activités à l'étranger.

La crise a donc stimulé le processus de multinationalisation. Les firmes de ce type ont conçu une stratégie leur permettant d'échapper totalement ou partiellement aux conséquences des mesures de régulation de leurs économies d'origine. De là à penser qu'elles ont « profité » du malheur des autres il n'y avait qu'un pas, d'autant plus facile à franchir que l'odeur de souffre qui enveloppe les multinationales n'est pas dissipée.

On l'a bien vu, par exemple, lorsque M. Cheysson, lors du congrès de l'union des partis socialistes de la C.E.E. (2), n'a pas hésité à les fustiger, en les comparant aux « tempêtes des temps modernes », dont la motivation est la puissance pour la puissance, qui ont « le monopole de l'analyse et des définitions stratégiques au niveau du monde ». Il y a là une situation intolérable... Les socialistes ne peuvent pas accepter cela », ajoutait-il.

(Lire la suite page 35.)

(1) Organisé conjointement les 15 et 16 novembre dernier par le Centre de recherche économique pure et appliquée (CREPA) de l'Université Dauphine, animé par M. Alain Corra, et par l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales (I.R.M.), dirigé par M. Michel Gherman.

(2) Le Monde daté 14-15 novembre 1982.

AU JOUR LE JOUR

« E.T. »

E.T. est parmi nous. Le petit extra-terrestre au visage tendre et repoussant débarque en France, venu d'Amérique. Il y a été précédé par le déferlement d'une campagne publicitaire bien dans les habitudes des Terriens.

Il a été glorifié, attendu, annoncé comme le Messie. Aux enfants qui attendent de le voir avec une impatience massivement inculquée, il va délivrer sur grand écran son message de gentillesse et d'amour.

Il n'est pas le premier à essayer, mais lui, il a le soutien des pharisiens.

BRUNO FRAPPAT.

La sortie du dernier film de Steven Spielberg

- Il est né le divin E.T. par COLETTE GODARD
- Le copain tombé du ciel par JEAN DE BARONCELLI

Lire dans notre supplément
Arts et spectacles - page 15

DÉCEMBRE 1982

GASTON 14

LA SAGA DES GAFFES



IL ARRIVE !!!
chez votre libraire
BANDES DESSINÉES
DUPUIS

Le régime de préretraite

Taux réduit pour les contrats de solidarité présentés après le 1^{er} décembre

Les salariés des entreprises qui déposeront à compter du 1^{er} décembre des dossiers de demandes de contrats de solidarité ou de conventions avec le Fonds national de l'emploi pour permettre des « préretraites démission » ou des « préretraites licenciement » se verront appliquer les nouveaux taux réduits des préretraites à partir du 1^{er} janvier 1983.

Une circulaire, adressée le 26 novembre par le délégué à l'emploi aux directions départementales du travail, provoque de sérieux remous autour de l'entrée en vigueur des nouveaux taux de préretraite dans le cadre de contrats de solidarité ou de conventions du Fonds national de l'emploi. De quoi s'agit-il ? Le décret du 24 novembre, on le sait, introduit de nouveaux taux pour les préretraites à compter du 1^{er} janvier 1983 (65 % du salaire de référence dans la limite du plafond de la Sécurité sociale et 50 % pour la part de la rémunération au-dessus du plafond au lieu de 70 % actuellement).

Mais, à la suite de la concertation entre M. Bérégovoy et les syndicats, plusieurs dérogations avaient été accordées permettant à certaines catégories de salariés partant en préretraite après le 1^{er} janvier de bénéficier encore des taux actuels. Il en était ainsi - c'est l'article 12 du décret - pour les salariés ayant notifié leur démission avant le 1^{er} avril 1983 dans le cadre d'un contrat de solidarité conclu avant le 31 décembre 1982 ou ayant été licenciés dans le cadre d'une convention du F.N.E. La situation nouvelle apparaissait donc relativement claire. Or, d'après un communiqué du ministère de l'emploi, la circulaire incriminée - et révoquée par la C.G.C. - stipulait que « afin que les projets de contrats ou de conventions concernés soient prêts pour recevoir la signature du ministre de l'emploi, avant le 31 décembre 1982, il est nécessaire que les dossiers complets soient déposés à la délégation à l'emploi ou dans les services départementaux concernés avant le 1^{er} décembre 1982 pour pouvoir être instruits dans les formes et les délais impartis ».

La C.G.C. clame son indignation. Le 1^{er} décembre à France-Inter, M. Paul Marchais assure qu'elle est « décidée à aller en Conseil d'Etat et à faire rapporter la décision ». Pour le délégué général de la C.G.C., « le ministre Le Garrec a pris une décision dont les bénéficiaires sont informés le lendemain de la date de conclusion. C'est un scandale ».

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 33.)

TÉLÉ-LUXEMBOURG A L'HEURE EUROPÉENNE

La carte de l'électronique

Heureux téléspectateurs du Grand-Duché ! Ils ont l'embarras du choix entre les chaînes québécoises, allemandes, françaises, belges, et naturellement, R.T.L.-Télévision (R.T.L.-T.), nouvelle appellation de Télé-Luxembourg. Nauf stations au total.

Trilingues, ils ont une préférence marquée pour les programmes germaniques, dont les émissions culturelles et politiques sont particulièrement appréciées. C'est surtout vrai des Luxembourgeois du Nord et de l'Est - le Sud alsacien est plus porté sur le divertissement - indique M. Jean Stock, directeur adjoint des programmes, chargé de mission auprès du directeur général de R.T.L.-T., M. Gust Gräse. La télévision luxembourgeoise s'intéresse peu, est vrai, à un marché national

géographiquement exigu : elle diffuse, en langue maternelle, un dialecte germanique, moins de deux heures d'émissions par semaine.

Mais, sans doute, existe-t-il une sorte de consensus entre ce pays et son petit écosystème : de Wiltz à Esch-sur-Alzette, on a bien conscience que le Grand-Duché ne pourra pas simplement vivre que de ses hauts fourneaux et de ses vases pétroliers. La crise de l'acier risque de l'atteindre à tout moment, quelle que soit la puissance de l'Arbed, concurrent heureux, pour l'instant, d'Ulsinor et de Cockatill. Aussi, l'intérêt national commande-t-il de miser encore plus sur l'audiovisuel, en débordant toujours plus largement ses frontières.

MICHEL CASTAING.
(Lire la suite page 22.)

LE DRAME IRLANDAIS

INGOUVERNABLE l'Irlande ? Et pourtant, elle vote... Il est vrai que les enjeux des deux scrutins qu'elle vient de connaître, le 20 octobre au Nord et le 24 novembre au Sud, étaient fort différents.

En Ulster, toujours incorporé au Royaume-Uni, il s'agissait de mettre en œuvre la première phase du « plan Prior », du nom du secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, qui ne désespère pas de faire retrouver à la province une vie politique plus normale et comptait, pour y parvenir, sur l'élection d'une assemblée régionale. Depuis le 24 mars 1972 en effet, les six comtés d'Ulster sont administrés directement par Londres en raison des troubles constants.

Ces affrontements entre la majorité protestante — environ les deux tiers de la population du Nord — et la minorité

catholique ont connu, depuis le déclenchement des hostilités en 1969, des flambées particulièrement meurtrières et des rémissions toujours provisoires, vite balayées par de nouveaux attentats, des manifestations violentes, réprimées parfois très durement par la police et l'armée, comme l'explique Michèle Bonnechère. Des actes de terrorisme les nationalistes de l'IRA sont loin d'avoir le monopole. Et un certain extrémisme unioniste ne fut pas le dernier à adopter les méthodes parfois les plus effrayantes. En particulier depuis le scrutin du 20 octobre, qui paraît avoir déclenché chez les ultras protestants des passions exceptionnellement meurtrières.

Ce sont pourtant, avant tout, les nationalistes, en particulier ceux du Sinn Féin, expression politique légale de l'IRA clandestine, qui contestaient d'avance la validité de cette élection — où ils ont cependant obtenu un succès dont l'ampleur a surpris dans la communauté catholique. Pour eux, comme l'explique notamment un de leurs élus

et chefs de file, Gerry Adams, aucune évolution positive ne peut sortir de cette assemblée. Les nationalistes, de toutes façons, condamnent toute expression électorale qui aurait pour seul cadre l'Irlande du Nord, puisqu'ils se battent précisément pour la réunification de l'île. Ils considèrent comme truqué, ou au moins comme faussé d'avance, un scrutin qui a lieu dans un cadre géographique soigneusement découpé, au moment de la partition, pour assurer une large majorité à la communauté protestante.

En République d'Irlande, on était évidemment dans une situation fort différente. Il s'agissait de renouveler le Dáil, autrement dit la Chambre des députés, en raison d'une crise parlementaire qui avait vu le gouvernement de M. Charles Haughey, leader du Fianna Fail (droite nationaliste), perdre sa majorité à la suite de la défection de quelques élus marginaux. Les élections ont confirmé le recul du Fianna Fail et la remontée du Fin Gael (centre droit) de M. Garret FitzGerald ainsi que celle du parti travailliste. Ces

deux formations ont, ensemble, une courte majorité parlementaire qui devrait leur suffire pour gouverner et, donc, permettre à M. FitzGerald d'occuper à son tour le fastueux du *Isle-seach* (premier ministre).

Mais la « question d'Irlande », c'est-à-dire celle de l'Ulster, n'a pas été absente de la confrontation, bien au contraire (*Le Monde* du 1^{er} décembre). Les deux grandes formations de droite ou de centre droit, qui se partagent traditionnellement quelque 85 % de l'électorat, ont même vivement polémique à ce sujet, non pas tant sur le fond que sur les voies et les moyens de favoriser une évolution réunificatrice. Pour le Fianna Fail, il importait avant toute chose d'obtenir de Londres la reconnaissance du fait que l'Ulster a vocation à réintégrer l'ensemble irlandais.

Pour le probable futur premier ministre de la République, au contraire, il ne faut pas fixer d'a priori évidemment inacceptable pour les Britanniques et la majorité protestante des comtés du Nord, même si la réunifica-

tion peut et doit demeurer un objectif de la stratégie de Dublin. La Constitution irlandaise précise d'ailleurs — et M. FitzGerald avait jadis proposé de modifier cet article — que le territoire de la République s'étend à l'ensemble de l'île. La victoire de M. FitzGerald offre-t-elle une petite chance de « déscription » avec Londres ? C'est plutôt l'avis de Sam Crooks.

Le gouvernement de Dublin est-il aussi celui de l'Ulster ? C'est au fond toute la question autour de laquelle s'affrontent depuis 1969 les extrémistes des deux camps, mais aussi, de façon un peu plus diplomatique, la République d'Irlande et le Royaume-Uni. C'est déjà cette question qui avait provoqué, après la lutte pour l'indépendance, une guerre civile elle aussi meurtrière. Et c'est encore et toujours la question posée aujourd'hui, à laquelle, selon René Fréchet, les électeurs en Ulster n'ont, pour le moins, apporté aucune réponse.

BERNARD BRIGOULEUX.

LES ÉLECTIONS AU NORD...

Des antagonismes accrus

par RENÉ FRECHET (*)

LES élections du 20 octobre à l'Assemblée consultative de l'Irlande du Nord ont été très révélatrices de la situation politique de cette province.

Du côté catholique, lors des élections précédentes, la grande majorité des candidats et des élus appartenait au S.D.L.P. (Social Democratic and Labour Party), dont la direction et la doctrine sont modérées, mais qui insiste de plus en plus sur l'idée que seule la réunification de l'Irlande permettrait de résoudre les problèmes du Nord. Cette fois, le S.D.L.P. a annoncé que ses élus ne siègeraient pas à l'Assemblée parce que le Livre blanc exposant la politique britannique ne fait pas mention d'une « dimension irlandaise » du problème et de la nécessité d'un « partage du pouvoir » entre les deux communautés. Ce document se borne à exiger une majorité de 70 % pour valider les votes de l'Assemblée, ce qui implique certes une participation catholique puisque les protestants ne représentent que 60 % de la population.

Le vote de la majorité des protestants se partage entre le parti unioniste officiel et le parti unioniste démocratique du pasteur Ian Paisley. Tous deux veulent que le pouvoir, exercé directement par le gouvernement britannique depuis 1972, soit rendu à la majorité protestante.

Au centre se situe le parti interconfessionnel de l'Alliance, parti des classes moyennes, qui essaie, sans grand succès, de mordre sur le prolétariat.

On comprend qu'il ait été facile aux fanatiques des deux bords de conserver ou de gagner des voix. Les unionistes pouvaient continuer à dire que la République d'Irlande, dans laquelle on les invite à rentrer, reste un État catholique. En effet, M. John Hume, le chef du S.D.L.P.,

n'a-t-il pas reconnu lui-même l'existence dans la République d'un État de fait inacceptable pour les protestants du Nord : « Un vrai débat pourra s'ouvrir seulement quand existera (dans la République) un plan concret qui montrera quel rôle les protestants auront à jouer dans une Irlande nouvelle », déclarait-il au *Monde* le 21 octobre.

Pour la première fois depuis longtemps le Sinn Féin, branche politique de l'IRA, a présenté des candidats, tout en déclarant que, selon la tradition, ils ne siègeraient pas. On comprend encore que, du côté catholique, trouvant devant eux une porte fermée par les partis protestants et ne se voyant rien proposer d'immédiat par le S.D.L.P., sinon un effort de réflexion, un tiers des électeurs, qui souffrent quotidiennement de la présence de l'armée britannique, aient exprimé un vote passionnel de simple exaspération et de refus.

Il faut souhaiter de nouvelles initiatives des hommes et des femmes courageux qui se dépensent depuis des années pour la paix et la justice en Irlande du Nord. Il faut que ceux qui travaillent sur le terrain à soulager les misères et à rapprocher les deux communautés se rassemblent pour chercher à se donner une voie politique. Il faut que, dans la République, le clairvoyant Garret FitzGerald reprenne sa croisade pour un changement constitutionnel qui ouvre une porte aux non-catholiques.

Le 29 septembre 1979, à Drogheda, à deux pas de la frontière que beaucoup auraient voulu le voir franchir, Jean-Paul II avait parlé à la fois pour la justice et contre la violence. D'un côté comme de l'autre, on n'a souvent voulu entendre que le grand temps de la réconciliation dans son intégralité.

(*) Professeur honoraire.

... ET AU SUD

L'espoir d'une solution

par SAM CROOKS (*)

La victoire du catholique Garret FitzGerald aux élections d'Irlande du Sud est paradoxalement un réel signe d'espoir vers une solution au drame de l'Irlande du Nord.

Toute solution en Ulster doit, en effet, couvrir trois aspects : la sécurité ; le partage des pouvoirs entre catholiques et protestants dans le Nord ; et une dimension « irlandaise » sans laquelle rien n'est possible.

M. Garret FitzGerald, protestant du Nord par sa mère, mais catholique du Sud lui-même, est mieux placé que quiconque pour trouver les compromis nécessaires pour concilier les traditions et l'histoire des deux camps opposés : catholique et protestant.

L'initiative du secrétaire d'Etat britannique en Irlande du Nord, M. James Prior, de partager les pouvoirs entre catholiques et protestants dans la nouvelle Assemblée de l'Ulster était pourtant un premier pas dans cette direction. Mais elle a échoué. Le S.D.L.P. (parti social-démocrate travailliste, catholique) a refusé d'y prendre part, soulignant que M. Prior refuse toujours de reconnaître que leurs aspirations et leurs espoirs sont irlandais, et qu'ils sont avant tout irlandais. Les dirigeants de ce parti ont alors proposé de créer un « conseil pour une nouvelle Irlande », projet jusqu'à l'admission pour l'administration britannique. Avec l'élection de FitzGerald, les positions de chacun pourraient évoluer.

Le leader du Fine Gael est en effet connu pour ses positions très fermes sur la question de la sécurité, reconnaissant l'existence d'une violence endémique profondément ancrée dans le Nord. Il est donc prêt à

envisager avec Londres une solution fédérale et progressive au problème de l'Ulster. Il suggère, avec le S.D.L.P., que les Britanniques participent à « conseil pour une nouvelle Irlande », en échange de quoi eux-mêmes accepteraient d'entrer dans l'Assemblée proposée par Prior.

Parallèlement à cette initiative, d'autres pas pourraient être faits, comme le suggèrent FitzGerald et d'autres hommes politiques importants en Grande-Bretagne : l'organisation conjointe par l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud de la lutte antiterroriste. L'impératif de la sécurité serait ainsi maintenu, non pas seulement par des tribunaux et une armée britanniques, dont la justice et les prisons sont parties du problème, mais par les Irlandais eux-mêmes.

Les hommes d'Etat, particulièrement en Irlande, ne font pas souvent preuve d'imaginaire. Mais il y a suffisamment d'ouverture d'esprit chez MM. Prior et FitzGerald pour espérer que le moment n'est peut-être plus si loin où l'approche du problème nord-irlandais sera moins centrée sur Londres, et plus sur Dublin. Le premier ministre démissionnaire, Charles Haughey, après sa démission de ne pas soutenir la Grande-Bretagne dans le conflit des Malouines, n'était pas en mesure de susciter une telle évolution. M. FitzGerald part, lui, sur de nouvelles bases. Une nouvelle page d'histoire peut être tournée.

(*) Sam Crooks est membre du parti libéral britannique, chargé des affaires irlandaises, et auteur d'un ouvrage sur la question irlandaise, *Both British and Irish*, 1981.

Les armes du maintien de l'ordre

par MICHÈLE BONNECHÈRE (*)

Il est impossible lorsqu'on parle du « terrorisme » en Ulster de passer sous silence le rôle de l'armée britannique. Il existe un certain mépris, voire racisme, des Britanniques face à l'affrontement entre les deux communautés d'Irlande du Nord. L'armée britannique, selon le gouvernement de Londres, serait présente pour empêcher la violence et l'horreur. Or cela est faux. Parlons des faits.

En 1971, alors que l'écrasante majorité des assassinats de civils était le fait des paramilitaires loyalistes, se sont les nationalistes que l'on a internés sans procès, massivement (1 800 catholiques entre 1971 et 1975 : 200 loyalistes). En 1972, treize personnes tombaient sous les balles des paras britanniques lors d'une manifestation pacifique pour les droits civiques. En 1981, la plus dangereuse des armes anti-émeutes, les balles en plastique, était utilisée massivement, dans les seuls quartiers nationalistes : trente mille balles tirées en un an. Le Parlement européen a condamné cette arme, et constaté officiellement qu'elle avait été utilisée en Irlande du Nord en dehors de toute émeute. Le résultat : sept personnes tuées en 1981, des centaines de blessés graves et de mutilés depuis 1975, pour les

deux tiers atteints à la tête, alors que cette arme se caractérise par sa grande précision de tir.

Il faut bien parler de terreur puisque les enfants sont les premiers touchés : Stephen Geddies, dix ans (1975), Brian Stewart, treize ans (1976), Carol Ann Kelly, douze ans (1981), Julie Livingstone, quatorze ans (1981). Stephen McConomy (onze ans), atteint derrière la tête, le 19 mai 1982, par une balle tirée à moins de cinq mètres, alors que les instructions officielles prescrivent une distance minimale de vingt mètres.

Sait-on qu'aucun soldat ni aucun policier n'a été condamné pour faute dans l'utilisation des balles en plastique en Irlande du Nord ? et que les auteurs des tirs mortels en 1981 et 1982 ne seront même pas poursuivis ? Ainsi en a décidé la « justice » britannique en Irlande du Nord. De nombreux autres faits pourraient être cités, tels l'assassinat par une patrouille de Derry, le 28 août 1982, de Eamon Bradley, ancien prisonnier de Long Kesh, achevé d'une balle dans la tête, ou encore celui de Danny Barrett, quinze ans.

(*) Membre du Comité de défense des prisonniers politiques irlandais.

Le constat du Sinn Féin

par GERRY ADAMS (*)

LA conquête de l'Irlande par les Britanniques s'étend sur plusieurs siècles, que ce soit au plan territorial, économique, social ou culturel ; elle s'est appuyée sur la violence, la contrainte, le terrorisme, les divisions ethniques. Sans entrer dans les détails de la longue et douloureuse histoire de l'ingérence britannique en Irlande, il suffit d'examiner la façon dont les deux États d'Irlande furent établis en 1920, lorsque Londres décida d'imposer un nouveau système politique afin de contrôler le destin d'une île alors en pleine révolution. Ces deux États résultent de la division imposée par le gouvernement britannique et légalisée par Westminster sous le nom de « loi sur le gouvernement de l'Irlande (1920) » — loi qui établit les pouvoirs et les statuts respectifs des deux législatures, l'une comme l'autre sous le contrôle de Londres.

C'est ainsi que l'Irlande fut découpée comme une vulgaire description électorale. Le gouvernement britannique était parvenu à interrompre la lutte du pays pour son indépendance en contraignant la majorité des Irlandais à vivre dans un pays divisé et gouverné par deux Parlements dont les pouvoirs étaient définis par une puissance étrangère. Les nationalistes résidant dans les six comtés du nord-est se virent coupés du reste du pays et placés sous le contrôle d'un régime de parti unique.

Les six comtés

Les six comtés d'Irlande du Nord ont été gouvernés localement par la même secte politique jusqu'en 1972. Cette secte — le parti unioniste — administrait l'Irlande du Nord conformément à ses intérêts, et, de moment que ceux-ci coïncidaient avec ceux des Britanniques, la situation aurait pu se prolonger indéfiniment. L'administration des six comtés de 1922 à 1972 s'appuyait exclusivement sur la population protestante et sur l'équation protestantisme = loyalisme (à la couronne d'Angleterre), une idéologie promue par les loges de l'Ordre d'Orange, une des plus anciennes organisations fascistes d'Europe.

Les protestants reçurent des emplois et des armes — tactique bien connue basée sur le fait que l'attribution des privilèges, si minimes soient-ils, à une partie de la population la pousse à se battre contre ceux qui n'ont rien et qui, de ce fait, semblent menacer ses privilèges. C'est ainsi que la classe ouvrière irlandaise fut maintenue dans la division. La pratique ouverte de la discrimination dans l'attribution des logements, des emplois, dans la loi électorale, la pratique de la violence, la pratique de la violence de l'administration des six comtés montra de façon convaincante que l'Irlande du Nord était irréformable : il était trop tard, le stade des réformes était depuis longtemps passé.

La fin des années 60 vit le développement du mouvement pour les droits civiques, soutenu par les républicains, et qui réclamait les mêmes droits pour tous des citoyens d'Irlande du Nord sur le plan politique, économique et social. La réaction violente de l'administration des six comtés montra de façon convaincante que l'Irlande du Nord était irréformable : il était trop tard, le stade des réformes était depuis longtemps passé.

Il n'était pas si facile de mettre sur pied un régime fantôme, et les Britanniques hésitèrent trop longtemps avant d'intervenir dans leur colonie. L'inévitable se produisit : le régime unioniste s'effondra. Un peu plus tard, en mars 1972, l'administration unioniste fut suspendue par le gouvernement britannique, qui rétablit l'administration directe.

M. James Prior, l'actuel secrétaire pour l'Irlande du Nord, est le dernier en date d'une longue lignée de ministres britanniques qui se sont efforcés de restaurer le gouvernement local afin de stabiliser l'Irlande du Nord. Le Sinn Féin est décidé à l'en empêcher, comme il en a empêché son prédécesseur. C'est cette opposition qui lui a valu 35 % des voix de la communauté nationaliste aux récentes élections du 20 octobre. En réalité, ce pourcentage est inférieur à l'audience réelle du Sinn Féin puisque de nombreux sympathisants républicains ne figuraient pas sur les registres électoraux et n'ont donc pas pu voter.

Désinformation

Le Sinn Féin s'est présenté aux élections du 20 octobre avec pour revendications : le retrait d'Irlande des troupes britanniques, le démantèlement des institutions politiques et économiques britanniques et de la frontière artificiellement imposée en 1920 et, enfin, le droit des Irlandais à l'autodétermination. Nous avons défendu publiquement notre conviction profonde, à savoir que l'administration colonialiste des six comtés par la Grande-Bretagne est un échec total et que les Irlandais, et en particulier l'armée républicaine irlandaise, ont le droit de mener un combat armé contre les forces d'occupation britanniques.

Ceux qui ont voté pour le Sinn Féin le 20 octobre partagent nos idées. L'élection des candidats républicains contredit la propagande britannique qui, des années durant, a soutenu que les républicains étaient une minorité isolée. A plusieurs reprises, ces dernières années, les Britanniques ont réussi à détourner l'attention du public du problème crucial de leur présence en Irlande. Il est clair que le gouvernement britannique n'a pas plus de droits sur l'Irlande qu'il n'en a sur la France. Si les troupes britanniques envahissent le territoire français, comme elles l'ont fait du territoire irlandais, il est probable qu'elles auraient à faire face à une résistance armée de la part du peuple de France.

Il en va ainsi en Irlande. Et la résistance à l'administration britannique continuera aussi longtemps que durera cette administration — cela, nous en sommes assurés, par l'histoire, par l'I.R.A., et même par les experts militaires de l'armée britannique.

Le combat du Sinn Féin se situe sur le plan politique : il s'agit pour nous de continuer à construire un mouvement populaire d'opposition à la présence britannique en Irlande et de développer une alternative progressive à cette administration. Notre première étape consiste à éduquer et à politiser nos militants et nos sympathisants, et à expliquer et à clarifier nos positions devant une audience aussi large que possible. La France quant à elle peut contribuer à l'établissement d'une paix juste et durable en Irlande en soutenant notre revendication principale : le démantèlement de l'administration britannique en Irlande.

Secrétaire général du Sinn Féin, élu à Belfast le 20 octobre.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bourvois-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé

à Paris, 5, rue de la Harpe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 437

ISSN : 0395 - 2037

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

Le Monde

étranger

EUROPE

Espagne

L'INVESTITURE DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE

M. Felipe Gonzalez lance un appel à l'effort et à l'austérité

Madrid. — C'est un appel à l'effort et à l'austérité qu'a lancé M. Felipe Gonzalez en présentant, le mardi 30 novembre, son programme au Congrès des députés, qui devait voter ce mercredi son investiture. Le secrétaire général du P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) s'est, d'autre part, limité à une déclaration de principe multipliant les appels au « réalisme » et à la « modération » sans annoncer de mesures spectaculaires ni de grandes réformes concrètes.

Comme prévu, il a accordé la priorité à l'examen de la situation économique espagnole, caractérisée selon lui par quatre déséquilibres : « Le chômage, qui a atteint près de 16 % de la population active ; un chiffre nettement au-dessus de la moyenne des pays de l'O.C.D.E. ; l'inflation, qui avoisine 14 % ou 15 % ; le déficit de la balance des paiements et celui du budget de l'Etat, qui a atteint 5 % du P.N.B. » Il a insisté sur la « marge de manœuvre réduite à court terme » des socialistes en ce domaine et sur leur volonté de faire de la lutte contre le chômage leur principal objectif. Comment ? Il n'a guère proposé de formule miracle, se contentant d'évoquer « les réductions d'horaires, les encouragements de l'Etat à l'embauche, les recyclages professionnels ». Il a toutefois précisé que « le problème du chômage ne pourra pas être résolu en s'en remettant simplement au mécanisme du marché, qui ne ferait qu'accroître les injustices ».

Les socialistes prévoient l'an prochain de réduire l'inflation à 12 %, de maintenir une politique monétaire rigoureuse avec une augmentation des disponibilités supérieures d'un point seulement à l'inflation. Ils espèrent toutefois un taux de croissance du P.N.B. proche des 2,5 % « ce qui représente un grand effort pour l'économie espagnole, à préciser le secrétaire général du P.S.O.E., alors que l'O.C.D.E. prévoit pour la plupart de ses membres une croissance zéro en 1983. » Se faisant l'écho des préoccupations exprimées par le patronat, il a insisté sur la nécessité « d'améliorer la compétitivité des entreprises espagnoles en réduisant leurs coûts », sans faire explicitement allusion toutefois à la modulation salariale.

M. Gonzalez a, par ailleurs, affirmé qu'un grand effort serait fait pour contrôler les dépenses publiques, « il faut en finir avec l'habitude de dissimuler derrière les subventions les problèmes que l'on refuse d'attaquer à la base. Le déficit du secteur public n'est pas la panacée à tous les maux mais une marque d'irresponsabilité ». Il a annoncé la présentation au Congrès d'une « loi de réforme des dépenses publiques », ainsi que le gel de certains postes du budget, sans apporter cependant de précision. Il a, par ailleurs, insisté sur le

De notre correspondant

fait que le rôle du secteur public ne devait pas conduire à « minimiser » celui du secteur privé. « L'Etat doit faire office de levier dans l'investissement privé et de redistributeur du revenu et assurer les services sociaux indispensables dans une société développée. Mais c'est le secteur privé qui détermine le volume des biens et services produits, de l'investissement et de l'emploi ».

M. Gonzalez s'en est tenu à des considérations générales sur l'un des problèmes les plus délicats que son gouvernement devra affronter, celui du terrorisme et des tentatives de « déstabilisation » de l'extrême droite.

Contre la violence et le chantage

« Nous ne permettrons aucune action en marge de la constitution », a-t-il affirmé. « Et ceux qui voudraient la transgresser se heurteront à une réponse vigoureuse de notre part. Notre constitution permet l'expression de toutes les opinions et enlève donc toute justification à la violence ». Il n'a toutefois pas précisé comment il entendait faire face au problème basque. Après s'être élevé

à la fois contre « le terrorisme, le chantage et les menaces de retour en arrière », il a affirmé « sa confiance et sa solidarité avec les forces armées, qui ne se trouvent pas compromises par les agissements de troupes minoritaires ».

Le secrétaire général du P.S.O.E. a insisté sur la nécessité de construire un « Etat qui englobe les autonomies de tous ». Il a annoncé la présentation d'une série de lois de décentralisation administrative valables pour toutes les régions. Il n'a fait aucune allusion à la « loi d'harmonisation des autonomies » (élaborée en commun par le gouvernement sortant et le P.S.O.E.) dont les nationalistes basques et catalans réclament avec instance le gel comme préalable à toute collaboration avec les socialistes.

En politique étrangère, il a affirmé son désir de « réexaminer » la décision d'adhésion à l'OTAN prise par le gouvernement sortant et réaffirmé la « vocation européenne » de son pays en demandant que l'adhésion à l'O.C.E. puisse se produire « pendant la législature qui commence », c'est-à-dire dans un délai maximum de quatre ans.

THIERRY MALINIAK.

Grande-Bretagne

Mme Thatcher et les leaders parlementaires ont reçu des lettres piégées

Londres (A.F.P.). — Une lettre piégée a explosé mardi après-midi 30 novembre au 10, Downing Street, résidence du premier ministre britannique (nos dernières éditions datées du 1^{er} décembre). La déflagration a légèrement blessé au visage un fonctionnaire qui ouvrait cette lettre, jugée suspecte. Quatre autres du même type ont été envoyées dans la journée aux Communes. Elles étaient destinées aux chefs des trois principaux partis et à un secrétaire d'Etat, et ont pu être désamorçées. La responsabilité de cette opération a été revendiquée par l'INLA (Armée de libération nationale irlandaise), mais aussi par une mystérieuse « milice de protection des animaux », piste que Scotland Yard a déclaré prendre « très au sérieux ».

A Belfast, l'explosion d'une bombe a provoqué d'importants dégâts matériels dans un magasin ; un autre engin a pu être désamorcé à temps dans un restaurant. En outre, dix-huit fausses alertes à la bombe ont été enregistrées dans la capitale de l'Irlande du Nord, où M. Jean Prior, secrétaire d'Etat britannique à l'Ulster, a indiqué devant l'assemblée provinciale élue le 20 octobre dernier que 500 policiers supplémentaires, 300 réservistes et 368 auxiliaires civils allaient être recrutés pour assurer le maintien de l'ordre.

Un frère cadet de Gerry Adams, vice-président du Sinn Féin et l'un des cinq élus de ce mouvement légal très proche de l'IRA clandestine, a d'autre part été condamné mardi à cinq ans de prison pour possession d'armes à feu (1). Selon le parquet de Belfast, le jeune homme avait chez lui l'un des fusils ayant servi à tirer une salve d'honneur à l'occasion des obsèques du cinquième gréviste de la faim mort en 1981, Joe McDonnell.

(1) Lire page 2 la « libre opinion » de M. Gerry Adams sur l'avenir de l'Irlande du Nord.

Italie

M. FANFANI ANNONCE QU'IL VA FORMER UN GOUVERNEMENT

Rome (A.F.P.). — Le président du conseil pressenti, M. Amintore Fanfani, a annoncé mardi 30 novembre, qu'il était en mesure de constituer un gouvernement, tâche qui lui avait été confiée le 16 novembre par le président de la République M. Sandro Pertini. Il formera une coalition comprenant la démocratie chrétienne, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux.

DIPLOMATIE

M. Hernu propose une relance de la coopération en matière d'armement

(Suite de la première page.) Déployées le long de l'Union soviétique, « elles ont la spécificité de pouvoir frapper la plus grande partie des villes et des zones industrielles ou militaires du monde, à l'exclusion de celles situées dans l'hémisphère américain. L'Europe tout entière, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, soit près des trois quarts de la population terrestre sont à portée de ses engins ». Parallèlement l'action diplomatique de l'U.R.S.S. vise à prévenir le déploiement de missiles américains en Europe, « alors que largement plus de trois cents SS-20 sont déjà installés ».

Le ministre n'exclut pas que la stratégie soviétique connaisse « des évolutions majeures sous la direction de M. Andropov », mais il craint que « ces éventuelles ouvertures » diplomatiques ne soient subordonnées « à la recherche du découplage entre les pays européens et les Etats-Unis ».

Quant aux Etats-Unis — a dit le ministre, — d'un côté ils accentuent spectaculairement leurs dépenses militaires et affirment leur volonté de s'opposer à l'U.R.S.S. « sur tous

les terrains ». Mais, d'un autre côté, le mouvement américain pour le gel des armements nucléaires obtient des « succès incontestables ». Ce qui inquiète plus encore M. Hernu, ce sont « les déclarations de quatre anciens, hauts responsables américains : ceux-là mêmes qui ont présidé à l'impressionnant effort d'armement américain des années 60 ; ceux-là qui ont déversé sur le Vietnam une quantité d'explosifs dépassant ce qui a été fait pendant le dernier conflit mondial », et qui, maintenant, « nous expliquent que les Etats européens devront dans la pratique se passer de la garantie de sécurité américaine » (1).

« Les incertitudes américaines seraient moins préoccupantes », a précisé M. Hernu, si des voix très officielles ne tendaient pas à jeter le doute sur la nature des projets américains vis-à-vis de l'Europe. Le général Rogers, chef suprême de l'OTAN, multiplie depuis plusieurs mois les déclarations mettant l'accent sur l'armement conventionnel. « Or, depuis plus de trente ans, la dissuasion nucléaire a été et demeure le meilleur instrument de prévention des conflits. (...) En outre, en Europe, nous sommes en route vers un holocauste, qu'elle soit conventionnelle, chimique ou nucléaire. Nous craignons aussi que tout conflit, même prétendu « conventionnel », même assorti d'assurance de « non-emploi en premier de l'arme nucléaire » ne dégénère fatalement en un conflit nucléaire. Aussi, ce que nous visons c'est la prévention de la guerre. Et cela, seule la dissuasion nucléaire est en mesure de l'assurer ».

Trois programmes d'armement possibles pour la coopération européenne

M. Hernu veut relancer une coopération, stagnante depuis quelques années, entre pays européens en matière de fabrication d'armements classiques sur le modèle des accords bilatéraux entre la France et l'Allemagne fédérale qui ont, par exemple, donné naissance à l'avion de combat Alpha-Jet. Mais les trois programmes qu'il cite, n'en sont pas au même stade de développement.

C'est probablement à propos de l'hélicoptère de combat que les discussions sont les plus avancées entre Paris et Bonn. Il s'agit d'un projet d'hélicoptère armé d'un canon et de missiles, pour l'appui et la protection, qui pèserait de l'ordre de 4 tonnes. Les besoins français sont de cent cinquante exemplaires environ et ceux des Allemands de deux cents. Le coût de développement d'un tel projet est de l'ordre de trois milliards de francs, dont 900 millions de francs à la charge des industriels concernés. Le marché à l'exportation est de cent cinquante. Le projet de char de combat franco-allemand, en revanche, a connu des fortunes diverses, mais les

Le gouvernement français s'est donc prononcé pour le déploiement des euromissiles américains en Europe et le perfectionnement de sa propre force de dissuasion. Incidemment, M. Hernu a fait cette remarque : « Les études nationales sur l'arme à rayonnement renforcé (bombe à neutrons) sont concluantes. Nous pourrions fabriquer et déployer ces armes, si la décision était prise. Je m'empresse d'ajouter qu'une telle décision n'a pas été prise ».

Au cours du débat qui a suivi, le ministre français s'est prononcé contre un éventuel ajournement de l'implantation des euromissiles américains en Europe : « Oui, il faut implanter ces Pershing à la date prévue (fin 1983), a-t-il dit, s'il y a échec des négociations (américano-soviétiques sur la limitation des armements) ».

Revenant sur sa critique de la « doctrine Rogers », il a précisé que son gouvernement était bien d'accord « sur la nécessité de posséder des forces conventionnelles modernes, mobiles, polyvalentes », mais, a-t-il dit, « pourquoi mettre l'accent en ce moment sur ce point au détriment des autres ? A vouloir mettre l'accent sur un seul aspect (...) le conventionnel, on en arrive à faire douter du reste, à savoir la dissuasion nucléaire comme moyen de prévenir la guerre en Europe. (...) J'ai l'impression que le général Rogers ne dit que la moitié. S'il ne dit pas l'autre moitié, il y a lieu de s'inquiéter ».

M. D.

(1) MM. McNamara, McGeorge Bundy, George Kennan, Gerard Smith (le Monde des 10 et 29 avril 1982).

LES RÉUNIONS ATLANTIQUES DE BRUXELLES

Le ministre britannique de la défense juge « absurde » et « aventureuse » la prise de position soviétique sur les euromissiles américains

Le commentaire de l'agence soviétique Novosti menaçant les Européens de « riposte immédiate » en cas de lancement, même accidentel, de la fin de 1983 (le Monde du 1^{er} décembre), a suscité de vives réactions à Bruxelles, où les ministres de la défense de l'OTAN tenaient leurs traditionnelles sessions du groupe des plans nucléaires et du comité des plans de défense, en prélude à la réunion commune avec les ministres des affaires étrangères, prévue pour jeudi. M. Nott, ministre britannique de la défense, a qualifié cette prise de position d'« absurde » et d'« aventureuse », nous indique notre correspondant Jean Welz. M. Nott a ajouté qu'il s'agissait là d'un « type d'argument complètement dénué de scrupule dont se servent les Soviétiques pour retourner un argument ». « L'objectif de cette campagne de propagande, a déclaré pour sa part à Washington un porte-parole du département d'Etat, est de maintenir le monopole soviétique sur les armements nucléaires de

moyenne portée, tout en sapant la volonté des pays occidentaux de rétablir l'équilibre ».

A Moscou, cependant, l'agence Tass a repris, en partie, le commentaire de Novosti. Affirmant que la menace périodique brandie aux Etats-Unis d'un retrait des troupes américaines d'Europe n'est qu'« un nouveau bluff », Tass ajoute que, « en réalité, les Etats-Unis voient dans l'Europe occidentale leur principale base militaire à l'étranger pour mener une guerre nucléaire limitée menaçant l'Europe d'extermination totale ».

On annonce d'autre part de Genève que les conversations soviéto-américaines pour la limitation des armements nucléaires en Europe, qui avaient commencé il y a juste un an, le 30 novembre 1981, ont été ajournées mardi, « comme le prévoyait le calendrier des négociations », jusqu'au 27 janvier, afin de permettre aux deux délégations de rendre compte, dans leurs capitales respectives, de l'état des pourparlers.

Le fils de M. Andropov à l'avant-scène

M. Igor Andropov, fils du nouveau secrétaire général du P.C. soviétique, fait partie depuis quelques semaines de la délégation soviétique à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui siège à Madrid. Jusqu'ici peu remarqué par ses collègues diplomates (il n'est que le numéro 5 de la délégation selon les agences anglo-saxonnes, le numéro 4 suivant l'A.F.P.), il est beaucoup moins depuis quelques jours. D'autant plus que, pour la première fois, il a prononcé, mardi 30 novembre, un discours.

A la différence de son père, qui connaît l'anglais pour avoir pris des leçons quasi quotidiennes, lorsqu'il était président du K.G.B., mais qui a refusé de recourir à cette langue lors de son récent entretien avec le vice-président américain M. Bush, M. Andropov junior s'est exprimé dans la langue de Shakespeare. Il a passé un an aux Etats-Unis à écrire un mémoire

sur le mouvement ouvrier américain ; il a également travaillé à l'Institut des Etats-Unis et du Canada, à Moscou, sous la direction de M. Arbatov, un ancien collègue de son père dans l'appareil du comité central des années 50.

Les collègues de M. Igor Andropov ont eu beau relever que son discours, « modéré et global », portait « plus sur le fond que sur les questions de détails », personne ne semble y avoir noté des accents nouveaux. Il a rejeté, comme tous les autres orateurs de l'Est, les « positions maximalistes et inacceptables » des Occidentaux qui risquent de « conduire la conférence dans l'impasse ». Nonobstant l'éminente qualité de son jeune partenaire, le chef de la délégation américaine, M. Kampelman, a aussitôt usé de son droit de réponse pour l'inviter à s'intéresser davantage aux problèmes des droits de l'homme.

● Le désarmement et la sécurité seront les thèmes d'une rencontre entre le P.C. et le P.S. qui aura lieu le mardi 7 décembre au siège du parti communiste. Le débat entre les deux partis sur ces sujets avait été relancé par la publication, le 12 mai

dernier, de l'adresse du P.C.F. à l'ONU qui comprend dix propositions pour le désarmement, ainsi que par la publication, le 2 juin, des propositions du P.S. pour la paix, la sécurité et le désarmement.

ROBERT FOSSIER

LE MOYEN AGE

De 350 à 1520, une histoire générale qui consacre une large place à l'Islam, à Byzance, aux Slaves ou à l'Afrique et qui aborde tous les aspects de l'activité humaine.

Trois splendides volumes, reliés sous jaquette, illustrés en couleurs et en noir, chacun : 275 F

Prix de lancement-souscription : 720 F (jusqu'au 31/1/83)

Renseignements chez votre libraire, ou à défaut en adressant votre carte de visite avec la mention "Documentation Moyen Age" à

ARMAND COLIN

103 boulevard Saint-Michel, 75005 Paris

ASIE

Japon

Le gouvernement de M. Nakasone hérite de graves tensions économiques et financières

Tokyo. — Le nouveau gouvernement japonais, dont la composition reflète sans ambiguïté la domination du « clan Tanaka » et qui, pour cette raison, reste l'objet de controverses partisans, hérite d'une série de problèmes intérieurs et internationaux particulièrement malaisés à résoudre. Ces problèmes, qui ne sont pas tous nouveaux, ont pour l'essentiel été laissés sans solution, quand ils n'ont pas été aggravés, sous le cabinet de M. Suzuki. Les déclarations d'intention et mesures provisoires ne suffiront vraisemblablement plus à apaiser durablement les tensions.

Dans trois domaines principaux — stagnation économique, crise des finances publiques et réforme administrative, tensions commerciales internationales — la détérioration de la situation implique, de l'avis général, une action rapide et profonde. Et c'est bien là que le nouveau premier ministre, qui doit présenter son programme devant la Diète en fin de semaine, entend faire porter en priorité son effort.

L'économie japonaise est, à son tour, gagnée par la récession et les maux qui l'accompagnent. La croissance a été révisée en baisse (de 5,3 à 3,4 %) mais ne dépassera vraisemblablement pas 3 % cette année. La demande intérieure, les exportations et la production sont en baisse. Le pouvoir d'achat se réduit, le chômage augmente. Beaucoup de petites et moyennes entreprises sont en difficulté, comme en témoignent la multiplication des faillites et la baisse des investissements productifs. Des secteurs entiers de l'industrie (aluminium, bois et papier) ont accusé la cote d'alerte. Subventions

De notre correspondant

et mesures budgétaires de stimulation restent des palliatifs. A ce tableau, qui pour être moins sombre qu'aillours n'en est pas moins préoccupant, s'ajoutent de graves désordres financiers, le coût d'une administration pléthorique et toute-puissante, le déficit des entreprises nationalisées, la saignée des subventions — en particulier au secteur agricole, peu compétitif mais électoralement décisif. Pour s'être fixé des taux de croissance et de recettes fiscales exagérément optimistes, l'ancien gouvernement avait vu s'envoler ses espoirs d'assainissement financier en 1984.

Réduire les gaspillages

Le déficit pour l'année en cours devait être de quelque 10 000 milliards de yens, soit environ 4 % du P.N.B. Il sera au moins de 17 000 milliards (soit 4,50 milliards de francs) près de 7 % du P.N.B. La dette cumulée de l'Etat équivaut à quelque 2 500 milliards de francs. Cette situation avait poussé M. Suzuki à déclarer : « *État d'urgence financière* » et certains dirigeants à brandir le spectre d'une faillite d'ici à la fin de la décennie.

Les efforts faits pour alléger le fardeau de l'Etat et pour réduire les gaspillages en imposant une réforme administrative et la réorganisation, voire la dénationalisation, de certaines entreprises publiques butent sur les résistances bureaucratiques, elles aussi d'une grande importance politique. Le nouveau premier mi-

nistre, M. Nakasone, en sait quelque chose : il était dans le précédent gouvernement chargé de la réforme administrative.

Un autre objectif que M. Suzuki s'était fixé, pour apaiser les tensions avec ses partenaires, était celui d'une plus grande ouverture du marché japonais aux produits et capitaux étrangers. Il n'a guère, là non plus, obtenu de succès probants malgré deux séries de mesures tarifaires qui tardent à entrer pleinement en vigueur. A cela s'ajoute, dans les rapports avec les Etats-Unis, le problème épineux d'un effort japonais plus substantiel en matière de défense. Grâce en partie à l'affrontement entre Américains et Européens, Tokyo, une fois de plus, a tiré son épingle du jeu sans dommages lors de la réunion du GATT. Mais il demeure, « *bouc émissaire* » ou pas, particulièrement visé par les réflexes protectionnistes. Or ceux-ci, à en croire les Japonais, freinent déjà leur capacité d'exportation d'environ 40 %.

On voit mal, dans ces conditions, à moins que la demande intérieure ne reparte en flèche, comment relancer la machine industrielle en évitant à la fois de nouvelles frictions et de nouveaux déficits. Compté tenu de cet héritage, et après un mois et demi de quasi-vacance du pouvoir, le nouveau gouvernement aura fort à faire pour redresser la barre. A fortiori s'il devait être, comme le précédent, constamment absorbé et affaibli par les querelles partisans au détriment des intérêts nationaux et internationaux.

R.-P. PARINGAUX.

Nouveau ministre des affaires étrangères

M. ABE EST L'UN DES ESPOIRS DU PARTI CONSERVATEUR

M. Shinzō Abe, qui remplace M. Sakuruchi au ministère des affaires étrangères du Japon, occupait dans le précédent cabinet le poste de ministre de l'industrie et du commerce extérieur, l'un des plus importants tant sur le plan national qu'international.

A cinquante-huit ans, il est l'un des espoirs de la « nouvelle génération » de politiciens du parti libéral démocrate, et c'est sans doute pour ne pas gâcher un avenir prometteur, autant que pour des raisons de dosage entre les factions, qu'il a accepté un portefeuille dans le cabinet de M. Nakasone, après avoir affirmé, lors de la campagne, qu'il n'en ferait rien.

M. Abe a commencé sa carrière comme journaliste politique d'un grand quotidien de Tokyo, le *Mainichi Shinbun*. Il est entré en politique après avoir épousé la fille de M. Kishi, ancien ministre du cabinet Tojo pendant la guerre et premier ministre dans l'après-guerre.

Le nouveau ministre des affaires étrangères, qui se retrouve dans un cabinet dominé par la faction de M. Tanaka, avait activement participé en 1974 à la chute de ce dernier, impliqué dans divers scandales financiers. Il est l'étoile montante de la faction de M. Takeo Fukuda, principal adversaire de M. Tanaka.

R.-P. P.

Un effort militaire accru ?

De notre correspondant

Tokyo. — « *Le Japon devrait fournir un effort de défense proportionnel à ses capacités économiques* », a estimé samedi 27 novembre M. Yasuhiro Nakasone lors de sa première conférence de presse. Le nouveau premier ministre, partisan avoué d'un développement des forces armées japonaises, a ajouté : « *Il faut dorénavant que le Japon et les Etats-Unis coordonnent étroitement leurs vues afin de déterminer les niveaux de défense nécessaires aux deux pays.* »

Pour convaincre Tokyo d'accroître son potentiel militaire, l'administration américaine arguait de la menace soviétique, du rôle passif que le Japon joue dans le cadre du traité de défense bilatéral et également de la modicité de ses contributions budgétaires à sa propre défense et à celle du camp occidental.

Pour des raisons de politique intérieure — l'opposition au réarmement reste vive — et de stratégie économique, M. Nakasone, comme tous ses prédécesseurs, a néanmoins tenu à préciser qu'il ferait « *tout son possible* » pour que les dépenses militaires ne dépassent pas le seuil psychologique de 1 % du budget, ce qui contredit quelque peu l'affirmation précédente d'un effort plus substantiel.

R.-P. P.

TGV. gagnez du temps pour vos affaires.

Exemple : départ Paris 11 h 15, déjeuner dans le TGV, arrivée à Lyon Brotteaux 13 h 59, prêt pour votre 1^{er} rendez-vous. Pour le retour, vous avez le choix entre les TGV de 18 h 02 ou de 19 h 03 et vous rentrez tranquillement en fin de journée en roulant jusqu'à 260 km/h.

SNCF

PLANS/CONTRECALQUES
MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE. REDUCTION, AGRANDISSEMENT.
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12^e 347.21.32 - Tx 220064 F

Devenez une lumière en anglais!

PROCHAIN COURS INTENSIF le 6 décembre



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



PRIX GONCOURT

Dominique Fernandez

Dans la main de l'ange

roman

GRASSET

PROCHE-ORIENT

AUX NATIONS UNIES

L'O.L.P. réclame l'application du plan de partage de la Palestine

L'O.L.P. a demandé, mardi 30 novembre, que l'Assemblée générale de l'ONU mette en œuvre le plan de partage de la Palestine, voté en novembre 1947, et réserve un siège à un « Etat arabe de Palestine » qui deviendrait membre des Nations unies comme l'est Israël.

Cette proposition, jugée très audacieuse dans les milieux de l'ONU, a été soumise mardi à l'attention du groupe arabe par M. Farouk Kaddoumi, directeur politique de l'O.L.P., dans un projet de résolution destiné au débat en cours à l'Assemblée générale sur la question de la Palestine. L'O.L.P. n'ayant que le statut d'observateur à l'ONU ne peut pas présenter de projet de résolution et doit obtenir le parrainage d'au moins un pays membre pour que son texte revête un caractère officiel.

Le groupe arabe devait se réunir ce mercredi matin pour examiner ce projet.

Dans les milieux arabes qui ont reçu le projet de l'O.L.P., on fait valoir que celui-ci constitue « un aboutissement logique », même s'il est tardif, de la résolution de partage de la Palestine qui prévoyait la création d'un Etat juif (Israël) et d'un Etat arabe dans l'ancien mandat palestinien. On estime également que l'adoption d'une telle résolution signifierait la dissolution de l'O.L.P. et son remplacement par un gouvernement en exil qui pourrait prétendre à la représentation d'un Etat.

On souligne que le projet de l'O.L.P. constituerait en fait une reconnaissance de jure du droit à l'existence d'Israël, puisque le projet ne demande pas que « l'Etat arabe de Palestine » prenne la place d'Israël, mais s'agisse d'un Etat arabe en plus, comme membre des Nations unies.

● A BEYROUTH, la police libanaise a annoncé mardi que près de 20 000 personnes avaient été tuées pendant l'invasion israélienne. Un rapport détaillé sera rendu public au début de l'année.

Selon les enquêteurs du commandement de la police, 19 085 personnes (6 775 à Beyrouth et 12 310 dans le reste du pays) ont été tuées et 30 302 blessées entre le 4 juin et le 31 août au cours des combats entre les forces palestiniennes et les Israéliens.

Les autorités libanaises ont précisé que 84 % des personnes tuées étaient des civils et que, sur ce nombre, 33 % avaient moins de quinze ans et 24,9 %, plus de cinquante ans.

Les statistiques pour le Sud-Liban ne sont pas aussi détaillées que celles concernant Beyrouth. Cependant 80 % des morts dans cette région seraient des combattants. Ces chiffres ne comprennent pas le bilan des massacres de Sabra et de Chatila (du 16 au 18 septembre), à la suite desquels 328 corps ont été dénombrés et 911 personnes portées disparues, précise le rapport.

Le rapport précise que 2 224 maisons et appartements ont été entièrement détruits à Beyrouth, 4 733 gravement endommagés et 2 770 partiellement. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

● Le meeting de solidarité avec le peuple palestinien, à la Mutualité. — A la suite du communiqué du comité pour la paix au Proche-Orient mentionnant le départ de M. Saint-Prot, président de cette organisation, M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris, tient à préciser que cet orateur a été « prié de quitter la tribune à la suite de propos inopportuns et inadmissibles qu'il a tenus alors que le peuple palestinien continue à vivre les séquelles des drames sanglants de la guerre du Liban ». Selon M. Souss, « aucune insulte n'a été proférée à l'encontre du président de la République par une partie du public ».

[Rappelons que M. Saint-Prot a été contraint de quitter la tribune après avoir mentionné « les côtés positifs » du sommet de Fès et s'être félicité du comportement de certains régimes arabes pendant la guerre du Liban.]

Israël

Les employés d'El Al tentent de différer la mise en liquidation de la compagnie

Jérusalem. — Les quatre mille neuf cents employés de la compagnie aérienne israélienne El Al, paralysée depuis près de trois mois, tentent par tous les moyens de différer la mise en liquidation de leur entreprise qui a été décidée par le conseil d'administration le 24 novembre dernier. Une tentative quasi désespérée, car, après cette décision, attendue depuis plusieurs semaines, le gouvernement, principal actionnaire de cette société nationale, est

plus que jamais résolu à reconstruire « sur de nouvelles bases » une autre compagnie dans laquelle les syndicats seraient beaucoup moins puissants après le licenciement d'une grande partie du personnel actuel. Le cabinet de M. Begin en fait une affaire de principe, sachant que la lutte du personnel d'El Al qui, au fil des années, avait acquis des avantages nettement supérieurs à ceux des autres entreprises israéliennes, est devenue assez impopulaire, les dirigeants de la centrale syndicale Histadrut se trouvant eux-mêmes dans une situation délicate pour la défendre (le Monde du 26 octobre).

Au cours de la journée du 30 novembre, des centaines d'employés d'El Al se sont heurtés violemment aux forces de police dans la région de Tel-Aviv, alors que l'aéroport international de Lod était toujours gardé par un imposant service d'ordre pour empêcher qu'il ne soit occupé par les manifestants et que le trafic aérien (assuré seulement par les compagnies étrangères et quelques avions loués par El Al) ne soit totalement interrompu, comme il l'a été à deux reprises en octobre. Ces heurts, au cours desquels une dizaine de personnes ont été blessées, ont fait apparaître la détermination du gouvernement et ont d'autre part encore augmenté la lassitude qui se fait jour dans l'opinion publique à l'égard de ce conflit.

Dans un ultime recours devant le tribunal du travail, le Histadrut a réussi à retarder pour quelques jours la mise en liquidation et la nomination d'un administrateur judiciaire.

FRANCIS CORNU.

Selon la revue « Air Force Magazine »

ONZE SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ TUÉS PAR L'AVIATION ISRAÏLIENNE PENDANT LA GUERRE DU LIBAN.

Washington (U.P.I., A.F.P.). — L'aviation israélienne a tué onze Soviétiques qui tentaient de « récupérer » du matériel électronique ultra-secret à bord d'un avion israélien abattu par les Syriens au cours de la guerre du Liban, affirme la revue américaine spécialisée Air Force Magazine.

Citant M. Richard Perle, secrétaire adjoint américain à la défense pour les problèmes de sécurité internationale, la revue affirme que l'armée israélienne était décidée à ne pas laisser tomber dans des mains ennemies le matériel de contre-mesures électroniques se trouvant à bord de l'appareil.

Lorsque l'aviation israélienne arriva à portée de l'épave, « des Russes étaient déjà sur place, en train de trier les pièces. L'avion fut complètement détruit et les Soviétiques tués », affirme Air Force Magazine, sans préciser la date de l'événement et le lieu exact (vraisemblablement en Syrie) où il s'est produit.

AFRIQUE

Tchad

N'DJAMENA OBTIENT UNE AIDE INTERNATIONALE DE 175 MILLIONS DE DOLLARS

Genève (A.F.P., Reuters). — Le Tchad a obtenu des engagements pour la moitié des 350 millions de dollars demandés dans le cadre d'un plan de reconstruction de deux ans présenté à la conférence des bailleurs de fonds qui s'est tenue les lundi 29 et mardi 30 novembre à Genève. Une trentaine de pays, dont neuf pays africains et vingt-cinq organismes internationaux, participaient à ces assises.

Dévasté par dix-sept ans de guerre civile, éprouvé par la sécheresse au cours de ces dernières années, le Tchad est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde. Selon M. Jean Kippert, directeur général du développement aux Nations unies, le revenu national y est tombé de 120 à 100 dollars par personne.

M. Francis Ruddy, membre de la délégation américaine, a déclaré que la contribution de Washington sera de l'ordre de 1 million de dollars par mois jusqu'en septembre 1983. Il s'agit d'une aide en vivres et en médicaments mais aussi dans les domaines de la voirie, de l'agriculture, etc.

M. Joseph Yodeyman, ministre tchadien du plan, s'est félicité de la présence de la conférence de plusieurs pays africains, ce qui, a-t-il dit, « a été pour nous un appel moral ». Parmi les Etats ayant proposé leur aide figurent le Maroc, le Soudan et l'Egypte.

Namibie

AMNESTY INTERNATIONAL LANCE UN APPEL AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Dans une lettre adressée au premier ministre sud-africain, M. P.W. Botha, Amnesty International lance, ce mercredi 1^{er} décembre, un appel afin que cessent la pratique de la détention sans jugement et l'usage de la torture en Namibie, et demande un réexamen de la situation juridique de tous les prisonniers politiques namubiens.

Critiquant les pouvoirs étendus donnés à l'armée et à la police en matière d'arrestations, et le manque de protection pour les personnes arrêtées, la lettre fait remarquer que « ce système ne peut qu'entraîner des abus concernant les droits des détenus, et provoquer des tortures et des disparitions ».

Amnesty International et des représentants des Eglises ont recueilli nombreux témoignages faisant état de l'usage d'électricité, de coups et d'autres formes de torture.

L'organisation demande qu'une enquête judiciaire indépendante soit ouverte sur les allégations de fréquentes tortures dans des camps de détention secrets.

Amnesty International attire l'attention sur plusieurs personnes ayant « disparu » après avoir été, dit-on, enlevées par les forces de sécurité, ainsi que sur quarante-cinq prisonniers politiques qui purgent en ce moment des peines de prison allant de cinq ans à la perpétuité.

Nigéria

● M. BOUBA BELLO, PREMIER MINISTRE DU CAMEROUN, est arrivé à Lagos, mardi 30 novembre, pour une visite officielle. C'est la première visite au Nigéria d'un responsable camerounais de ce niveau depuis la démission inattendue du président Abidjo et l'entrée en fonction de son successeur M. Paul Biya. Les deux pays ont récemment réglé le contentieux décelant d'incidents de frontière.

l'Arche

Manuel du judaïsme français

ISRAËL, CE QUI A CHANGÉ

Faut-il avoir peur de Jean-Paul II ?

En vente dans les librairies et au journal, 14, rue Georges-Garret, 75017 Paris. La n° 125, Abonnements : 120 F/an.

Les Émirats Arabes Unis : onze ans de développement

Le 2 décembre 1982 marque le 11^e anniversaire de l'indépendance de l'Etat des Émirats Arabes Unis, qui comprend les sept émirats suivants : Abou-Dhabi, Doubaï, Sharjah, Ras-al-Khaimah, Foujaïrah, Ajman et Umm-al-Quawain.

Avec une population de 1 200 000 habitants au recensement de décembre 1980, et une superficie de 77 830 km², l'Etat des E.A.U., bien qu'il soit relativement jeune, a réalisé des programmes de développement dans tous les domaines grâce à sa richesse pétrolière.

Tandis qu'il entre dans sa deuxième décennie d'indépendance, le pays est déterminé à continuer ses efforts à la fois pour son propre développement intérieur et l'instauration d'un équilibre économique et politique plus équitable à travers le monde.

Sur le plan intérieur :

Avant son indépendance le pays manquait de logements, d'énergie, d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de ports, d'aéroports et n'avait pratiquement pas de secteur industriel, tandis que l'agriculture qui existait ne représentait guère plus que quelques fermes pour survivre dans les régions les moins arides. Aujourd'hui, d'après les directives du président, le cheikh Zayed, les efforts du gouvernement ont été remarquablement fructueux dans ces domaines et dans d'autres comme la sédentarisation des nomades, la participation de la femme à la vie active et l'alphabétisation des adultes.

Le gouvernement, conscient du risque que constitue le pétrole en tant que seule ressource économique, a élaboré un plan quinquennal de 1981 à 1985 pour répondre aux exigences accrues du développement dans trois domaines principaux :

— Il s'agit, premièrement, d'achever les travaux d'infrastructure réalisés ces dernières années à environ 70 %. Ce domaine comprend le dessalement d'eau, un réseau de canalisation et d'irrigation pour le besoin en eau potable et pour l'agriculture, et l'installation d'un réseau électrique interconnecté, le développement et l'amélioration des moyens de communication, la construction de bâtiments et l'aménagement de nouvelles zones d'habitation.

— Le deuxième domaine est lié à la diversification de l'économie en privilégiant le développement du secteur industriel. L'objectif que s'est fixé le gouvernement dans ce domaine consiste à élever la part du secteur industriel à 9,5 % du P.I.B. et, pour atteindre cet objectif, 15 milliards de dollars ont été consacrés aux investissements dans le seul secteur industriel, et soixante-cinq mille emplois seront créés durant la même période.

— Le troisième domaine consiste à mettre en valeur le pétrole et le gaz. Cela exige la maîtrise et la réalisation de toutes les opérations et procédés liés à ces deux ressources, c'est-à-dire depuis le forage jusqu'au raffinage en passant par l'extraction pour ce qui concerne le pétrole et la liquéfaction du gaz, et la construction de réservoirs et de dépôts.

Les principales industries que couvre ce plan peuvent être répertoriées de la façon suivante :

- les industries basées sur le pétrole et le gaz ;
- l'industrialisation des minerais ;
- l'industrie pharmaceutique ;
- l'industrie des engrais et des produits chimiques indispensables à l'amélioration des terres arides ;
- l'industrie alimentaire basée sur les produits agricoles, la pêche, la laiterie et les volailles ;
- les industries qui sont capables de produire des alternatives aux produits importés ;
- l'industrie qui exige une utilisation maximale de l'énergie.

En juin 1981, le secteur industriel a vu l'achèvement de la raffinerie de Ruwais, qui fut officiellement inaugurée en mars 1982. Cette raffinerie a une capacité de production de 120 000 barils par jour.

Dans le domaine de l'alimentation, le pays a réussi à augmenter considérablement sa production, qui couvre près de 40 % de ses besoins, malgré un climat très rude, où les pluies dépassent rarement 150 mm par an dans les régions les plus privilégiées.

Sur le plan extérieur :

L'Etat des E.A.U. déploie de grands efforts pour aider les pays en voie de développement et soutenir les causes justes dans le monde. Sur le plan arabe, le pays s'identifie entièrement avec les aspirations et la cause des Palestiniens, en soutenant leur droit de retourner dans leur patrie et de constituer un Etat sous l'autorité de l'O.L.P.

En tant que membre du Conseil de coopération du golfe Arabe, par son appartenance à la nation arabe et son adhésion au groupe des pays non alignés ainsi qu'aux Nations unies, l'Etat des E.A.U. œuvre pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international plus équitable pour les pays en voie de développement.

Selon des chiffres récents, environ 15 % du produit national brut des Émirats Arabes Unis est fourni aux pays sous-développés, par des accords bilatéraux, par le biais des organismes régionaux tels que la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et le Fonds de l'O.P.E.P. pour le développement international, et à travers les organisations internationales telles que les agences spécialisées des Nations unies et le Fonds international pour le développement de l'agriculture.

Le 11^e anniversaire de l'Etat des E.A.U. se présente, à l'intérieur, sous le signe de la stabilité et du développement, et, à l'extérieur, sous le signe du soutien accru aux pays en voie de développement et aux causes justes dans le monde. Mais, pour réussir un développement social et économique, il faut la paix, car paix et développement sont jumeaux.

Ambassade des Emirats Arabes Unis
3, rue de Lota, 75016 Paris

AMÉRIQUES

Brésil

Les entretiens entre M. Reagan et le général Figueiredo se déroulent dans un climat serein

M. Ronald Reagan est arrivé le mardi 30 novembre, à Brasilia, pour une visite officielle de travail de quarante-huit heures. Le chef de l'exécutif américain doit rencontrer à deux reprises le général João Figueiredo, chef de l'État brésilien, qui peut faire état d'un bilan positif

pour son gouvernement et pour le Brésil, des élections générales du 15 novembre. Le parti gouvernemental, le Parti démocratique et social (P.D.S.), a, en effet, conservé la majorité au Congrès de Brasilia, et il continue de contrôler la majorité des États de la fédération.

Mais ce processus démocratique, qui a permis à l'opposition de conquérir les États industrialisés du Sud, en particulier celui de São Paulo, est aussi un grand succès pour le pays tout entier. En revanche, les difficultés économiques et financières du Brésil restent grandes et figureront à l'ordre

du jour des entretiens. Cette rencontre se déroule, de toute façon, dans un contexte bien plus serein que celui qui avait présidé au dialogue, en mars 1978, entre les dirigeants de Brasilia et M. Jimmy Carter, venu réclamer le respect des droits de l'homme.

Une démocratie raciale ?

De notre envoyé spécial

« Le racisme qui pousse à espérer un Noir entrant dans l'armée, d'après le colonel », dit M. Abdias Do Nascimento, vient de la négritude, c'est-à-dire la dégradation pour le P.D.T., à Rio de Janeiro. Après avoir passé douze ans aux États-Unis, pays connu pour ses brutalités raciales, M. Do Nascimento est en mesure de faire des comparaisons.

« Les Noirs ont leurs programmes de télévision. Leurs civilisations d'origine sont étudiées dans les universités. Ils revendiquent leur identité. Tout le contraire de ce qui se passe chez nous. »

Comme l'idéologie dominante, au Brésil, est celle du branquamento (le blanchiment), « l'enfant noir apprend, dès l'école, à avoir honte de sa couleur », dit M. Lelia Gonzalez. Tous les modèles qui lui sont proposés sont blancs. À voir les publicités à la télévision, on se croirait dans un pays scandinave. Le

Noir est seulement valorisé comme joueur de football ou danseur de samba. Ailleurs, il fait seulement partie du paysage. »

La situation est complexe, car la majorité des Brésiliens, même ceux qui se considèrent comme blancs, « sont culturellement noirs ». Ils le sont par le métissage de la société et par l'influence des nourrices de couleur. La musique, la plastique, les religions d'origine africaine imprègnent la vie du pays. Mais l'umbanda et le candomblé sont toujours considérés comme des religions « parallèles », elles ne sont pas

reconnues au même titre que le catholicisme, qui reste la religion officielle du Brésil. En outre, « elles ont été transformées en marchandises, en produits touristiques, comme la samba et le carnaval, alors qu'elles sont un élément de notre culture qui devrait figurer dans les programmes scolaires, de même que l'histoire de l'Afrique et celle de l'Africain dans notre pays », dit M. Do Nascimento.

Le 13 mai — date de l'abolition — continue d'être fêté officiellement. Mais les militants de la négritude, qui estiment que l'abolition fut une « fausse libération », préfèrent célé-

brer un autre anniversaire : le 20 novembre 1695, jour de la mort de Zumbi, qui dirigeait à l'intérieur de l'Alagoas, dans le Nord-Est, une communauté de noirs « maroons », la République de Palmares. Des esclaves évadés des plantations de cannes à sucre avaient reconstitué une société de type africain, avec sa polyculture, ses croyances et ses rites. « Ce fut la première République indépendante des Amériques », dit M. Lelia Gonzalez. Elle a duré un siècle. La démocratie raciale y était totale. Les Noirs coexistaient avec des Indiens et même des Blancs. C'est pourquoi elle a, pour nous, une valeur hautement symbolique. »

CHARLES VANHECKE.

Dans le vaste mouvement politique, social et culturel, qui secoue le Brésil depuis quelques années et qui accompagne sa démocratisation, la renaissance d'une identité noire est sans doute l'un des faits les plus intéressants. Un front nègre avait déjà existé avant guerre, mais il avait été interdit en 1937 par la dictature de Getulio Vargas, en même temps que tous les partis politiques.

La résurrection s'est produite en 1978, avec la création d'un mouvement noir unifié. A São Paulo, elle a été liée à l'essor du syndicalisme ouvrier. A Rio de Janeiro, c'est au cours de manifestations éphémères que les jeunes Noirs se redécouvrent et identifient à leur « race américaine ». Les organisations de faveladas (habitants des bidonvilles) et les mouvements féministes ont fourni les militants que le Parti des travailleurs et le parti démocratique travailliste (P.D.T.) présentent comme candidats de la négritude dans plusieurs États du pays (Rio, São Paulo, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Pernambuco).

« Je suis convaincu que le vote du 15 novembre a été en grande partie racial », dit M. Lelia Gonzalez, qui précise pourquoi : malgré une loi édictée en 1951, qui interdit toute discrimination entre les Brésiliens en raison de leur couleur, une discrimination de fait existe. Les Noirs n'occupent pratiquement que des emplois subalternes : ils sont balayeurs, chauffeurs, manœuvres, dans les usines et la construction, auxiliaires dans les administrations publiques. Ils fournissent la majorité des chômeurs, de la population des bidonvilles, des prisons et des hôpitaux psychiatriques. Leur revenu est de 10 % à 40 % inférieur à celui des autres Brésiliens.

Le Brésil a été le dernier pays, en 1888, à abolir l'esclavage. Les Noirs nouvellement affranchis ont fui les usines et les plantations qui étaient leurs lieux de servitude pour s'installer à la périphérie des villes, c'est-à-dire en marge de la société. Longtemps, on a cru, ou fait croire, que leur problème n'était que social et qu'il se résoudrait avec le développement économique. Mais le racisme s'est perpétué.

« Quand une entreprise offre un emploi exigeant « bonne apparence », nous savons tous ce que cela signifie, disent les Noirs : il n'est pas pour nous. » Selon le recensement de 1980, 43 % des Brésiliens sont « noirs » ou « gris » (c'est-à-dire mulâtres), proportion qui semble nettement sous-estimée à nos interlocuteurs. Mais il n'y a pas de Noirs, dans le personnel de bord des avions, « ni en général dans les postes de travail en contact avec le public ». Il n'y en a aucun chez les diplomates, les généraux, au gouvernement, pour ne pas parler des banquiers. Sur les quelque cent trente évêques, un seul est d'origine nettement africaine : il a été surnommé « dom Pelé ». C'est dom José Maria Pires, l'archevêque de Paraíba.

AVIS

Ouverture d'un consulat honoraire de la Jamaïque à Paris

Le gouvernement de la Jamaïque a le plaisir d'annoncer qu'il a confié à M. Albert Bickel, 60, avenue Foch, 75116 Paris, 16, le poste de consul honoraire de la Jamaïque à Paris. Tout renseignement pourra être obtenu en téléphonant au numéro ci-dessus mentionné.

EN V.D. 70 mm DOLBY STEREO : MARIGNAN PATHE • GEORGE V • KINOPANORAMA • EN V.D. DOLBY STEREO : GAUMONT HALLES • HAUTEFEUILLE PATHE • UGC DANTON • 14 JUILLET BEAUGRENETTE
EN V.D. : MAYFAIR • LES 7 PARNASSIENS • EN V.F. 70 mm DOLBY STEREO : PARAMOUNT MERCURY • PARAMOUNT OPERA
EN V.F. DOLBY STEREO : UGC NORMANDIE • LUMIERE • MONTFARNASSE PATHE • GAUMONT CONVENTION • FAUVETTE • LES NATION • PARAMOUNT MAILLOT • WEPLER PATHE
EN V.F. : GAUMONT MICHELIEU • UGC OPERA • BIENVENUE MONTFARNASSE • GAUMONT SUD • PARAMOUNT GALAXIE • UGC GARE DE LYON • 3 SECRETAN • GAUMONT GAMBETTA

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG

E.T.

L'EXTRA-TERRESTRE

Il a peur.
Il est seul.
Il est à 8 millions d'années lumière de chez lui.

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG / E.T. L'EXTRA-TERRESTRE
DANS LES RÔLES : PETER COOK, MENNY THOMAS dans le rôle d'ELLIOTT • MUSIQUE DE JOHN WILLIAMS
SCÉNARIO PAR MELISSA MATHISON • PRODUIT PAR STEVEN SPIELBERG & KATHLEEN KENNEDY
RÉALISÉ PAR STEVEN SPIELBERG
UN FILM UNIVERSAL DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION
BAND SONORE ORIGINALE SUR DISQUES ET CASSETTES MCA • Distribution ARABELLA
Périphérie : par ordre alphabétique : ASNIÈRES Tricycle • ARGENTEUIL Gamma DOLBY STEREO et ALPHA • AULNAY Parlor • LE BOURGET Aviat • BOULOGNE Gaumont Ouest • BOUSSY ST-ANTOINE Buxy
CHAMPIGNY Pathe DOLBY STEREO • COLOMBES Club • LA DÉFENSE 4 Temps DOLBY STEREO • ENGHEN Français DOLBY STEREO • ÉVRY Gaumont • MONTREUIL Métiers • ORSAY Les Uils
PARLY 2 Studio • POISSY UGC • ROSNY Artel • RUEIL Ariel • SARCELLES Planades • SARTROUVILLE ABC • STE-GENEVIEVE-DES-BOIS 4 Parry • SAINT-GERMAIN C 2 L • THIAIS Belle-Epine
VELIZY Studio • VERSAILLES C 2 L • VILLENEUVE Artel • VINCENNES 3 Vincennes • VIRY-CHATILLON Catypso

Halte au Vol

IZIS - LAPERCHÉ ou PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10°

+ 4 goujons d'acier anti-dégondage

+ renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier

+ 3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

+ 1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE

valable jusqu'au 31.12.82

(au lieu de 3.350 F)

3.000 F TTC

Pose et dépt. compris

PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION

55, av. de la Motte Picquet

75015 PARIS

566.65.20

CREDIT GRATUIT

4 Vols

L'ANGLAIS à OXFORD

• stages intensifs de toutes durées, toutes méthodes, pour adultes et enfants

• préparation spéciale pour BAC, PREPA, NEC, PREPA SCIENCES-PO, DEUG, LICENCE, CAPES, AGRÉGATION...

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Appréhensible par le British Council - Association des 190 Membres de l'ELCO

Membre Fondateur de l'UNCELE

24, rue Théobald de Bèze

75015 Paris - Tél. : (0) 533.13.02

AMÉRIQUES

L'accession de M. Miguel de la Madrid à la présidence du Mexique

M. Miguel de la Madrid, élu président du Mexique le 4 juillet pour la période 1982-1988, prend possession de sa charge ce mercredi 1^{er} décembre à Mexico. Il succède à M. Lopez Portillo. Agé de quarante-sept ans, le nouveau président hérite d'une très grave crise, mais il espère relancer l'économie en préconisant une plus grande rigueur financière et monétaire. M. de la Madrid a formé un gouvernement composé en majorité d'experts et M. Silva Herzog conserve les finances.

Le nouveau chef de l'Etat entend relancer l'économie

De notre correspondant

Mexico. - Le pays qui va gouverner M. de la Madrid connaît de graves difficultés économiques et politiques. La chute du prix du pétrole et la perte de certains clients ont déclenché la crise. Les taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis ont contribué à son aggravation.

Aux facteurs internationaux, il faut ajouter les erreurs commises par les dirigeants mexicains et d'abord par le président sortant, M. Lopez Portillo, qui n'ont pas su diagnostiquer le mal à temps ni imposer le traitement nécessaire.

Quand les rentrées de devises ont baissé, le président a choisi de recourir à l'emprunt à court terme sur le marché international plutôt que de réduire le rythme de croissance qui était l'un des plus élevés du monde. Et il a subi les effets négatifs des taux d'intérêt élevés pratiqués aux Etats-Unis. Le refus de dévaluer le peso ont largement au-dessus de sa valeur a provoqué une fuite des capitaux d'autant plus massive que chacun pouvait alors se procurer des dollars et ouvrir des comptes en monnaie américaine dans les banques mexicaines.

La suite est connue : dévaluation (février), plan d'austérité (avril), tentative d'instauration d'une double parité du peso et fermeture du marché des changes (août), jusqu'au coup de tonnerre du 1^{er} septembre : la nationalisation des banques et l'instauration du contrôle des changes. Le tout a été accompagné d'une négociation avec le Fonds monétaire international (F.M.I.) pour l'obtention d'un prêt, et avec la communauté financière pour la restructuration de la dette extérieure dont on a découvert qu'elle était l'une des plus importantes du monde (près de 80 milliards de dollars).

Survenant après plusieurs années d'euphorie, la crise a fait apparaître une malaise politique. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)

Administrer la crise

« Je suis un nationaliste fervent... » M. Miguel de la Madrid, juriste, diplômé de Harvard, fin conseiller des Etats-Unis, ayant une réputation de bon gestionnaire, n'aura pas trop de toute son énergie, de sa foi, et du soutien du plus grand nombre possible de Mexicains pour affronter la tempête. Les derniers mois de la présidence de M. Lopez Portillo ont été marqués par le désarroi, l'indécision, et un vide de pouvoir. Beaucoup plus marqué qu'il ne l'est d'habitude, le mandat du chef de l'Etat se résumait nécessairement pendant sa dernière année de présidence à ce que le nom de l'homme choisi pour lui succéder est connu. M. de la Madrid doit maintenant administrer la crise.

Les mines, le visage plein, front haut, tempes grisonnantes : cet homme de quarante-sept ans, solide, sérieux, hostile à l'empire était inconnu des Mexicains il y a un peu plus d'un an. Il ne sort pas, comme le majoritaire de ses prédécesseurs, du cadre du Parti révolutionnaire institutionnel au pouvoir depuis six décennies, bien qu'il ait adhéré au PRI dès 1963.

La Mexico de 1982, puissance pétrolière nouvelle, mais aussi pays en voie de développement, à 3 000 kilomètres de frontière commune avec la première nation de la planète, c'est, en un sens, un atout, mais c'est aussi un redoutable handicap. Paradoxes : le Mexique est l'un des pays les plus « latins » des Amériques. C'est une culture dont la dépendance à l'égard des Etats-Unis est la plus accentuée. Relations commerciales, économiques et financières, droits de pêche, négociations sur le gaz et le pétrole, statut des travailleurs mexicains en situation illégale aux Etats-Unis, tourisme, lutte contre la drogue et la délinquance, politique étrangère : les sujets de « dialogue » et d'irritation ne manquent pas entre Washington et Mexico. Il faut y ajouter aujourd'hui la négociation de la plus lourde dette de tous les pays en voie de développement : près de 80 milliards de dollars.

Changer de « style »

Né en 1934 dans l'Etat de Colima, sur la côte Pacifique, il a fait ses études de droit à l'Université nationale autonome de Mexico. Auteur d'une thèse sur « le Mexique et la Constitution de 1857 » et de plusieurs essais économiques et politiques, il a obtenu ensuite un diplôme en administration publique de l'université américaine Harvard. Il est le premier président mexicain à avoir fait de solides études aux Etats-Unis. Il parle parfaitement l'anglais.

Professeur de droit constitutionnel, on le retrouve fonctionnaire à la Banque du Mexique, puis à la sous-direction du crédit au ministère des finances, et enfin à l'Institut national des études économiques. Aux finances, il a connu M. Lopez Portillo qui le nomme ministre de la planification et du budget en 1979. Le début d'une amitié personnelle et aussi politique. Banquier, administrateur, planificateur : trois « expériences » qui ont sans aucun doute beaucoup compté lorsqu'il est allé de désigner un « candidat » à la présidence. Investi de la confiance officielle du PRI en octobre 1981, il a été élu le 4 juillet 1982. Vainqueur sans surprise encore que la consultation ait été un peu « ouverte » que précédemment.

Il a promis de changer de « style ». Partisan convaincu de la planification, ami personnel de M. Michel Rocard, il compte proposer une nouvelle stratégie de développement basée sur une plus grande rigueur fiscale et monétaire. Lourde tâche. Non moins ardue que la « guerre à la corruption » qu'il a inscrite en bonne place de son programme. Il n'est pas le premier à faire cette promesse. Mais peut-être ira-t-il au-delà des bonnes intentions.

La corruption est un fléau endémique au Mexique, dénoncé par tous, et jamais vaincu. Mieux d'autant plus grave alors que le nouveau président s'apprête à lancer des appels à la « solidarité de tous les Mexicains » pour affronter la menace des prêts. M. de la Madrid devra donc d'abord lutter contre le scepticisme profond de ses compatriotes. Il devra aussi prouver que le respect des libertés est réel dans un pays qui a largement ouvert ses portes à de nombreux régimes politiques d'Amérique latine. Des Mexicains font la grave de la faim dans la capitale pour obtenir des nouvelles des disparus...

MARCEL NIEDERGAUG.

Le gouvernement

Intérieur : M. Manuel Bartlett.
Affaires étrangères : M. Bernardo Sepúlveda.
Finances et crédits publics : M. Jesus Silva Herzog.
Défense : général Juan Arevalo.
Planification et budget : M. Carlos Salinas de Gortari.
Marine : amiral Miguel Angel Gomez Ortega.
Ressources naturelles et développement : M. Francisco Labastida.
Commerce : M. Hector Hernandez.
Agriculture et ressources hydrauliques : M. Horacio Garcia Aguilar.
Communications et transports : M. Rodolfo Felix Valdez.
Travaux publics : M. Marcelo Javelly.

M. SEPULVEDA

M. Bernardo Sepúlveda, ambassadeur du Mexique aux Etats-Unis, qui a été nommé ministre des affaires étrangères dans le nouveau gouvernement mexicain, avait été pendant près d'une année le conseiller diplomatique de M. de la Madrid. Il avait accompagné en octobre à San-Diego lors de la rencontre du nouveau chef de l'Etat mexicain avec le président Reagan. Professeur de droit international et universitaire réputé, M. Sepúlveda est l'un des planificateurs de la conférence Nord-Sud de Cancun en octobre 1981. De 1977 à 1980, il avait été membre de la délégation mexicaine aux réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Les nouveaux clochards américains

De notre correspondant

New-York. - Ils sont là depuis dix ou six mois : trois clochards noirs qui « habitent » la 1^{re} Avenue, à l'angle de la 38^e Rue. Une sorte de petite esplanade carrée de blanc qui borde le vaste bâtiment de Continental Edison la compagnie d'électricité de New-York. Au fil des semaines, ils y ont transporté leurs matelas, soigneusement recouverts de plastique dans la journée, une ou deux vieilles valises, des journaux et des morceaux de carton pour se tenir chaud la nuit. L'un d'eux, qui paraît très jeune sous le crasse de ses haillons, passe ses journées à lire les journaux qu'il a ramassés dans les corbeilles à papiers du quartier, et à les annoter. Les deux autres, relativement propres, sont plus âgés et arborent un grand air de dignité. A la cession d'essence d'été, on raconte que ce sont d'anciens combattants du Vietnam qui ont perdu leurs emplois. Personne n'a vraiment l'air de se soucier de ce qu'ils vont devenir quand le froid hiver new-yorkais va commencer.

Il y aurait trente-six mille clochards à New-York, dont six mille femmes appelées « shopping bag ladies » parce qu'elles transportent leurs pauvres hardes dans ces sacs de plastique généralement distribués aux clientes des grands magasins.

Les vagabonds impitoyables et les chômeurs professionnels d'antan ont été rejoints par l'armée des nouveaux pauvres de la récession : jeunes sans emplois, ex-pulés, victimes de la fièvre de spéculation immobilière qui s'est abattue sur certains vieux quartiers, des milliers d'handicapés mentaux et de drogués rejetés par

campement appelé « Tramp City » (la ville des clochards) : une centaine de familles arrivées du Nord qui vivent sous des tentes, font leur cuisine en plein air et ramassent les vieilles boîtes de conserve pour les revendre. Abilene (105 000 habitants), au Texas, s'est agrandie d'une cité de tentes de 5 000 personnes. Fiers de leur fidélité à l'esprit de la frontière, les Texans éprouvent un profond mépris pour ces « paumés ».

« On ne va pas recommencer à jouer les Rats de la colline », disent avec humeur les résidents, par allusion aux héros de Steinbeck qui quittaient leurs fermes désolées de l'Oklahoma pour chercher fortune en Californie. Mais, contrairement aux « Okies » des années 30, les « paumés » de la récession de 1982 ne sont plus de pauvres paysans. Ce sont, pour la plupart, des « cols bleus » du Nord industriel, voire des « cols blancs », parfois titulaires de diplômes d'études supérieures, qui ont épuisé leurs vingt-cinq semaines d'allocation de chômage, ont perdu leur couverture sociale avec leur emploi, et ont cessé de payer les traites de leur maison.

« Le New Deal avait été lancé à un moment où le président Roosevelt avait découvert que le tiers des Américains étaient mal logés, mal vêtus et mal nourris, disait rétrospectivement le maire d'une grande ville, nous n'en sommes encore qu'au cinquième, mais il serait peut-être temps d'y penser. » L'administration Reagan fait la sourde oreille.

NICOLE BERNHEIM.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE DÉCEMBRE

LE SEUIL CRITIQUE EN U.R.S.S.
Adaptation économique aux besoins de la société (Jean-Marie Chevrier). - La logique de M. Andropov (Marc Ferro).

ESQUISSES IDÉOLOGIQUES POUR TEMPS DE CRISE
Moussolée pour deux absents (C. J.). - Le discours sur les inégalités (Christian de Brie).

PROCÈS EN ITALIE
La justice politique, un poison pour la démocratie (Gérard Soulier).

QUELLE STRATÉGIE SOCIALISTE POUR L'ESPAGNE ?
(Jean Rony).

L'IRLANDE ÉTERNELLE DANS SA GUERRE SANS FIN
La maturation politique et la lutte pour la liberté (Dora C. Valey). - Dix ans de plans britanniques (R. F.). - Du Nord au Sud, le trait d'union de la pauvreté (Roger Falgout). - La résistance dans les prisons (D.C.V.).

Dossier : Classes ouvrières dans le tiers-monde
En Afrique noire, un monde instable (Jean Copens). - Les travailleurs non salariés en Afrique (Alain Morice). - Algérie : du privilège aux droits (Miskal). - Deux variantes de la mise au travail en Asie (Patrick Tissier). - Inde : disparités et combativité (Vijay Singh). - Brésil : émergence d'un nouveau prolétariat (Giberto Mathias et Michael Lowy). Égypte : une autre « révolution rectificative » ? (Mohamed Sid-Ahmed). - A la recherche d'une cohérence idéologique (Marie-Christine Aulas). Caméras politiques : « Ombres électriques » en Chine (Ignacio Ramonet, Brigitte de Beer-Luong, Christian Zimmer et Régis Bergeron). La République de Corée (Supplément).

Reportage : LE MEXIQUE SOUS LE CHOC
Par Ignacio Ramonet

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle de « Monde ». En vente partout
Le numéro : 10 F

Francis Pisanl

Pérou

• **MANDAT D'ARRÊT CONTRE KLAUS BARBIE**
Un tribunal de Lima a lancé un mandat d'arrêt international contre le criminel de guerre nazi Klaus Barbie qui réside en Bolivie, pays dont il a acquis la citoyenneté. Il est accusé d'avoir introduit en fraude au Pérou un lot de stylos à bille évalué à 33 000 dollars, a-t-on appris vendredi 26 novembre. La justice péruvienne reproche à l'ancien chef de la Gestapo de Lyon de s'être payé les droits de douane sur les stylos à bille qu'il avait vendus à deux hommes d'affaires péruviens en 1970. (A.F.P.)

كتاب الاموال

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : LA SUITE DU DÉBAT SUR LE TRANSFERT DES COMPÉTENCES

Les communes seront fortement incitées à se doter d'un plan d'occupation des sols

Mardi 30 novembre, l'Assemblée nationale a commencé la discussion des articles du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales.

L'article premier, qui définit les compétences des communes, des départements et des régions, précise notamment que les collectivités doivent favoriser la participation des citoyens à la vie locale et garantir l'expression de sa diversité. L'article 2 prévoit l'interdiction de toute tutelle d'une collectivité locale sur une autre. A l'initiative de la commission des lois, l'Assemblée a supprimé l'article 2 bis, introduit par le Sénat, qui avait essentiellement pour objet de préciser que les transferts de compétences doivent s'effectuer par « blocs homogènes » pour chaque type de collectivité locale. M. Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, explique qu'il est favorable à ce principe, mais que l'imbrication entre les interventions de l'Etat et celles des collectivités locales est inévitable.

Le calendrier des transferts

Les députés adoptent un amendement de la commission des lois, modifiant par le gouvernement, que fixe le calendrier des transferts de compétences. Les dispositions propres à chaque domaine de compétences faisant l'objet d'un transfert prendront effet à une date qui sera fixée par décret, au plus tard un an après la date de publication de la loi. Les transferts dans le domaine de l'action sociale, de la santé, des transports et de la justice, qui seront déterminés par la loi ultérieure, devront être achevés au plus tard deux ans après la date de publication de la loi ; les transferts dans le domaine de l'éducation et de la culture devront être achevés au plus tard trois ans après cette date de publication. (Le Sénat avait introduit des dispositions restrictives interdisant tout transfert avant le 31 mars 1983. En revanche, contrairement à la volonté du Sénat, les transferts en matière de police et de justice seront réglés par une loi ultérieure.)

Après avoir modifié la rédaction de l'article 3, qui institue le principe de la compensation des transferts de compétences par des transferts de ressources équivalentes, l'Assemblée examine l'article 3 bis, introduit par le Sénat, qui prévoit d'interdire tout transfert de compétences qui ne soit assorti d'une détermination préalable des ressources correspondantes. MM. Defferre et Worms (P.S., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, défendent un point de vue semblable. En substance : l'article 114 du projet prévoit déjà un transfert simultané et équilibré des compétences et des ressources. D'autre part, un tel mécanisme ne pourrait que retarder l'entrée en vigueur des transferts de compétences. Dans certains cas, il pourrait empêcher ce transfert, car souvent celui-ci ne peut être sérieusement calculé qu'a posteriori. M. Worms met également en cause une volonté qu'il croit discutable, dans cet article, de retarder l'application de la décentralisation. L'opposition défend le point de vue du Sénat. Par 328 voix contre 158, l'Assemblée adopte deux amendements identiques de la commission et du groupe socialiste supprimant cet article.

L'article 5 définit les modalités du transfert des compétences aux groupements de collectivités locales. L'Assemblée adopte un amendement de la commission supprimant une précision introduite par le Sénat et qui tendait à subordonner le transfert à l'accord des collectivités

membres du groupement. M. Defferre était favorable au maintien de cette disposition.

Services de l'Etat

L'article 6 traite du transfert des services de l'Etat. Le Sénat avait prévu que tout transfert de compétences de l'Etat devrait s'accompagner du transfert des services correspondants, mais ceci uniquement pour les départements et les régions. L'Assemblée conserve le principe introduit par le Sénat, mais ajoute que les transferts aux communes ou à leurs groupements « peuvent s'accompagner du transfert des services correspondants », dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Après l'article 6, la commission propose un amendement tendant à transférer aux collectivités locales les services extérieurs de l'Etat, ou partie de ceux-ci, mais le ministre et le rapporteur ne parvenant pas à se mettre d'accord sur les délais, cet amendement est réservé. A la reprise des travaux, dans l'après-midi, l'Assemblée décide, avec l'accord du gouvernement, que tous les services extérieurs de l'Etat « seront réorganisés dans un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, pour permettre leur transfert à l'autorité locale concernée ». Dans chaque département, dans chaque région et dans chaque service, une convention passée entre le représentant de l'Etat et l'exécutif régional déterminera les conditions d'application de cette disposition.

L'article 7 prévoit que les conventions signées entre l'Etat et les présidents des conseils généraux et régionaux, et prévues par la loi de décentralisation, seront prorogées jusqu'à la fin de la mise en place du transfert des compétences. L'Assemblée décide que les services de l'Etat pourront être mis à la disposition des régions et des départements, mais, comme le souhaite le gouvernement, il n'est pas précisé — contrairement à ce qu'avait prévu le Sénat — qu'ils soient placés « sous l'autorité et le contrôle directs » de l'exécutif local.

Le Sénat avait souhaité que la responsabilité des élus locaux, et particulièrement des maires, ne puisse être engagée en cas d'incidents (par exemple dans le cas d'une manifestation ayant entraîné des blessés ou des dégâts) si — volontairement ou non — ils ne déterminent plus l'autorité sur les services responsables du maintien de l'ordre. Il s'agissait, en fait, de mettre fin à la responsabilité pénale des communes. Par 325 voix contre 148, l'Assemblée limite cette atténuation des responsabilités au cas où « une autorité relevant de l'Etat s'est substituée en droit ou en fait sans motif valable au maire ou au président du conseil général, pour mettre en œuvre des mesures de police » (il s'agit de prévoir le cas où la police intervient sans en demander l'autorisation au maire et à tort).

L'Assemblée décide ensuite de créer des « conférences d'harmonisation des investissements ». Ces réunions devraient permettre, dans les départements et les régions, aux représentants de l'Etat et aux exécutifs locaux de coordonner leurs politiques d'investissement.

Les articles 9, 10, 11 et 12 régissent le transfert des compétences et immenses (bâtiments, C.E.S., palais de justice, etc.) nécessaires au fonctionnement des services transférés. La règle générale sera la « mise à disposition » et non pas un transfert de propriété. La collectivité propriétaire ne sera pas tenue de les remettre en état avant de les confier à une autre.

L'Assemblée commence ensuite

l'examen du titre II du projet qui énumère les compétences transférées aux collectivités locales. Les députés confient à la région la responsabilité de la planification du développement économique et de l'aménagement du territoire. Sur proposition du gouvernement, ils décident notamment que les régions et les départements doivent être associés à l'Etat pour l'animation des sociétés d'aménagement rural (organismes de droit privé). La région et le département pourront d'ailleurs confier à ces sociétés des missions.

L'Assemblée adopte un amendement prévoyant que les missions interministérielles d'aménagement touristique pourront être transférées aux régions ou à un groupement de celles-ci avec les collectivités intéressées.

Tout au long de la soirée, l'Assemblée débat du transfert des compétences en matière d'urbanisme et de sauvegarde du patrimoine et des sites. Le gouvernement pourra continuer à édicter des « prescriptions » nationales ou particulières à certaines parties du territoire mais les régions seront consultées lors de l'élaboration de celles-ci. Il est aussi institué, dans chaque département, une commission de conciliation qui interviendra lorsque les personnes publiques concernées n'ont pu se mettre d'accord au moment de l'élaboration des divers documents d'urbanisme (schéma directeur, POS (plan d'occupation des sols), etc.).

L'article 16 a pour objet d'inciter les communes à se doter d'un POS et d'éviter, en l'absence de plan, de laisser se développer un urbanisme désordonné. Il limite en effet le droit de construire en dehors des zones actuellement urbanisées des agglomérations existantes lorsque les communes ne sont pas dotées d'un POS. Des dérogations sont néanmoins prévues (voir le Monde du 1^{er} décembre). L'article 31 du projet de loi transfère du représentant de l'Etat au maire le pouvoir de délivrer les permis de construire. Le Sénat a jugé que cet article portait atteinte au droit de propriété et violait le principe d'égalité. Adoptant une motion d'irrecevabilité, il a supprimé cet article.

Le gouvernement présente un amendement prévoyant trois cas de figure :

1) Dans les communes où un POS a été rendu public ou approuvé, la loi sur les compétences s'appliquera sans restriction ;

2) Dans les communes qui n'ont pas prescrit « l'établissement d'un POS », il est fait application des dispositions suivantes (article L. 111-1-2 nouveau du code de l'urbanisme) : en l'absence de POS opposable aux tiers ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, « seules sont autorisées, en dehors des parties actuellement urbanisées des agglomérations existantes, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole, à la mise en valeur des ressources naturelles, à la réalisation d'opérations d'intérêt national, ainsi que les constructions ou installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions ou installations existantes ». Une construction ou une installation autre que celles mentionnées ci-dessus peut, à titre exceptionnel, être autorisée, sur demande motivée du conseil municipal et lorsque le représentant de l'Etat dans le département donne son accord au regard, notamment, des impératifs de l'aménagement du territoire ;

3) — Dans les communes qui ont prescrit l'élaboration d'un POS, les dispositions de l'article L. 111-1-2 ne sont pas applicables pour une durée de trois ans dans les communes qui, dans un délai d'un an, ont arrêté un projet de POS (ces deux délais, trois ans et un an, partent de l'entrée en vigueur du présent projet de loi). Toutefois, dans ces mêmes communes ayant prescrit l'élaboration d'un POS, des constructions peuvent être implantées, en dehors des parties agglomérées des villes existantes, si le conseil municipal a accepté les modalités d'application du règlement national d'urbanisme (R.N.U.) sur le territoire de la commune, élaborées conjointement avec l'Etat. Ainsi est reconnue la valeur pédagogique mais non juridique des « cartes communales » actuelles qui peuvent permettre « l'application du règlement national d'urbanisme ». Ces dispositions ne sont applicables qu'une seule fois et pendant une durée limitée à deux ans.

Un large débat s'engage sur cet amendement : l'intervention de M. Galley (R.P.R., Aube) résume bien le point de vue de l'opposition : « Interdire de construire aux habitants des communes dépourvues de POS, est-ce bien d'abord conforme à la Constitution ? C'est en tout cas pratiquer une espèce de chantage odieux, qui ne convient pas au principe même de la décentralisation. »

Réponse de M. Defferre : « Ceux qui ont manifesté une sainte indignation, ou bien n'ont pas lu notre texte, ou bien veulent l'anarchie de la construction ! » M. Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du logement, ajoute : « Nous voulons inciter les communes à organiser la gestion de leur sol ; celles qui refuseront cette responsabilité ne peuvent prétendre à la même liberté que les autres. »

L'amendement du gouvernement est ensuite adopté par 326 voix contre 153.

Schémas directeurs

L'Assemblée précise que les schémas directeurs qui remplaceront les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme « fixent les orientations fondamentales de l'aménagement des territoires intéressés ». Ils doivent prendre en compte les programmes de l'Etat et des collectivités locales et déterminer la « destination générale des sols » ; ils peuvent être complétés par des schémas de secteur. L'Assemblée décide ensuite que ce sont les communes qui ont l'initiative de l'élaboration ou de la révision du schéma directeur ; en revanche, c'est le représentant de l'Etat qui en arrête le périmètre. L'élaboration ou la révision du schéma peuvent être confiées soit à un établissement public, soit à un syndicat intercommunal créé à cet effet, qui a un délai de trois ans pour mener à bien sa tâche. L'Etat y est associé ainsi que, éventuellement, la région, le département, les associations etc. L'Assemblée adopte ensuite les articles 21 (modalités d'adoption du projet de schéma directeur), 22 (approbation du schéma directeur) et 23 (élaboration ou modification de ce schéma à la demande du représentant de l'Etat).

Rôle des POS

Pour que la lourdeur actuelle de la mise en place des POS ne décourage pas les élus communaux, la commission des lois avait adopté un dispositif de plan d'occupation des sols distinguant un contenu obligatoire très allégé, et un contenu facultatif pour ceux qui souhaitent disposer d'un document plus précis. Ainsi les POS devront simplement « délimiter des zones d'urbanisation (...), déterminer des zones d'investigation des sols (...), définir, en fonction des situations locales, les règles concernant le droit d'implanter des constructions, leur destination, leur nature, leur aspect extérieur, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords ».

Ces plans devront être compatibles avec les schémas directeurs, s'il en existe, et « respecter les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, ainsi que les dispositions nécessaires à la mise en œuvre des projets d'intérêt général relevant de l'Etat ».

L'Assemblée, contrairement au Sénat, refuse aux communes ayant élaboré un POS la possibilité de renoncer au droit de délivrer elles-mêmes les permis de construire. Elle décide que ces POS seront élaborés « à l'initiative et sous la responsabilité de la commune », mais celle-ci pourra confier cette élaboration à un établissement public de coopération intercommunale. L'Etat sera associé à son travail ainsi que, notamment, la région et le département, qui le souhaitent. Le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public approuvera le projet, mais le représentant de l'Etat pourra demander des modifications si la commune n'est pas couverte par un schéma directeur approuvé.

L. Z. et Th. B.

AU SÉNAT

Le « BAPSA » et les crédits du ministère de l'agriculture sont repoussés à leur tour

Après avoir repoussé, mardi 30 novembre, par 183 voix contre 105 (P.C., P.S., M.R.G.), le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), l'un des budgets civils les plus importants (57 milliards 256 millions), le Sénat a débattu tout l'après-midi et une partie de la nuit (jusqu'à 2 h 30 mercredi 1^{er} décembre) du budget du ministère de l'agriculture. Il en a finalement repoussé les crédits par une série de quatre scrutins : 185 voix, 183, 183 et 184 voix contre (centristes, R.P.R. et R.I.), 105 et trois fois 104 voix pour (P.C., P.S., M.R.G.).

M^{me} Edith Cresson a fait observer au sujet du BAPSA que la contribution de l'Etat est bien supérieure au produit des cotisations, ce qui a permis à l'ensemble des agriculteurs de bénéficier de prestations en hausse de plus de 24 %. Mais l'avalanche des critiques visant notamment l'insuffisante action sanitaire et sociale (M. Robert, Gauche dém., Cantal), le démantèlement du ministère de l'agriculture (M. Du Lart, R.I., Sarthe), le désengagement financier de l'Etat (les rapporteurs : MM. Torre, R. Ardèche, et Cavaud, union centr., Vendée), n'ont pas permis au ministre de remonter le courant.

Au rapporteur, qui estimait que les retraites des exploitants agricoles sont inférieures à celles des salariés, M^{me} Cresson souligne que le rapport prestations-cotisations est favorable aux agriculteurs qui exploitent moins de 300 hectares. « En réalité, conclut-elle, provoquant des protestations à droite, le revenu agricole est en hausse cette année, mais nous n'avons pas encore pu compenser la baisse des huit années précédentes. Cette baisse vous paraissait alors supportable, aujourd'hui, la hausse vous semble insuffisante. »

L'année 1982, répètera-t-elle en ouvrant le débat sur les crédits de son ministère, restera dans la mémoire collective du monde agricole comme celle du retour à une évolution nettement positive de son revenu. »

La commission des comptes de l'agriculture vient, en effet, de signaler une augmentation moyenne de 2,9 % du revenu brut agricole. Le ministre reconnaît que ces résultats globaux recouvrent de grandes disparités, mais la loi sur les offices agricoles favorisera une meilleure organisation des marchés, et le groupe de travail sur le financement de l'agriculture proposera bientôt

des conclusions sur les différents modes d'aide.

Quant aux disparités, s'il faut les corriger, M^{me} Cresson n'entend pas le faire en tendant à l'uniformité. « Nous tenons au contraire, dit-elle, à maintenir la diversité de notre agriculture qui est une de ses richesses. » Elle souligne enfin les priorités de son budget : l'enseignement et la formation, l'installation des jeunes, la couverture sociale, l'organisation des marchés et le développement des industries agro-alimentaires.

Le rapporteur, M. Torre, s'élève vivement, comme le feront après lui plusieurs orateurs de la majorité sénatoriale, contre l'insuffisance des crédits destinés à l'enseignement privé agricole. Il appelle le Sénat à opposer « un non franc et massif » au budget « fataliste » qui lui est proposé.

M. Tinant (un. centr., Ardennes) estime, lui aussi, au nom de la commission des affaires culturelles, que les besoins de l'école privée, qui accueille plus de 60 % des élèves, sont négligés. La « loi Guéhenno », notamment, n'est plus appliquée. Il demande, en conséquence, le rejet des crédits. M. Sordel (R.I., Côte-d'Or), pour les affaires économiques, dénonce l'envahissement d'engrais azotés hollandais et MM. Roujon (R.I., Lozère) et Jeambrun (Gauche dém., Jura), rapporteurs de la même commission, critiquent, mais avec plus de modération, les transferts de charges au détriment des collectivités locales et le blocage de certains prix, néfaste aux industries agro-alimentaires que le gouvernement veut, avec raison, développer.

Trente-huit orateurs se succèdent ensuite, auxquels, vers 2 heures du matin, M^{me} Cresson répond avec une patience d'autant plus louable qu'elle sait que ses explications ne convaincront pas le Sénat. — A. G.

LE R.P.R. S'APPÊTE À CÉLÉBRER LE SIXIÈME ANNIVERSAIRE DE SA CRÉATION

Le sixième anniversaire de la création du R.P.R., le 5 décembre 1976, par M. Jacques Chirac, qui, depuis de jour-là, en est le président, sera célébré dimanche 5 décembre.

Une « fête de Paris » se déroulera à l'initiative de la fédération R.P.R. de la capitale, au parc floral du bois de Vincennes, à partir de 10 heures. Une animation artistique, avec notamment le chanteur Serge Lama, et des spectacles divers sont prévus.

Des forums politiques sont organisés où seront débattus les thèmes concernant « la sécurité des Parisiens, les syndicats depuis le 10 mai, le R.P.R., mouvement populaire, et l'austérité socialiste ». M. Jacques Chirac prononcera un discours vers 17 heures. Selon M. Jacques Toubon, député de Paris et secrétaire départemental, cette « fête », doit être l'occasion « pour tous ceux qui sont attachés à la démocratie, à l'unité de la capitale et à la liberté d'apporter leur soutien à Jacques Chirac, aux élus et aux militants du R.P.R. et de l'opposition nationale ».

MORT DE MARTHA DESRUMAUX ANCIEN DÉPUTÉ COMMUNISTE

Nous apprenons le décès de M^{me} Martha Desrumaux, ancien député communiste, survenu mardi 30 novembre et de son mari, M. Louis Manguine, survenu lundi 29 novembre.

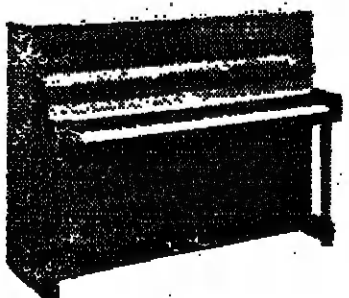
[Née le 18 octobre 1897 à Comines (Nord), entrée à dix ans dans une entreprise textile, réfugiée à Lyon pendant la première guerre mondiale, Martha Desrumaux était revenue dans le Nord après la fin des hostilités. Après avoir milité dans les rangs socialistes, elle avait rallié, en 1921, le parti communiste dont elle fut, en 1927, la première femme élue au comité central. En 1935, elle avait représenté la C.G.T.U. au comité de fusion avec la C.G.T. Un an plus tard, elle était la seule femme membre de la délégation ouvrière chargée de négocier les « accords de Matignon ». Arrêtée en 1939, évadée, elle avait assuré la liaison entre la direction du Komintern et le parti communiste clandestin du Nord. Elle avait pris part à l'organisation de la grève des mineurs de 1941.

Arrêtée par la gestapo le 27 août de la même année, Martha Desrumaux avait été déportée au camp de Ravensbrück. Rapatriée par la Croix-Rouge en avril 1945, celle qui était surnommée « la patronne du Nord » avait repris ses responsabilités à l'Union des syndicats C.G.T. du département. Déléguée à l'Assemblée consultative en 1945, elle n'avait pu y siéger, étant atteinte par le typhus. En 1950, elle avait été contrainte de se démettre de ses fonctions à l'Union départementale des syndicats C.G.T.]

[Agée de soixante-dix-sept ans, Louis Manguine, ancien dessinateur dans une entreprise métallurgique de Douai, avait été responsable des « métaux » du Nord en 1936. Prisonnier, il avait repris ses fonctions en 1946. Conseiller municipal communiste de Lille de 1947 à 1959, Louis Manguine avait occupé les fonctions de secrétaire général de l'Union départementale des syndicats C.G.T., de 1950 (au moment même où sa femme, Martha Desrumaux avait dû abandonner ses responsabilités dans cette organisation) à 1965.]

Chez Piano Center

GEYER "FORTISSIMO" (Nouveau modèle)



12.000 F

au lieu de

14.190 F

Sans apport personnel :

60 mensualités de 335 F.

Valeur résiduelle 252 F.

soit au total 20.352 F.

Par Piano Bail.

Garantie 5 ans.

ET TOUJOURS : ZIMMERMANN, RAMEAU, SAUTER, HERRMANN, BECHSTEIN, TOYO, KAWAI, BLUTHNER.

Piano Center

71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne-Colombes (La Défense) 782.75.67

122-124, rue de Paris 93100 Montreuil (M. Robespierre) 857.63.38

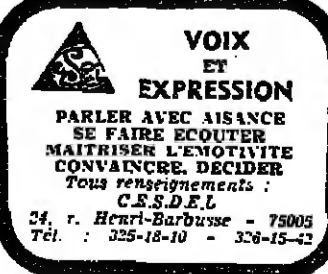
21, rue Hélène-Boucher 78530 Buc (Versailles) Tél. 956.06.22

PLUS QUE QUELQUES JOURS POUR VOTRE AGENDA DE L'EXPANSION 1983.

Vite, c'est maintenant qu'il faut commander votre prestigieux Agenda de l'Expansion, avec son guide pratique de l'homme d'affaires, et son guide des restaurants en France et dans le Monde.

Si vous voulez le recevoir pour le 20 décembre, et si vous souhaitez que vos initiales soient gravées à l'encre finement gravée, appelez dès aujourd'hui, à nos frais et à toute heure, le 16.05.05.25.11.

L'AGENDA DE L'EXPANSION.



PARLER AVEC AISANCE SE FAIRE ECOUTER MAÎTRISER L'ÉMOTIVITÉ CONVAINCRE DÉCIDER

Tous renseignements :

C.S.D.F.L.

24, r. Henri-Barbusse - 75003

Tél. : 325-18-10 - 324-15-42

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES SCRUTINS DE MARS

LE MARKETING POLITIQUE ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

II. — Paris, je t'aime !

par LAURENT GREILSAMER

La préparation des élections municipales de mars 1983 confirme déjà l'importance déterminante des « conseils en communication » auprès des candidats. Rares sont les hommes politiques qui se passent désormais de l'appui de publicitaires et de spécialistes des sondages. La campagne présidentielle de 1981 et le succès du slogan de la force tranquille aura été déterminante dans ce processus (le Monde du 1^{er} décembre).

Nous exposons ci-dessous quelques-unes des grandes lignes de la campagne à Paris.

Ils se croisent. Ils ne se rencontrent pas encore. Dans les tribunes du Parc des Princes, ils applaudissent les mêmes actions, les mêmes buts, les mêmes footballeurs. Ceux du Club Paris Saint-Germain. Devant le lycée Carnot, alors qu'une bombe vient d'exploser le 18 septembre, ils sont là, quelques minutes après le drame. Ils ne se voient pas. Pourtant, ils ont des visages de frères. Le masque grave, l'œil aigu, le sang-froid bien perceptible. Ils sont venus pour être là. Parce que cela se fait, parce que c'est la moindre des choses, parce que eux savent que la campagne pour les municipales est déjà ouverte. Le premier est maire de Paris, on ne présente plus M. Jacques Chirac... le deuxième est député du 13^e arrondissement, prétendant à la mairie, numéro 3 du P.S. Les titres et les ambitions sont ce qu'ils sont : ils ne font pas une cote de popularité. M. Paul Quilès, connu d'un cercle grandissant, n'est pas encore populaire.

En somme, le problème de M. Paul Quilès est simple. Il a trois bons mois pour se faire connaître et convaincre. Trois mois (seulement)

pour imposer un « portrait » sur mesure. Son camp ne manifeste pas trop d'inquiétude. Dans trois mois — et même bien avant — les Parisiens sauront de M. Quilès (quarante ans, fils d'officier), qu'il est polytechnicien et fut ingénieur dans une multinationale (Shell). Ils sauront qu'il est entré au P.S. en 1972, fut élu député en 1978, dirigea la campagne présidentielle de M. Mitterrand. Ils sauront encore que M. Quilès est marié, père de famille, chrétien, pianiste à ses heures.

Ils sauront tout cela et même un peu plus, car ses adversaires se chargeront de rappeler qu'il « régla » le problème Michel Rocard, en 1980, et qu'il demanda des « idées » lors du congrès de Valence, en 1981, ce qui est une manière de présenter les choses (1). Ses ennemis le présenteront comme un sectaire, un apparatchik, un Robespierre. A contrario, ses amis feront valoir sa rigueur politique, intellectuelle et morale, son côté « nouvelle gauche », son ascension fulgurante au sein du P.S., sa « proximité » avec M. Mitterrand. Ce portrait, il faut bien évidemment le lire, aussi, entre les lignes. M. Quilès est ingénieur, jeune. Manière de dire : M. Chirac, énarque, technocrate, n'a pas le monopole du dynamisme.

La campagne publicitaire de M. Quilès sera offensive. Elle commencera en décembre. Elle devra, en deux temps trois mouvements, construire une « notoriété ». Pas facile ! Les Parisiens ne devront plus se demander qui est M. Quilès mais avoir l'impression de le connaître depuis longtemps. Ses affiches seront donc « personnalisées », centrées sur sa personne, son physique. Son slogan, réduit à quelques mots, devra marquer sa « différence ».

gan, réduit à quelques mots, devra marquer sa « différence ».

M. Quilès, à coup sûr, aurait préféré une campagne longue et en profondeur. Il l'avait fait savoir il y a près d'un an. Car il n'y a rien de plus difficile que d'acquiescer une popularité, un bon profil. Selon l'un des meilleurs spécialistes, la notoriété politique s'acquiert lentement, patiemment. Surtout en France. Pour sa chance, M. Quilès se présente à Paris, où la « circulation des idées » est plus rapide, la « fréquentation des médias » plus intense, la population plus politisée. Et puis, le président de M. Jean Lecanuet, qui se fit connaître de la France, en 1965, en un mois et demi, est là pour rassurer les tenants de la gauche, la télévision peut faire beaucoup, directement, ou indirectement.

Créer le débat

A défaut d'avoir pu faire campagne depuis un an, M. Quilès n'a cessé de « cibler » M. Chirac depuis des mois. Autant de « petites phrases », autant de flèches appuyées. M. Quilès n'arrête pas d'épingler M. Chirac, « ses ouï-traites », « ses agitations superficielles ». A ce jeu, M. Quilès se montre particulièrement offensif. Voir agressif. Il devra ne pas oublier que les électeurs français désapprouvent de plus en plus les phrases à l'emporte-pièce.

Il s'agira là de la deuxième grosse difficulté de sa campagne : s'imposer sans trop agresser. Or, M. Quilès, après une première étape où il se sera fait connaître, devra bien attaquer. Pour « créer le débat dans Paris », il lui faudra s'en prendre à la gestion de M. Chirac, assez peu contestée par les Parisiens. M. Quilès s'efforcera donc d'annuler le bilan de la mairie de Paris avec un ton responsable. Il parle de « campagne de démythification » et comme Paris, c'est aussi un peu la France, M. Quilès s'attaquera également à M. Chirac, président du R.P.R., cherchant à l'affaiblir au maximum, en le présentant comme le chef d'une droite dure, revancharde, démagogique.

Chacun son rôle. M. Quilès s'efforcera de provoquer M. Chirac. M. Chirac va ignorer M. Quilès. M. Quilès cherchera un « duel » avec M. Chirac, lequel se soucie fort peu de lui faire cette publicité.

Où, chacun son rôle. Pour M. Quilès : se faire connaître, attaquer. Pour M. Chirac, informer. Car la campagne du maire sortant sera « informative » avant tout. Bilan par-ci, bilan par-là : les Parisiens auront droit au bilan de leur maire à haute dose.

Le vrai bilan, exhaustif — montage de paperasses, monument-référence — ne sera pas publié. Mais à la mi-décembre, les élus et les journalistes intéressés en recevront un résumé de deux cents pages. Un livre blanc qui sera clair et bien présenté, assure-t-on. Les Parisiens, eux, recevront un dépliant du genre « voilà ce qui a été fait, voilà ce qu'on fera ». Car M. Chirac attend aussi proposer et diffuser un programme. La revue mensuelle *Ville de Paris* présentera, elle, un numéro spécial bilan, poursuivant à sa manière un travail d'information municipale. Viendra ensuite — nous serons en février — la publication de mini-bilans par arrondissement s'attachant par exemple aux travaux de voiries, aux écoles, etc.

Telle sera la base de la campagne de M. Chirac : rendre compte de son mandat et proposer : s'installer à fond dans son costume de maire et éviter de mélanger ce rôle et celui de président du R.P.R. Ses affiches seront ainsi inévitablement personnalisées, destinées à faire associer le nom de Chirac à celui de Paris. Selon des indiscrétions, l'un des slogans retenus pourrait être : « J'aime Paris, je vote Chirac ». Que ce thème soit finalement retenu ou non, la dimension affective devrait rester. Le slogan « I love New-York » — destiné à redorer le blason de cette ville — a connu un succès formidable.

Des moyens enveloppants

Paris courtisé. Indéniablement. Un Paris que l'on montrera sur affiches à travers sa diversité, selon les arrondissements et les quartiers, avec une constance : M. Chirac. Un Paris que le maire arpenté, sortant les mains, opinant de la tête. M. Chirac sera beaucoup sur le terrain. Un peu partout et pas à hasard tant les études et les sondages savent, aujourd'hui, indiquer à l'homme politique où il faut poser les pieds. En somme, M. Chirac s'efforcera d'être un candidat fort de sa « bonne gestion », sérieux, proche des gens, faisant assaut de démocracie, tentant d'échapper aux « attaques pénétrantes ».

te, tentant d'échapper aux « attaques pénétrantes ».

Son équipe ne veut pas déployer de moyens trop importants. Il suffira qu'ils soient enveloppants. Pour renforcer une tonalité, un « climat », la mairie de Paris pourrait utiliser — « sans faire de propagande » — les quelques neuf cents panneaux publicitaires Decaux... De même, un livre d'entretiens avec des maires R.P.R. — dont Jacques Chirac — sortira en librairie ce qui permettra de diffuser des publicités commerciales à la radio.

Vous comprenez, dit-on en substance à la mairie de Paris, les socialistes ne partent pas en situation de force mais ils sont au pouvoir en France, ils « ont » la télévision. L'exemple du reportage de TF 1, sur la maison de cure médicale de Clichy, montre assez ce qu'ils peuvent faire ! Le discours, pour n'être pas le même chez les socialistes, est similaire. Voyez, dit-on, ils ont le gouvernement de Paris, ils en usent et en abusent.

Ce climat n'est pas forcément le plus souhaitable : ni pour le maire ni pour son concurrent. Le mois de décembre sera pourtant paisible. Chacun commencera sa campagne — en douceur. On ferraillera un peu pour la forme. Janvier verra les premières campagnes d'affichage personnalisées importantes. Et ainsi de suite...

Difficile d'en dire beaucoup plus. La communication politique a pour but de promouvoir des hommes et des programmes. Pas de faire parler d'elle. « Comprenez », disent les hommes de l'art, nous entendons maîtriser notre communication et la communication sur notre communication ». Les tabous tombent cepen-

DEUX ÉQUIPES

L'équipe chargée de la « communication » de M. Chirac est principalement composée de MM. Élie Crespi et Denis Baudouin. M. Crespi, publicitaire, est conseiller à divers postes de M. Chirac depuis un an. Unaniment reconnu par ses pairs comme un grand professionnel, M. Crespi a été président de l'A.A.C.P. (Association des agences consultées en publicité) en 1977 et en 1978. Cette association avait alors fait de la publicité pour la publicité. M. Crespi est, d'autre part, F.D.G. de l'agence Synergie.

M. Baudouin, directeur général de l'information à la mairie de Paris, est, pour sa part, plus précisément chargé de l'information et de la communication politique. Ancien président de la Sofrad (société française de radio-diffusion), M. Baudouin fut chef du service de presse à l'Élysée sous Georges Pompidou.

M. Quilès, pour sa « communication », est principalement aidé par MM. Jean-François Fortin et Gérard Le Gall. M. Fortin est un publicitaire, gérant de l'agence DIRE. Il fera cette campagne à titre personnel, sans engager son entreprise. Fondée en 1976, DIRE est une filiale de l'agence Rome, Séguin, Cayzac et Goudard. M. Le Gall, pour sa part, est délégué général aux études politiques au sein du parti socialiste et conseiller officieux au ministère de l'Intérieur. Spécialiste des sondages et des lois électorales, il est chargé des relations avec la presse depuis M. Quilès.

dant les uns après les autres. Indigne il y a quinze ans, le marketing politique a finalement été adopté, discrètement, par la droite. La gauche, plus récemment, l'a bientôt rejointe. Les grands partis reconnaissent aujourd'hui recourir au marketing politique pour leur plus grand bien. C'est à présent une institution.

FIN

(1) Au congrès de Valence, M. Quilès avait déclaré : « La naïveté serait de laisser en place des gens qui sont déterminés à saboter la politique voulue par les Français (recteurs, préfets, dirigeants d'entreprise nationales, hauts fonctionnaires). Il ne faut pas non plus dire : « Des têtes vont tomber » comme Robespierre à la Convention, mais il faut dire lesquelles et le dire rapidement. C'est ce que nous attendons du gouvernement, car il en va de la réussite de notre politique ».

M. LABBÉ : Il n'y a pas conflit entre le R.P.R. et l'U.D.F. à Lyon

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, évoquant, mardi 30 novembre, le désaccord survenu à Lyon à propos de la constitution d'une liste unique de l'opposition, c'est efforcé de minimiser celui-ci. « Il ne s'agit pas, a-t-il dit, d'un conflit entre le R.P.R. et l'U.D.F., mais d'une analyse différente de la vie municipale à Lyon faite par deux hommes ». Cela relève un peu de la querelle des anciens et des modernes. En effet, pour M. Michel Noir, les affaires lyonnaises sont comme les affaires françaises, alors que M. Francisque Collomb estime qu'elles sont particulières à Lyon. M. Jacques Chirac et le R.P.R. ont tout fait pour arranger les choses. Le problème lyonnais ne doit pas peser sur le climat général des municipales.

M. Noir, qui a adressé mardi une lettre à M. Collomb contenant « un ultime appel en vue de constituer une liste d'union des le premier tour », estime que le maire de Lyon a été « manipulé au dernier moment par un quatuor d'opinionistes en préretraites qui refusent l'union (...) alors que M. Collomb n'avait pas du tout envie de cette rupture ».

M. Claude Labbé, évoquant les déclarations de M. Giscard d'Estaing devant le congrès U.D.F. de Pontoise, a fait remarquer qu'il n'adhère pas à tous les principes annoncés « et qu'il ne pense pas que la politique doit se faire au centre ». Toutefois, il a ajouté : « L'opposition est d'autant plus vivante qu'elle a des vues différentes. Au lendemain du 10 mai, nous avons tenu la main à l'U.D.F. et nous l'avons aidée dans son redressement parce que notre stratégie est unitaire ».

M^{me} Cresson candidate à Châtelleraut

De notre correspondant

Châtelleraut (Vienne). — M^{me} Edith Cresson (P.S.), ministre de l'Agriculture, a annoncé, le 26 novembre, son intention de conduire la liste de la majorité. En se portant candidate à Châtelleraut, M^{me} Edith Cresson renouvoie à Thure, commune de la banlieue de Châtelleraut dont elle est maire depuis 1977. M^{me} Cresson est conseiller général de Châtelleraut-Ouest depuis mars 1982 et a été élue députée de la deuxième circonscription aux dernières élections législatives ; c'est son suppléant, M. Marc Verdon (P.S.), qui siège à l'Assemblée nationale.

La liste de l'opposition sera conduite, selon toute vraisemblance, par M. Jean-Pierre Abelin (C.D.S.), ancien député de la deuxième circonscription, conseiller général R.P.R., conduira la liste de l'opposition. — B. H.

D'une ville à l'autre

ARDENNES

SEDAN. — M. Gilles Charpentier, député socialiste de la troisième circonscription et maire sortant, ne souhaitant pas solliciter le renouvellement de son mandat, c'est M. Claude Demoulin, P.S., actuel premier adjoint, qui conduira la liste d'union de la gauche. — (Corresp.)

AUDE

LIMOUX. — M. Robert Badoc, P.S., maire sortant, qui sollicite le renouvellement de son mandat, conduira la liste d'union de la gauche. — (Corresp.)

DOUBS

BESANCON. — M. Michel Bittard, U.D.F., élu conseiller général du canton de Besançon-Sud, en mars 1982, conduira une liste d'union de l'opposition.

DROME

MONTEILMAR. — M. Thierry Cornillet, U.D.F., conduira la liste de l'opposition. Il aura comme adversaire M. Maurice Pic, P.S., maire sortant, sénateur, président du conseil général de la Drôme.

ESSONNE

CROSNE. — Les militants socialistes de la ville ont désigné M. Michel Berson, député P.S. de la première circonscription et maire sortant, pour conduire la liste d'union de la majorité.

LOIR-ET-CHER

BLOIS. — Les membres de la section socialiste qui avaient élu en octobre dernier M. Marc Chesnot pour conduire la liste d'union de la gauche, contre M. Pierre Sudreau, ancien ministre, maire sortant (apparenté U.D.F.), devront revoter le 3 décembre. La candidature de

de M^{me} Geneviève Abelin qui succède à son mari à la tête de la municipalité de Châtelleraut et qui ne souhaite pas solliciter le renouvellement de son mandat.

M. Dominique Jamet, rédacteur en chef du *Quotidien de Paris*, a, lui aussi, fait acte de candidature, en précisant qu'il n'a recherché l'investiture d'aucune des formations de l'opposition.

A Poitiers, c'est M. Jacques Santrot, P.S., maire sortant et député de la première circonscription, qui conduira la liste de la majorité. On ignore, en revanche, qui de M. Jacques Grandon, C.D.S., conseiller général et tête de liste aux élections municipales de mars 1977, ou de M. Jean-Yves Chamard, conseiller général R.P.R., conduira la liste de l'opposition. — B. H.

M. Chesnot, qui est de tendance rocardienne, a en effet été repoussé par la fédération départementale du P.S. et par le comité directeur du parti. — (Corresp.)

LOIRE-ATLANTIQUE

SAINT-HERBLAIN. — L'opposition a désigné M. Paul Coquet, C.D.S., comme tête de liste. Conseiller municipal de la ville de 1965 à 1977, M. Coquet a affronté M. Jean-Marie Ayraud, P.S., maire sortant, qui conduira une liste d'union de la gauche.

MANCHE

CHERBOURG. — M. Jean-Pierre Godefroy, P.S., maire sortant, conduira la liste d'union de la gauche. M. Godefroy avait succédé à la mairie de Cherbourg à M. Louis Darinot, député de la cinquième circonscription, qui s'était démis de ses fonctions de maire en juillet 1980. Le candidat socialiste aura comme adversaire M. Jean Vaur, P.R., entré au conseil municipal le 14 septembre 1980 à la faveur d'une élection municipale partielle destinée à pourvoir au remplacement d'un conseiller M.R.G. démissionnaire.

HAUTES-PYRÉNÉES

TARBES. — Le R.P.R. et l'U.D.F. sont parvenus à un accord pour la constitution de listes communes dans plusieurs villes du département. A Tarbes, le R.P.R., qui avait pour candidat M. Jacques Longué, a accepté que M. Jean Journeé, U.D.F., soit tête de liste. L'U.D.F. conduira également les listes d'opposition à Lannemezan, avec M. Pierre Bieuler, maire sortant, et à Bagnères-de-Bigorre avec M. Roland Castet. Les candidats du R.P.R. seront têtes de liste à Lourdes avec M. José Marthe, à Séméac avec M. Jean-Pierre Delol et à Argelès avec M. Pierre Héche. — (Corresp.)

PYRÉNÉES-ORIENTALES

PERPIGNAN. — M^{me} Renée Soum, députée socialiste de la première circonscription, conduira une liste d'union de la gauche. Elle affrontera M. Paul Alduy, maire sortant, exclu du P.S. en 1978, qui conduira une liste soutenue par l'U.D.F.

VAUCLUSE

AVIGNON. — M. Jean-Pierre Roux, député U.D.R. de la première circonscription du Vaucluse de 1968 à 1973, qui conduira la liste de l'opposition, a reçu l'investiture du R.P.R. et l'U.D.F. M. Roux, qui est inscrit au R.P.R., comme candidat au poste de premier adjoint. Le maire sortant est M. Henri Duffaut, sénateur socialiste du Vaucluse et qui dirige la mairie d'Avignon depuis 1958.

Feu l'État-spectacle ?

L'État-spectacle n'existe plus ! Telle est l'affirmation de Sophie Hue, journaliste, et de Philippe Langeneux-Villard, conseiller en relations publiques, dans leur ouvrage la Communication politique. Ils veulent dire de cette façon, spectaculaire que les stars « à l'ancienne » ont été remplacées par des vedettes qui ressemblent à leur public. Les barrières qui séparaient les électeurs des élus sont tombées.

Les auteurs reconnaissent avec modestie et lucidité — que la communication politique n'est ni une science exacte ni une technique d'appoint et que son impact sur l'opinion restera toujours difficile à chiffrer. Et pourtant, en période électorale, elle est devenue une mode au succès croissant. Les techniques se sont développées — à partir du modèle américain — et les méthodes modernes de gestion, d'organisations, et de « marketing » ont trouvé là un nouveau terrain d'application. Qu'ils soient de gauche ou de droite, tous les partis, tous les candidats, ont maintenant recours,

totallement ou partiellement, à ces méthodes, considérées comme d'utiles adjouvants. Du simple conseil, de l'unique sondage à la campagne électorale livrée « clé en mains », la gamme des produits est variée.

L'ouvrage recense toutes les fournitures qui se trouvent au catalogue des conseillers en communication politique, des plus classiques jusqu'aux radios locales privées, aux clubs, aux lettres personnalisées. Il fourmille d'anecdotes et de recettes.

Devant une telle profusion, les moyens de la communication politique ne trouvent-ils pas en soi leur propre limite, et la concurrence n'aboutit-elle pas à la neutralisation ? Au contraire, ne peut-on pas espérer que, à défaut de pouvoir manipuler l'opinion, la communication politique fournisse l'esquisse d'une démultiplication de la démocratie ?

ANDRÉ PASSERON.

* La Communication politique, Presses universitaires de France, coll. « Politique d'aujourd'hui », 207 pages, 78 F.

Le P.C. fait des concessions au P.S.

(Suite de la première page.)

Les socialistes peuvent ainsi espérer qu'un accord global sera conclu avant le 15 décembre, date limite fixée par leur comité directeur.

Dans une lettre adressée à M. Josip et rendue publique mercredi 1^{er} décembre, le secrétaire général du P.C.F. écrit notamment : « Il faut maintenant hâter le pas vers la conclusion définitive de l'accord national. Seule la droite gagnerait à voir traîner les discussions ».

M. Marchais ajoute : « Nous voulons aboutir partout, dans toutes les communes sans exception, à des accords d'union dès le premier tour. Nous sommes persuadés que c'est la manière la plus efficace pour la gauche d'aborder cette bataille difficile. C'est d'ailleurs cette même volonté d'efficacité qui nous conduit à considérer que, pour aboutir, comme nous le souhaitons, ensemble, les municipalités de gauche sortantes à la victoire, suppose partout l'union autour des maires de gauche sortants. Naturellement — et c'est une attitude que nous avons pour toutes les listes d'union dans toutes les communes que nous les dirigeons ou non — la composition des listes doit être élaborée la aussi dans un souci d'efficacité maximum, c'est-à-dire en prenant en considération les évolutions électorales, en affirmant clairement la nature pluraliste de la gauche, en assurant une représentation équitable de chacune de ses composantes ».

Évoquant les « difficultés » qui se présentent pour constituer ces listes

d'union, M. Marchais observe que les socialistes envisagent « la possibilité d'exceptions à cette union ». Il écrit à ce propos : « Nous pensons vraiment que si (...) on met au-dessus de tout l'intérêt de la gauche et celui du pays de telles situations ne devraient pas se présenter tant l'union autour des maires sortants est partout le moyen le plus efficace pour gagner et serait ainsi appréciée par la population. C'est pourquoi, afin de surmonter le plus rapidement ces difficultés, je vous propose que le groupe de travail (...) se réunisse dans les délais les plus brefs et procède à un examen cas par cas ».

« Des villes de gauche de plus de trente mille habitants, dont le maire est communiste, et où vous lui contestez le droit de conduire la liste d'union ».

« Des villes de droite de plus de trente mille habitants, où la gauche peut l'emporter et où il y a litige entre nos deux partis ».

M. Marchais rappelle que, lors des élections municipales de 1977, il y avait eu « dix-sept communes où la gauche n'avait pu réaliser son union ». Il ajoute : « Personne ne pourrait comprendre aujourd'hui — alors que nous travaillons côte à côte au sein du gouvernement et de la majorité, alors que nous gérons ensemble de nombreuses collectivités locales — que le nombre de ces exceptions ne soit pas considérablement inférieur en 1983, étant entendu, je le répète, que, en ce qui nous concerne, nous considérons qu'il ne devrait y en avoir aucune ».

Nouveaux le "Pro" qui progno



No 1

de la

FOURRURE D'OCCASION

20% sur tous les visons

Du 4 au 18 Décembre

LES DEUX OURSONS

106 Bd de Grenelle

Paris 15^e M. La Motte Picquet

575.10.77

crédit gratuit 6 mois

هكذا من الاصل

Nouveau. Nikon FG: le "Programme" qui progresse avec vous.

P..., une petite lettre en majuscule sur le sélecteur de vitesse du nouveau Nikon FG.

P, comme Programme, une petite lettre importante qui fait du FG un Nikon un peu différent des autres.

P..., c'est la paix des photographes. C'est la possibilité de se libérer de la technique pour se concentrer sur les images.

Quand le FG est en position P, vous n'avez aucun réglage d'ouverture ou de vitesse à faire... Vous visez, vous mettez au point, vous déclenchez, c'est tout. Comme le ferait l'assistant d'un professionnel, le microprocesseur règle pour vous la combinaison ouverture-vitesse optimale pour une exposition parfaite. Il fait plus, il affiche la vitesse dans le viseur et peut même, en cas de nécessité, corriger le programme après fermeture du diaphragme.

Si vous êtes attiré par les performances des Reflex 24 x 36, mais retenu par leur complexité d'utilisation, la position Programme est une bénédiction pour vous. C'est une raison suffisante pour faire du Nikon FG votre appareil. Mais il y a bien d'autres.

Tout d'abord, le caractère évolutif du Nikon FG. La simplicité de l'automatisme programmé va vous faire progresser rapidement, développer votre sens de l'image. Et demain votre créativité, votre imagination vont réclamer des armes plus personnelles.

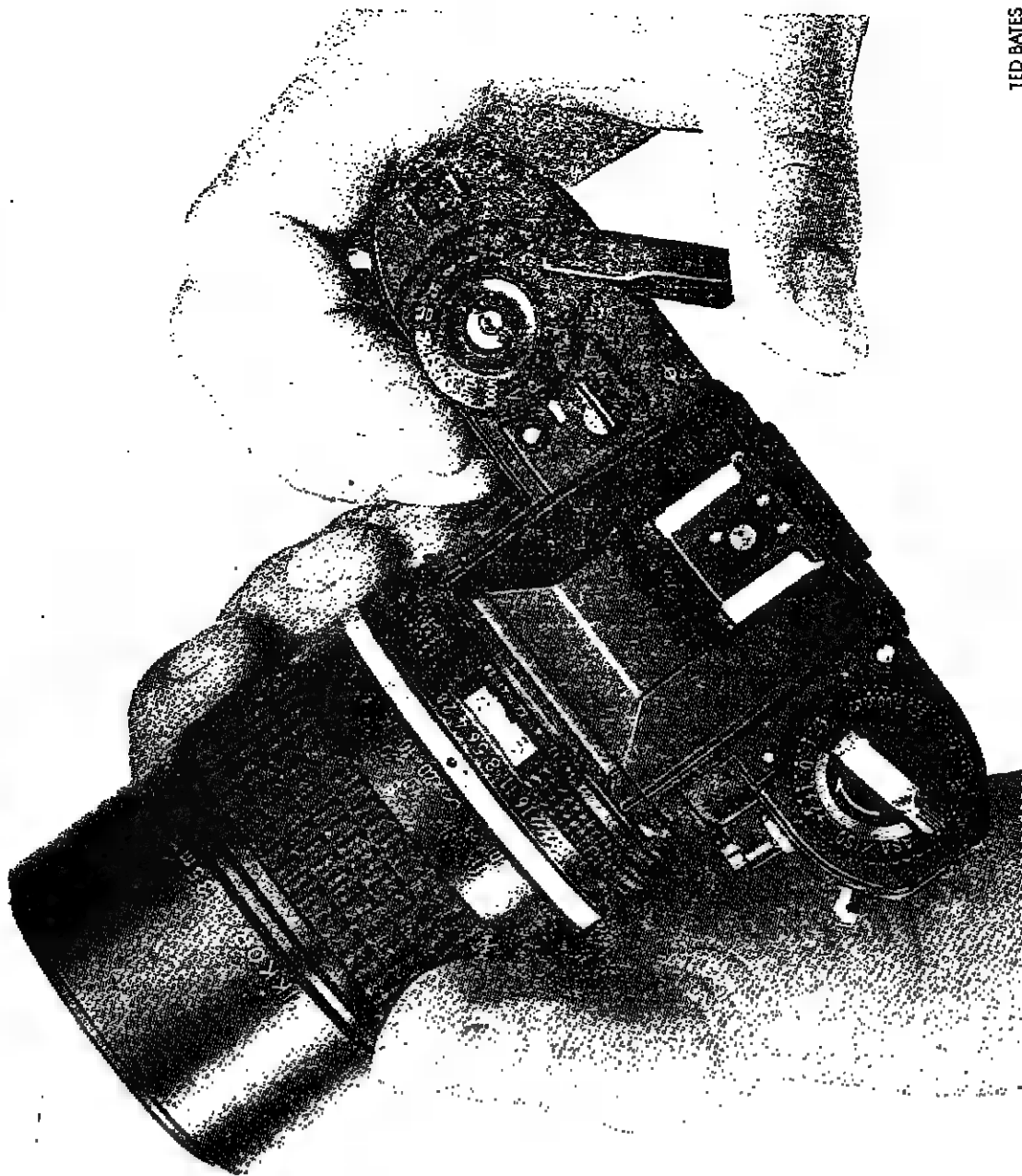
Nikon a donc prévu sur le FG d'autres modes d'exposition : automatique avec priorité à l'ouverture et information sur la vitesse, semi-auto à part entière avec contrôle permanent dans le viseur, ou manuel libre choix de l'ouverture et de la vitesse qui permettront d'accéder, comme les professionnels, à la maîtrise complète de la photographie.

Une autre raison — et non la moindre — est que le FG a été créé par Nikon.

Depuis longtemps, Nikon équipe les plus grands professionnels dans tous les domaines de la photographie : reportage, illustration, sport, mode, publicité... Le FG récolte aujourd'hui les fruits de cette collaboration unique pour vous en faire bénéficier.

C'est un boîtier tout de précision, de simplicité, de fiabilité. Protégé par un châssis en aluminium injecté. Truffé de sécurités : informations visuelles et acoustiques sur les risques de bougé et de sur ou sous-exposition, touche de compensation pour jouer avec les contre-jours.

La majorité des appareils automatiques ne peuvent plus fonctionner en piles : le FG, lui, est dans la position mécanique qui lui permettent encore d'opérer, même si vous êtes perdu dans la brousse.



Rare également, l'automatisme TTL au flash qui, par son analyse en temps réel, permet le même nombre d'ouvertures qu'en lumière du jour.

La synchronisation au flash s'effectue au 1/90° de seconde réduisant ainsi le risque de bougé. Ceci est dû à l'obturateur métallique par ailleurs plus endurant que les rideaux textiles généralement utilisés.

Depuis 1917, Nikon élargit

enrichit sa vocation de chercheur et de fabricant d'optique dans toutes ses applications : télescopes astronomiques, microscopes, lunettes, opto-électronique, etc.

Le Nikon FG vous donne accès à cette extraordinaire tradition en ouvrant les portes du Système Nikon, (près de 70 objectifs Nikkor, Nikon série E, les flashes et accessoires), l'univers le plus riche, le plus performant de toute la photographie 24 x 36 Reflex.



Nikon FG équipé d'un objectif Nikkor f/1.8 série E et d'un MD 14.

Avec le FG comme avec tous les Nikon, vous entrez dans le système Nikon, un univers de perfection optique qui vous permet toutes les approches.

Objectifs Nikkor	Objectifs Grande-Angles	Objectifs Téléobjectifs	Objectifs Nikkor Série E	Objectifs Spécialisés
1/2.8 35mm	1/2.8 28mm	1/2.8 100mm	1/2.8 28mm	1/2.8 35mm
1/2.8 50mm	1/2.8 35mm	1/2.8 135mm	1/2.8 50mm	1/2.8 50mm
1/2.8 75mm	1/2.8 50mm	1/2.8 200mm	1/2.8 75mm	1/2.8 75mm
1/2.8 105mm	1/2.8 75mm	1/2.8 300mm	1/2.8 105mm	1/2.8 105mm
1/2.8 135mm	1/2.8 105mm	1/2.8 400mm	1/2.8 135mm	1/2.8 135mm
1/2.8 180mm	1/2.8 135mm	1/2.8 500mm	1/2.8 180mm	1/2.8 180mm
1/2.8 200mm	1/2.8 180mm	1/2.8 600mm	1/2.8 200mm	1/2.8 200mm
1/2.8 250mm	1/2.8 200mm	1/2.8 800mm	1/2.8 250mm	1/2.8 250mm
1/2.8 300mm	1/2.8 250mm	1/2.8 1000mm	1/2.8 300mm	1/2.8 300mm
1/2.8 350mm	1/2.8 300mm	1/2.8 1200mm	1/2.8 350mm	1/2.8 350mm
1/2.8 400mm	1/2.8 350mm	1/2.8 1500mm	1/2.8 400mm	1/2.8 400mm
1/2.8 450mm	1/2.8 400mm	1/2.8 1800mm	1/2.8 450mm	1/2.8 450mm
1/2.8 500mm	1/2.8 450mm	1/2.8 2000mm	1/2.8 500mm	1/2.8 500mm
1/2.8 550mm	1/2.8 500mm	1/2.8 2200mm	1/2.8 550mm	1/2.8 550mm
1/2.8 600mm	1/2.8 550mm	1/2.8 2400mm	1/2.8 600mm	1/2.8 600mm
1/2.8 650mm	1/2.8 600mm	1/2.8 2600mm	1/2.8 650mm	1/2.8 650mm
1/2.8 700mm	1/2.8 650mm	1/2.8 2800mm	1/2.8 700mm	1/2.8 700mm
1/2.8 750mm	1/2.8 700mm	1/2.8 3000mm	1/2.8 750mm	1/2.8 750mm
1/2.8 800mm	1/2.8 750mm	1/2.8 3200mm	1/2.8 800mm	1/2.8 800mm
1/2.8 850mm	1/2.8 800mm	1/2.8 3400mm	1/2.8 850mm	1/2.8 850mm
1/2.8 900mm	1/2.8 850mm	1/2.8 3600mm	1/2.8 900mm	1/2.8 900mm
1/2.8 950mm	1/2.8 900mm	1/2.8 3800mm	1/2.8 950mm	1/2.8 950mm
1/2.8 1000mm	1/2.8 950mm	1/2.8 4000mm	1/2.8 1000mm	1/2.8 1000mm
1/2.8 1050mm	1/2.8 1000mm	1/2.8 4200mm	1/2.8 1050mm	1/2.8 1050mm
1/2.8 1100mm	1/2.8 1050mm	1/2.8 4400mm	1/2.8 1100mm	1/2.8 1100mm
1/2.8 1150mm	1/2.8 1100mm	1/2.8 4600mm	1/2.8 1150mm	1/2.8 1150mm
1/2.8 1200mm	1/2.8 1150mm	1/2.8 4800mm	1/2.8 1200mm	1/2.8 1200mm
1/2.8 1250mm	1/2.8 1200mm	1/2.8 5000mm	1/2.8 1250mm	1/2.8 1250mm
1/2.8 1300mm	1/2.8 1250mm	1/2.8 5200mm	1/2.8 1300mm	1/2.8 1300mm
1/2.8 1350mm	1/2.8 1300mm	1/2.8 5400mm	1/2.8 1350mm	1/2.8 1350mm
1/2.8 1400mm	1/2.8 1350mm	1/2.8 5600mm	1/2.8 1400mm	1/2.8 1400mm
1/2.8 1450mm	1/2.8 1400mm	1/2.8 5800mm	1/2.8 1450mm	1/2.8 1450mm
1/2.8 1500mm	1/2.8 1450mm	1/2.8 6000mm	1/2.8 1500mm	1/2.8 1500mm
1/2.8 1550mm	1/2.8 1500mm	1/2.8 6200mm	1/2.8 1550mm	1/2.8 1550mm
1/2.8 1600mm	1/2.8 1550mm	1/2.8 6400mm	1/2.8 1600mm	1/2.8 1600mm
1/2.8 1650mm	1/2.8 1600mm	1/2.8 6600mm	1/2.8 1650mm	1/2.8 1650mm
1/2.8 1700mm	1/2.8 1650mm	1/2.8 6800mm	1/2.8 1700mm	1/2.8 1700mm
1/2.8 1750mm	1/2.8 1700mm	1/2.8 7000mm	1/2.8 1750mm	1/2.8 1750mm
1/2.8 1800mm	1/2.8 1750mm	1/2.8 7200mm	1/2.8 1800mm	1/2.8 1800mm
1/2.8 1850mm	1/2.8 1800mm	1/2.8 7400mm	1/2.8 1850mm	1/2.8 1850mm
1/2.8 1900mm	1/2.8 1850mm	1/2.8 7600mm	1/2.8 1900mm	1/2.8 1900mm
1/2.8 1950mm	1/2.8 1900mm	1/2.8 7800mm	1/2.8 1950mm	1/2.8 1950mm
1/2.8 2000mm	1/2.8 1950mm	1/2.8 8000mm	1/2.8 2000mm	1/2.8 2000mm
1/2.8 2050mm	1/2.8 2000mm	1/2.8 8200mm	1/2.8 2050mm	1/2.8 2050mm
1/2.8 2100mm	1/2.8 2050mm	1/2.8 8400mm	1/2.8 2100mm	1/2.8 2100mm
1/2.8 2150mm	1/2.8 2100mm	1/2.8 8600mm	1/2.8 2150mm	1/2.8 2150mm
1/2.8 2200mm	1/2.8 2150mm	1/2.8 8800mm	1/2.8 2200mm	1/2.8 2200mm
1/2.8 2250mm	1/2.8 2200mm	1/2.8 9000mm	1/2.8 2250mm	1/2.8 2250mm
1/2.8 2300mm	1/2.8 2250mm	1/2.8 9200mm	1/2.8 2300mm	1/2.8 2300mm
1/2.8 2350mm	1/2.8 2300mm	1/2.8 9400mm	1/2.8 2350mm	1/2.8 2350mm
1/2.8 2400mm	1/2.8 2350mm	1/2.8 9600mm	1/2.8 2400mm	1/2.8 2400mm
1/2.8 2450mm	1/2.8 2400mm	1/2.8 9800mm	1/2.8 2450mm	1/2.8 2450mm
1/2.8 2500mm	1/2.8 2450mm	1/2.8 10000mm	1/2.8 2500mm	1/2.8 2500mm

01 Sac souple pour objectifs. 02 Filin d'objectif. 03 Boîtier avant d'objectif. 04 Boîtier arrière d'objectif. 05 Boîtier avant d'objectif. 06 Boîtier arrière d'objectif. 07 Boîtier avant d'objectif. 08 Boîtier arrière d'objectif. 09 Boîtier avant d'objectif. 10 Boîtier arrière d'objectif. 11 Boîtier avant d'objectif. 12 Boîtier arrière d'objectif. 13 Boîtier avant d'objectif. 14 Boîtier arrière d'objectif. 15 Boîtier avant d'objectif. 16 Boîtier arrière d'objectif. 17 Boîtier avant d'objectif. 18 Boîtier arrière d'objectif. 19 Boîtier avant d'objectif. 20 Boîtier arrière d'objectif. 21 Boîtier avant d'objectif. 22 Boîtier arrière d'objectif. 23 Boîtier avant d'objectif. 24 Boîtier arrière d'objectif. 25 Boîtier avant d'objectif. 26 Boîtier arrière d'objectif. 27 Boîtier avant d'objectif. 28 Boîtier arrière d'objectif. 29 Boîtier avant d'objectif. 30 Boîtier arrière d'objectif. 31 Boîtier avant d'objectif. 32 Boîtier arrière d'objectif. 33 Boîtier avant d'objectif. 34 Boîtier arrière d'objectif. 35 Boîtier avant d'objectif. 36 Boîtier arrière d'objectif. 37 Boîtier avant d'objectif. 38 Boîtier arrière d'objectif. 39 Boîtier avant d'objectif. 40 Boîtier arrière d'objectif. 41 Boîtier avant d'objectif. 42 Boîtier arrière d'objectif. 43 Boîtier avant d'objectif. 44 Boîtier arrière d'objectif. 45 Boîtier avant d'objectif. 46 Boîtier arrière d'objectif. 47 Boîtier avant d'objectif. 48 Boîtier arrière d'objectif. 49 Boîtier avant d'objectif. 50 Boîtier arrière d'objectif. 51 Boîtier avant d'objectif. 52 Boîtier arrière d'objectif. 53 Boîtier avant d'objectif. 54 Boîtier arrière d'objectif. 55 Boîtier avant d'objectif. 56 Boîtier arrière d'objectif. 57 Boîtier avant d'objectif. 58 Boîtier arrière d'objectif. 59 Boîtier avant d'objectif. 60 Boîtier arrière d'objectif. 61 Boîtier avant d'objectif. 62 Boîtier arrière d'objectif. 63 Boîtier avant d'objectif. 64 Boîtier arrière d'objectif. 65 Boîtier avant d'objectif. 66 Boîtier arrière d'objectif. 67 Boîtier avant d'objectif. 68 Boîtier arrière d'objectif. 69 Boîtier avant d'objectif. 70 Boîtier arrière d'objectif. 71 Boîtier avant d'objectif. 72 Boîtier arrière d'objectif. 73 Boîtier avant d'objectif. 74 Boîtier arrière d'objectif. 75 Boîtier avant d'objectif. 76 Boîtier arrière d'objectif. 77 Boîtier avant d'objectif. 78 Boîtier arrière d'objectif. 79 Boîtier avant d'objectif. 80 Boîtier arrière d'objectif. 81 Boîtier avant d'objectif. 82 Boîtier arrière d'objectif. 83 Boîtier avant d'objectif. 84 Boîtier arrière d'objectif. 85 Boîtier avant d'objectif. 86 Boîtier arrière d'objectif. 87 Boîtier avant d'objectif. 88 Boîtier arrière d'objectif. 89 Boîtier avant d'objectif. 90 Boîtier arrière d'objectif. 91 Boîtier avant d'objectif. 92 Boîtier arrière d'objectif. 93 Boîtier avant d'objectif. 94 Boîtier arrière d'objectif. 95 Boîtier avant d'objectif. 96 Boîtier arrière d'objectif. 97 Boîtier avant d'objectif. 98 Boîtier arrière d'objectif. 99 Boîtier avant d'objectif. 100 Boîtier arrière d'objectif.

Pour obtenir une information complète sur les appareils, les objectifs et l'ensemble des accessoires Nikon, il suffit de renseigner auprès des revendeurs Nikon ou d'écrire à Nikon, Maison Brandt Frères, 16 de la Cerisaie, 94227 Charenton Cedex. Tél. 375. 97. 55

Le contrôle de la lutte antiterroriste par la commission informatique et libertés

« Oui, mais... » Telle est en substance la réponse donnée, mardi 30 novembre, par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) à un projet de décret qui prévoit la création d'un fichier « violence, attentats, terrorisme », mais réglemente aussi l'ensemble du fichier informatisé des personnes géré par les renseignements généraux.

La CNIL demande notamment que, concernant le sous-fichier dit « dossier départemental », on soit recensés les personnes publi-

ques des départements, les dossiers manuels correspondants ne comportent « aucune information susceptible de porter atteinte à l'intimité de la vie privée ». Concernant le terrorisme, la CNIL exige que, dans le nouveau fichier, on figure « exclusivement des personnes qui sont connues pour leurs activités terroristes ou le soutien apporté à ces activités, ou celles qui sont en relation directe et non fortuite avec ces dernières ».

Cette délibération, qui sera suivie de discussions de contrôle inopposées afin de « prévenir

tout détournement de finalité », est cependant encore incomplète. En effet, contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos dernières éditions du 1^{er} décembre, la CNIL ne s'est pas encore prononcée sur un second projet de décret autorisant la Direction centrale des renseignements généraux (D.C.R.G.) à collecter, sans l'accord exprès des intéressés, des informations faisant apparaître, directement ou indirectement, leurs origines raciales, leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou encore leur appartenance syndicale.

Le pari d'un fichage « propre »

Le renseignement peut-il s'accommoder des libertés ? C'est une des questions posées par l'examen des fichiers de police qu'aura provoqué l'annonce, l'été dernier, de la création d'un « fichier antiterroriste ». Auparavant, les fichiers concernés avaient simplement été déclarés à la CNIL, sans plus de formalité, comme l'autorisait la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, pour les fichiers qui lui préexistaient. Il importait donc d'aller voir si, plus précisément, particulièrement en ce qui concerne les fichiers des renseignements généraux ou de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.). Ceux-ci, à la différence, par exemple, des fichiers des personnes inscrites au véhicule, des véhicules volés, relevant, en effet, d'une police préventive, instrument de travail de la police, des renseignements, des rappels de ses filiales, ils permettent d'ébaucher des hypothèses, mais ne permettent rien par eux-mêmes. Y figurer, on saurait sans entendre une procédure judiciaire, comme moins la culpabilité, toute la différence est la preuve et le soupçon. On est ici au cœur de l'une des ambiguïtés du travail policier qu'à l'angélisme, on ne saurait faire, une volonté de prévoir, et donc de savoir, qui risque toutefois, sans cesse d'empêcher sur la liberté.

Comment concilier un impératif de l'autre, le renseignement et la démocratie ? La philosophie pragmatique de la CNIL est, en la matière, de profiter de l'information pour contrôler. Constatant sur le fait des renseignements généraux, elle a voulu, explique son rapporteur, M. Philippe Marchand, député (P.S.) de Charente-Maritime, mettre à cette « machine à renseignements » un dispositif garantissant un respect de l'angélisme, ou un saurait rien de France ce qu'il s'agit de hier. L'héritage ne sans aucun des embarcations, des renseignements, aux quels renvoient les fichiers informatiques, ne l'ont pas de renseignements d'enquête sur la vie privée ou l'entourage familial ; ces 25 millions de fichiers accumulés au fil des ans par les renseignements généraux ; ou ces très nombreuses références - 1 200 000 enregistrées par l'ordinateur de la D.S.T. (le Monde du 1^{er} décembre). On comprend donc que M. Marchand suggère « une tolérance considérable ».

Mais la nouveauté est que cette démarche reconnaît la volonté du dirigeant central des renseignements généraux, M. Paul Roux, nommé après le 11 mai 1981, un ancien secrétaire général adjoint du Syndicat des commissaires de police, qui n'a jamais eu de liens avec les socialistes et auquel M. Marchand a rendu publiquement hommage, « en tenant le pari d'un renseignement « propre » ».

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, s'est déclaré « très satisfait » de l'avis de la CNIL. Ses recommandations lui paraissent « opportunes » et « qu'on peut parfaitement faire concilier les impératifs de la sécurité publique et le respect des libertés ». Il a assuré qu'elles seront « scrupuleusement respectées ».

M. Ibrahim Souss, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) à Paris, s'est opposé à la décision de la CNIL. « Je suis concerné par l'établissement de ce fichier, car je suis la victime de tous les terrorismes de gauche et de droite, notamment le terrorisme israélien », a-t-il déclaré en rappelant les assassinats, à Paris, de deux précédents représentants de l'O.L.P. en France, Mahmoud Hamchari et Ezzedine Kalak.

■ RECTIFICATIF. - Nous avons annoncé par erreur dans nos éditions du 1^{er} décembre, que le sous-fichier « dossier départemental » des renseignements généraux comportait 192 000 références, décomposé ainsi : 2 000 - et non 20 000 - au sous-fichier « violence » (le Monde du 1^{er} novembre), 90 000 au sous-fichier « attentats », 100 000 au sous-fichier « dossier départemental ».

respect de la légalité, l'une de ses premières missions fut d'interdire, par une circulaire du 2 juillet 1981, l'usage des renseignements administratifs de recrutement ou de moralité, « références », des condamnations pénales, des opinions politiques, religieuses ou philosophiques. Il voudrait s'en tenir à la lettre de la loi du 14 mars 1967, selon laquelle les R.G. sont chargés « de la recherche et de la centralisation des renseignements d'ordre politique, social, économique, administratif et de l'information du gouvernement ».

Pari difficile qui, appliqué au fichier informatisé des renseignements généraux, suppose de nombreux réajustements. Des sous-fichiers qui le composent, l'application « courses et jeux » (90 000 références), ne voyant à une mission traditionnelle de renseignements régionaux de police de Paris et, enfin, la présidence de la République, il n'y a pas de renseignements régionaux « opérations » (100 000 références) : la CNIL recommande que l'on ne tienne à ces personnes publiques ; que l'appartenance politique ou syndicale ne soit pas un élément de leur mandat électif ; que leurs références à la vie privée, au-delà de l'état civil, soit prohibée ; et qu'enfin les renseignements régionaux soient régulièrement mis à jour, épurés des informations inexactes ou périmées. Bref, il rappelle que le fichage de membres d'un parti ou d'un syndicat, même si il est, est illégal.

Imprécisions

Reste le troisième sous-fichier, extension du fichier « violence » (2 000 références) et désormais baptisé « attentats », « terrorisme ». Dans la mesure où il s'agit de renseignements venant de quatre services différents et par la mise en place d'une cinquantaine de terminaux informatiques au sein de la Direction de l'ordinateur central, l'imprécision est plus grande sur les points suivants :

1) L'ampleur du fichier : 25 000, 60 000, 100 000... Les chiffres contradictoires ont été avancés. On connaît le niveau de départ : les bandes magnétiques de la Direction générale de la sécurité intérieure (D.G.S.I.) pour 30 000 enregistrements, uniquement, précise-t-on, des étrangers résidant en France ; le fichier manuel de la sixième section de la Direction de la police judiciaire, pour 40 000 fichiers ; l'ordinateur de la D.S.T., et, enfin, les 2 000 du sous-fichier « violence » R.G.

Toutefois, l'addition est ici une mauvaise addition : le fichier ainsi constitué n'enregistrerait pas plus d'autant 70 000 identités... Un travail préalable de tri est en effet prévu : les « doublons » ne manquent pas d'un service à l'autre ; certaines personnes sont fichées sous plusieurs noms (le cas du palestinien Abou Nidal, par exemple, ainsi que de nombreuses autres) ; de plus, certaines fiches - baptisées F.A. - concernent des agents et non des personnes. La définition restrictive de la CNIL exclut des personnes en relation fortuite avec des terroristes, limitant en fait le fichier au nombre de personnes initialement fichées aux alentours de 25 000 (le Monde du 1^{er} novembre). L'ordinateur central par le ministère de l'intérieur est d'ailleurs de faible capacité : un « mini-6 » de la série 60 de C.I.I.-Honeywell-Bull. Selon la CNIL, le chiffre de 60 000 enregistrements n'est un maximum et son dépassement devrait être évité par un nouvel avis.

2) La nature des informations. « Banque d'informations », les renseignements utilisés par M. Franceschi devant la CNIL, le sous-fichier « violence-attentats-terrorisme » a une particularité : il n'y a pas d'identification, y compris des personnes dont l'identité réelle est inconnue. Mais l'ordinateur fournira-t-il des éléments de signalement, selon plusieurs rubriques : la CNIL, de la couleur des yeux aux caractéristiques de la voix, en passant par la « race » ou le « type »... L'usage du fichier sera-t-il d'autant plus prudent qu'il exige, sans doute, un préalable, un « tri »

toyage » des dossiers ou fiches qui l'alimentent.

Il semble, en effet, que le sous-fichier « violence » des renseignements administratifs ne serait pas... des renseignements administratifs de la police judiciaire, parfois fait vieux de dix ans. Les Renseignements généraux ne sont toutefois engagés à ne qu'aucune information sur des mineurs ne soit enregistrée.

3) L'utilisation du fichier. La cinquantaine de terminaux informatiques à l'ordinateur central sont répartis dans les services centraux concernés, les services régionaux de la police de l'air et des frontières, une dizaine de services extérieurs (grands aéroports, postes-frontières), une dizaine de services « recherche » des Renseignements généraux, les services régionaux de police judiciaire, la présidence de la République, la présidence de la République, il n'y a pas de renseignements régionaux « opérations » (100 000 références) : la CNIL recommande que l'on ne tienne à ces personnes publiques ; que l'appartenance politique ou syndicale ne soit pas un élément de leur mandat électif ; que leurs références à la vie privée, au-delà de l'état civil, soit prohibée ; et qu'enfin les renseignements régionaux soient régulièrement mis à jour, épurés des informations inexactes ou périmées. Bref, il rappelle que le fichage de membres d'un parti ou d'un syndicat, même si il est, est illégal.

Lui, comme d'autres, s'inquiète des risques d'abus des renseignements régionaux pour les renseignements généraux, ce peut être la présidence de la République, il n'y a pas de renseignements régionaux « opérations » (100 000 références) : la CNIL recommande que l'on ne tienne à ces personnes publiques ; que l'appartenance politique ou syndicale ne soit pas un élément de leur mandat électif ; que leurs références à la vie privée, au-delà de l'état civil, soit prohibée ; et qu'enfin les renseignements régionaux soient régulièrement mis à jour, épurés des informations inexactes ou périmées. Bref, il rappelle que le fichage de membres d'un parti ou d'un syndicat, même si il est, est illégal.

RELIGION

La Conférence des catholiques européens à Berlin-Est

Dialogue et manœuvres d'intimidation

Plus de deux cents participants, venus de seize pays de l'Europe de l'Ouest, de huit pays de l'Europe de l'Est et de invités de six pays du tiers-monde se sont réunis à Berlin-Est du 17 au 19 novembre, sur l'invitation de la Conférence des catholiques européens, pour discuter du thème : « Pax hominibus - don et engagement ».

Berlin. - C'est au cours du dernier jour de cette huitième conférence plénière de la Conférence des catholiques européens (B.C.E.) que l'incident a eu lieu. Jusqu'alors, tout s'était déroulé comme à l'habitude : discussions de circonstance dans les assemblées plénières, débats lors des discussions par groupe et échanges authentiques, il y avait eu des coulisses.

Il faut dire que la B.C.E. n'est pas le lieu d'une confrontation Est-Ouest. Créée en 1964 à Berlin-Est, elle avait pour but de reconnaître les liens allemands, la B.C.E., qui rassemble des catholiques de tout le continent européen, n'est tolérée en fait par les autorités allemandes que si elle ne fait pas d'« esclandre » et surtout si elle évite la politique soviétique.

C'est ainsi que, dans le message final, adressé aux catholiques d'Europe, on peut lire, à la première page, que « c'est d'abord l'Europe qui est menacée par la catastrophe nucléaire au moment où l'on prépare le développement de nouveaux systèmes de missiles en Europe occidentale et où des conceptions américaines prévalent sur le continent de l'emploi des armes chimiques ». Pas un mot sur le danger que représentent les missiles soviétiques déjà installés, ni à propos d'un amendement spécial pour que soient évités les risques des cinq puissances nucléaires (Etats-Unis, Union soviétique, France, Grande-Bretagne et Chine), là où l'on parlait simplement de la grande peur de la catastrophe de destruction, quelle que soit leur origine.

Mais cette année plusieurs participants de l'Europe occidentale

connaître. Or, ils ne paraissent pas faire l'unanimité : en septembre, lors d'une réunion d'informaticiens au ministère de l'intérieur, il aurait été dit que la D.G.S.E. (ex-SDECE) qu'il n'y a pas, parmi les habitudes, les syndicalistes... De même, le service de la D.S.T. chargé des enquêtes d'habitudes pour les emplois sensibles s'est-il interrogé après la formation du second gouvernement Mauroy : l'un de ses critères était le refus de membres du parti communiste.

Cependant, la CNIL a prévu des « mesures ». La consultation du fichier des renseignements généraux, des visas, des contrôles des frontières et des enquêtes des services compétents. Chaque demande de consultation devra être enregistrée afin de pouvoir retrouver, par son code personnel, le renseignement concerné. Depuis un terminal supérieur, la direction centrale des Renseignements généraux devrait, ajoute-t-on, pouvoir contrôler l'interrogation du fichier, donner le feu vert ou l'interrompre. Aucune connexion avec des fichiers, au-delà du fichier des personnes des Renseignements généraux, ne peut être établie. Les nouveaux manuels correspondant aux fichiers informatisés ne devront pas quitter les services où ils sont entreposés.

Il restera à voir si l'usage, à vérifier, de M. Marchand, « si les policiers acceptent de leur gré ces nouvelles dispositions ».

EDWY PLENEL

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le remboursement contesté de l'avortement

Après plusieurs d'après dis-... au sein même du gouvernement... l'arbitrage du... de la République en personne, M. Roudy, ministre des Droits de la femme, a pu présenter au conseil des ministres du mercredi 1^{er} décembre, le projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Une mesure qui, rappelle le rapporteur, avait été promise par la gauche avant les élections d'un gouvernement de justice.

Comme cela est prévu, ce projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale le 10 novembre prochain. Les femmes, les socialistes, les communistes, les radicaux, les divers groupes n'auront plus, dit M. Roudy, qu'à voter un décret modérateur, qui sera voté par l'Assemblée nationale par l'intervention d'une feuille de majorité sociale qui leur sera remise permettant de demander, éventuellement, la renonciation du reliquat aux mutuelles.

Pour les patientes, l'I.V.G. sera remboursable à tout acte médical. L'anonymat sera préservé en utilisant le code prévu pour les biopsies intra-utérines ou les lavages. Il est évident que les renseignements thérapeutiques (vie de la mère en danger, etc.) fournis par le médecin à la charge de la sécurité sociale, de même que les données de la procédure de protection sociale pourront toujours demander une aide sociale médicale.

Les différentes caisses de la sécurité sociale, ainsi, remboursement des dépenses engagées, la procédure ne sera pas exceptionnelle puisque'elle sera appliquée à tous ceux qui ont droit au remboursement d'actes non pathologiques concernant, notamment, les handicapés.

Cette somme devrait être affectée au budget de la sécurité nationale par la loi de finances. Le ministre des Droits de la femme a déclaré qu'il ne sera pas de ces dépenses soient inscrites dans le budget global de la sécurité nationale et non pas distinguées.

Les statistiques de l'I.V.G. que les inspecteurs régionaux de la santé sont obligés de faire d'envoyer mensuellement à l'IN-

SEE, devraient être largement utilisées dans la sécurité sociale et les vérifications éventuelles.

La question qui se pose est ment posée sans aucun doute celle de la remise en cause éventuelle de la loi de finance, le remboursement par la Sécurité sociale. Au ministère des Droits de la femme, on souligne cependant que seule une loi pourra revenir en cause sur ce principe de remboursement.

On aurait pu, sans sûr, éviter cette gymnastique comptable, mais elle semble avoir été retenue pour satisfaire ceux qui craignent que l'avortement ne soit pas à 100 % un acte comme les autres. Ce à quoi, on peut toujours leur opposer, que, déjà, la loi impose aux femmes une procédure précise (demande écrite par la femme, attestation du médecin, attestation de l'entretien social...) pour s'assurer que leur décision a été réfléchie.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Un colloque du cercle Gaston-Crémieux

M. MARIENSTRAS DEMANDE DES INSTANCES « VRAIMENT REPRÉSENTATIVES » DE TOUTES LES TENDANCES DU JUDAÏSME

Diverses interventions en faveur de la création d'une instance représentative du judaïsme français ont été formulées lors du colloque tenu aux problèmes des minorités en France, organisé les 26, 27 et 28 novembre, de la rue d'Ulm, par le cercle Gaston-Crémieux. (1) à l'occasion de son quinzième anniversaire. Les minorités au sein de la nation juive en France ont trouvé normalement à s'exprimer dans le cadre d'un Parlement juif élu, que dit », a déclaré notamment, lors de la clôture des débats, le président du cercle, M. Richard Marianne.

Des représentants des différentes communautés de France (Arméniens, Catalans, Occitans, Crétois, Tziganes et Juifs) ont participé à une « table ronde » et ont évoqué les problèmes qui les préoccupent aujourd'hui. M. Henri Grand, chargé de relations auprès du ministère de la culture, a rappelé la prochaine création d'une commission nationale des cultures de France. Cette commission rassemblera ainsi bien les représentants des cultures régionales que ceux de cultures non territoriales (Arméniens, Tziganes et Juifs).

Une partie importante de ce colloque a été consacrée à l'examen des différents courants du socialisme juif au vingtième siècle. Des intervenants français, américains, argentins et israéliens ont analysé les relations entre le socialisme juif et la question nationale ainsi que la notion d'autonomie culturelle nationale, en évoquant, notamment, l'histoire du Bund en Russie, la Pologne ou du mouvement sioniste en Israël.

A. K.

(1) 13, rue du Cambodge, 75020 Paris.

SCIENCES

Le physicien français Anatole Abragam vient de recevoir la médaille d'or Lorentz, la plus importante distinction décernée par le Pays-Bas dans le domaine de la physique. Cette médaille lui a été attribuée pour « ses importants travaux dans le domaine du magnétisme nucléaire ». M. Abragam, qui est membre de l'Institut et professeur au Collège de France, travaille actuellement au centre d'études nucléaires de Saclay (Essonnes).

ALAIN WOODROW.

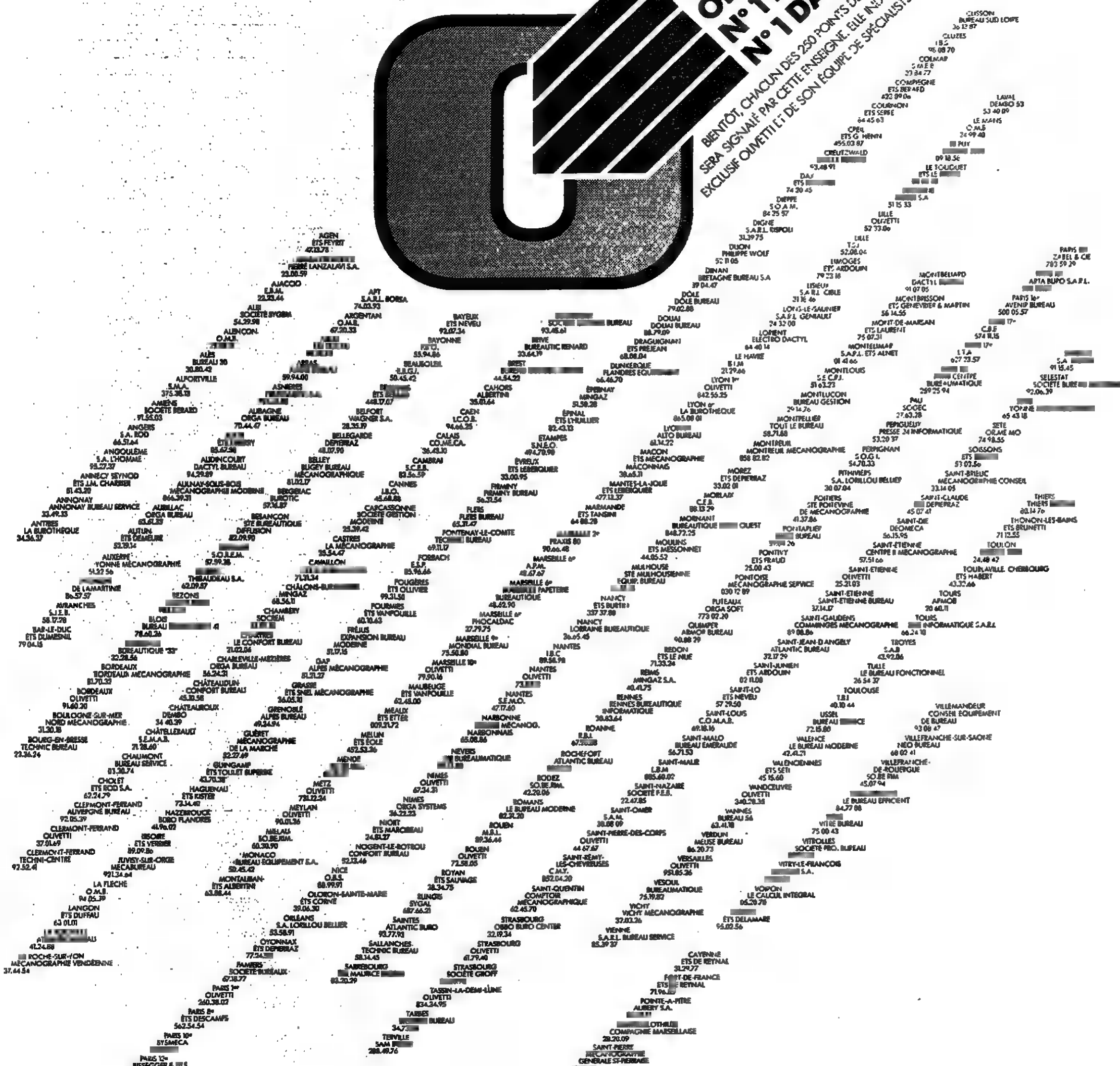
UNE MANIÈRE D'ÊTRE UN HOMME

SAMOURAI

VOTRE MAGAZINE GAY N° 2 en kiosque 16 F

OLIVETTI: N°1 EN EUROPE, N°1 DANS VOTRE VILLE.

BENTOT, CHACUN DES 250 PORTS DE VENTE ET D'ASSISTANCE OLIVETTI FRANCE
SERA SIGNALÉ PAR CETTE ENSEIGNE. ELLE INDICHERA LA PRÉSENCE D'UN CONCESSIONNAIRE
EXCLUSIF OLIVETTI: DE SON ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES CONSEIL À VOTRE SERVICE.



olivetti

N°1 EUROPÉEN DE LA BUREAUTIQUE.

OLIVETTI FRANCE S.A., 91, RUE DU FG-SAINTE-HONORE, 75008 PARIS

ÉDUCATION

M. Alain Savary lance une « consultation-réflexion » nationale sur l'école primaire

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, vient de faire connaître les objectifs, les modalités, le calendrier de la « consultation-réflexion nationale » sur l'école primaire, préliminaire à l'élaboration d'un projet de loi sur l'école primaire, dont le principe avait été envisagé il y a plusieurs mois.

Trois objectifs président à cette opération : « Faire le bilan de l'école aujourd'hui et recueillir les éléments d'information (...) sur la réalité qui est loin d'être homogène ; recueillir l'ensemble des besoins exprimés dans l'école hors du cadre des programmes ; recueillir, enfin, des propositions inspirées par les partenaires locaux ».

« La volonté du gouvernement, précise le ministre, est d'exposer les modalités de la « consultation-réflexion », une que l'école permette la réussite de tous les enfants. (...) Cette consultation suppose l'ouverture de l'école, c'est-à-dire l'établissement de relations constantes de coopération entre l'institution scolaire, le milieu familial et, en premier lieu, parents et représentants de la collectivité ».

« Si ces objectifs font l'objet d'un accord », M. Savary reconnaît qu'il y a « hésitation sur les moyens d'y parvenir », et qu'il sur la nécessaire « réflexion de tous » pour « appréhender les conditions d'une plus grande vitalité d'une plus grande efficacité de l'école ».

Les racines de l'échec scolaire

Annulée discrètement avant l'été, puis officiellement le 24 septembre à l'occasion de la conférence de presse de M. Alain Savary, la réflexion sur l'école primaire (maternelle et élémentaire) est enfin lancée. Le ministre ne l'a pas dit plus tôt, c'est, explique-t-on dans son entourage, parce qu'il y avait d'autres urgences : enseignement supérieur, lycées, d'autre part, n'ont pas attendu l'été pour des décisions concrètes.

Le quasi-monopole dont bénéficie l'enseignement du premier degré du Syndicat national des instituteurs n'a sans doute pas contribué à précipiter la réflexion dans ce secteur. Il y a encore peu de temps, ce Syndicat avait refusé d'adhérer à l'« école de tous » et à l'« école primaire, que l'on dit « faiblissante » et que l'on envisage d'y réfléchir avec toutes les parties prenantes, et en particulier les parents. La ministre a insisté sur ces points très clairs.

L'école primaire est à la base d'un édifice scolaire qui reste

« L'enseignement du premier degré du Syndicat national des instituteurs n'a sans doute pas contribué à précipiter la réflexion dans ce secteur. Il y a encore peu de temps, ce Syndicat avait refusé d'adhérer à l'« école de tous » et à l'« école primaire, que l'on dit « faiblissante » et que l'on envisage d'y réfléchir avec toutes les parties prenantes, et en particulier les parents. La ministre a insisté sur ces points très clairs.

L'école primaire est à la base d'un édifice scolaire qui reste

DES ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR S'ÉLÈVENT CONTRE L'AGGRÉGATION DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Le concours d'aggrégation, pour le recrutement de cinquante-cinq professeurs de disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion, doit avoir lieu prochainement (le Monde du 24-25 novembre). Une vingtaine d'enseignants (1) de diverses universités candidats à un poste de professeurs ont rédigé un appelant tous leurs collègues à « refuser de se présenter » au concours de sciences économiques.

Selon les signataires, ce mode de recrutement semble inadéquat, « pour être juste, un système de concours doit offrir de réelles chances identiques à des candidats de même valeur ; pour être cohérent, il doit permettre de sélectionner les candidats les plus compétents, et, pour être efficace, il ne doit pas déboucher sur une hiérarchie de grades, fonctions qui bloquent la possibilité d'évolution de l'institution qu'il est censé régir ».

Les enseignants signataires déplorent que « le maintien d'une forme des plus rétrogrades de prise en compte des revendications syndicales portant sur la constitution d'un corps unique d'enseignants du supérieur, la suppression des privilèges et la fidélité qui les figent ».

(1) Les signataires sont : MM. Calvet, de l'université de Paris, et Gerbier, de l'université de Bordeaux. Les autres signataires sont : MM. Calvet, de l'université de Paris, et Gerbier, de l'université de Bordeaux.

PÉDAGOGIE ACTIVE SARI

Enseignement privé par une équipe d'enseignants POST-BAC : Préparations individuelles S.C. PO-HEC-MATH SUP-MEDEC : plus : un enseignement d'INFORMATIQUE intégré pour préparer TOUS les ÉTUDIANTS ET FUTURS CITOYENS : un mouvement de laïque d'information, qui ne dit pas physiquement les trucs variés qui leur sont proposés, qui dit qu'il faut apprendre à manipuler des ordinateurs et pas capituler devant un terrorisme pseudo-scientifique. (Bull. E.N.)

PRE-BAC : 2^e à TABCO, avec langue (AR-HEB-RUS-GREC-LATIN), 9 h 12 h - 14 h à 17 h, et cours particuliers de 17 h à 19 h. Pour préparatoires : sessions spéciales janvier et mai. Écrire : M. et Mme, 75116 Paris

Le ministère souhaite une meilleure participation des étudiants aux élections universitaires

Les étudiants des universités ont obtenu de meilleures conditions de participation aux élections universitaires. Le ministère de l'éducation nationale a décidé de mettre en œuvre une série de mesures pour améliorer la participation des étudiants aux élections universitaires.

« Les plus grandes facilités pour que les candidats puissent faire campagne », a déclaré le ministre.

« L'autre part, des mesures publicitaires du ministère ont été prises pour faciliter la participation des étudiants aux élections universitaires », a-t-il ajouté.

« Le ministère souhaite que les étudiants puissent participer aux élections universitaires de manière plus active », a-t-il déclaré.

« Le ministère souhaite que les étudiants puissent participer aux élections universitaires de manière plus active », a-t-il déclaré.

SPORTS

Route du Rhum : l'autre enjeu

Pointe-à-Pître. — « J'ai le sens du grand spectacle. J'aimerais être l'Abel Gance de la course au large », confie Michel Evéno, le promoteur de la Route du Rhum. Plusieurs centaines de milliers de personnes s'étaient déplacées à Saint-Malo pour le départ. Les médias ont suivi quotidiennement la progression des concurrents en plein océan. Un succès inimaginable pour l'idée a été lancée en 1976. Eric Tabarly venait de gagner sa deuxième transatlantique devant le gigantesque Club Méditerranée (71,93 mètres) et Alain Colas. Pour l'esprit original de cette course, conçue en 1980, les organisateurs britanniques décident de limiter à l'avenir la longueur des voiliers à 17 mètres. L'occasion était belle de les suppléer.

Contrairement aux autres organisations sportives, qui sont en général dirigées par des amateurs, les organisateurs de la Route du Rhum ont cherché des ressources publicitaires pour boucler leur budget. Michel Evéno, ancien directeur de Bruno Coqstrix à l'Olympia, devenu agent de publicité et de relations publiques, arrive à point de concevoir une épreuve sportive à grand spectacle. Les navigateurs solitaires ont toujours fait rêver le grand public, estime-t-il. Ce sont des aventuriers susceptibles de susciter un événement susceptible de devenir un succès.

Encore convenait-il de rendre le mystère qui entourait alors les grandes courses au large, du départ à l'arrivée. Un jour, on annonçait l'arrivée d'un concurrent en un temps donné dans la Tour de France pour le premier de la course au large de l'Isle de France. Le système de balise ARGOS venait d'être inventé. Conçu pour donner des informations météorologiques depuis des points éloignés, en plein océan, il permettait d'obtenir des informations sur la position des concurrents.

En 1976, Thompson et Sykes, une filiale informatique, ont investi dans la technologie du service de la Route du Rhum. Grâce à quoi, le grand public a pu suivre un feuilleton océanique plein de suspens et de rebondissements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Lionel Legras réclame 1 F à son cambrioleur

Jugé innocent, le 20 novembre, par la cour d'assises de l'Aube, de la mort d'un cambrioleur tué par l'explosion d'un transistor piégé, Lionel Legras, le gérant de Villeneuve-la-Grande, s'est présenté, mardi 27 novembre, en qualité de plaignant devant le tribunal correctionnel de Troyes, lequel quel comparait André Rousseau, accusé du braquage du Crédit Lyonnais à Paris le 11 avril 1978, par l'explosion du transistor. L'avocat de M. Legras a demandé que son client soit condamné à 1 franc de dommages et intérêts.

Les directeurs de prison F.O. proposent d'améliorer la vie des détenus

Le syndicat F.O. des personnels de direction de l'administration pénitentiaire, qui se veut depuis quelques semaines, « soucieux de changements dans les prisons », (le Monde du 10 avril), propose des « quelques dispositions susceptibles d'améliorer la vie quotidienne des détenus ».

Le syndicat « souhaite » de généraliser le système de parloirs libres (sans dispositif de séparation) dans les établissements où sont incarcérés des détenus, compris les établissements de haute sécurité. Il se libère de correspondance pour les détenus, avec limitation, avec une personne de leur choix, nous a précisé son secrétaire général, M. Jean-Pierre Martnez.

Il propose, en outre, que l'opportunité de la visite de la population pénale de profiter plus largement des moyens audiovisuels. Il ne serait pas possible à la possibilité de « causer », à l'extérieur, pour son compte personnel, des objets, en prison - des postes de télévision, ce qui est actuellement interdit.

Une plainte d'homosexuels contre Mgr Elchinger est jugée irrecevable

Le tribunal correctionnel de Strasbourg a jugé irrecevable, mardi 30 novembre, la plainte pour diffamation déposée par huit personnes contre Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, qui avait, en avril, déclaré l'homosexualité à une infirmité (le Monde du 10 avril).

Le 11 avril, le congrès d'International

« S'il n'y avait pas eu la Route du Rhum, la pratique de la voile aurait été confinée à la voile d'été », confie Michel Evéno, le promoteur de la Route du Rhum. Plusieurs centaines de milliers de personnes s'étaient déplacées à Saint-Malo pour le départ. Les médias ont suivi quotidiennement la progression des concurrents en plein océan. Un succès inimaginable pour l'idée a été lancée en 1976. Eric Tabarly venait de gagner sa deuxième transatlantique devant le gigantesque Club Méditerranée (71,93 mètres) et Alain Colas. Pour l'esprit original de cette course, conçue en 1980, les organisateurs britanniques décident de limiter à l'avenir la longueur des voiliers à 17 mètres. L'occasion était belle de les suppléer.

Contrairement aux autres organisations sportives, qui sont en général dirigées par des amateurs, les organisateurs de la Route du Rhum ont cherché des ressources publicitaires pour boucler leur budget. Michel Evéno, ancien directeur de Bruno Coqstrix à l'Olympia, devenu agent de publicité et de relations publiques, arrive à point de concevoir une épreuve sportive à grand spectacle. Les navigateurs solitaires ont toujours fait rêver le grand public, estime-t-il. Ce sont des aventuriers susceptibles de susciter un événement susceptible de devenir un succès.

Encore convenait-il de rendre le mystère qui entourait alors les grandes courses au large, du départ à l'arrivée. Un jour, on annonçait l'arrivée d'un concurrent en un temps donné dans la Tour de France pour le premier de la course au large de l'Isle de France. Le système de balise ARGOS venait d'être inventé. Conçu pour donner des informations météorologiques depuis des points éloignés, en plein océan, il permettait d'obtenir des informations sur la position des concurrents.

En 1976, Thompson et Sykes, une filiale informatique, ont investi dans la technologie du service de la Route du Rhum. Grâce à quoi, le grand public a pu suivre un feuilleton océanique plein de suspens et de rebondissements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

« L'enjeu du départ, abandon de Tabarly, le patriarche de la course au large, sauvetage de l'Australien Johnstone par Olivier Mousseau, craintes de Marc Pajot de couler à quelques heures d'une arrivée triomphale. « J'ai une chance incroyable », reconnaît le promoteur de l'épreuve, évoquant la succession d'événements.

Il est né le divin...
dans le ciel...
Il est né le divin...
dans le ciel...
Il est né le divin...
dans le ciel...

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Dans le ciel de l'enfance

Il est né le divin E.T.

QUAND les enfants ont tout. Tout le confort consommable de la pizza surgelée à la télévision en passant par le bon vieux bonbon. Tous les animaux familiers — en peluche et en vrai, du chien au canari. Tous les jouets — de vélo aux figurines qui représentent leurs héros, Superman, Hulk, Barbie. Tous les jeux — du scrabble au jeu de l'oeil électronique. Quand les enfants ont tout ces jeux et de la place pour jouer — parce que la province américaine, c'est vaste. Quand ils ont une copeline, des frères, des sœurs pour s'amuser avec, plus une mère et un père — bien qu'il soit absent, en vacances, loin avec une nouvelle femme. Quand ils ont en abondance la nourriture équilibrée et de jolis vêtements — pratiques — pour grandir beaux et bien portants. Quand ils ont tout ce que la culture occidentale peut leur donner, que leur manque-t-il ? Ce qu'ils n'ont pas.

Il suffit de traverser un square pour constater que les bambins les plus pourvus en jouets, peluches, récepteurs, canaris flottants, voitures qui roulent, se battent comme des chiens pour piquer le ballon des autres. Il suffit de pénétrer dix minutes devant une vitrine de Noël pour entendre les cris perçants des gamins convulsés, réellement fous de ne pas pouvoir tout emporter, pour entendre les adjurations maternelles, face à d'autres, catatoniques, opposant aux tentatives de départ une force muette, une irrésistible force. Question de caractère. Question de culture. Question d'éducation ou de société. Les objets changent de forme et de valeur marchande, mais sous tous les cieux, c'est toujours le même désir sauvage, impossible à assouvir.

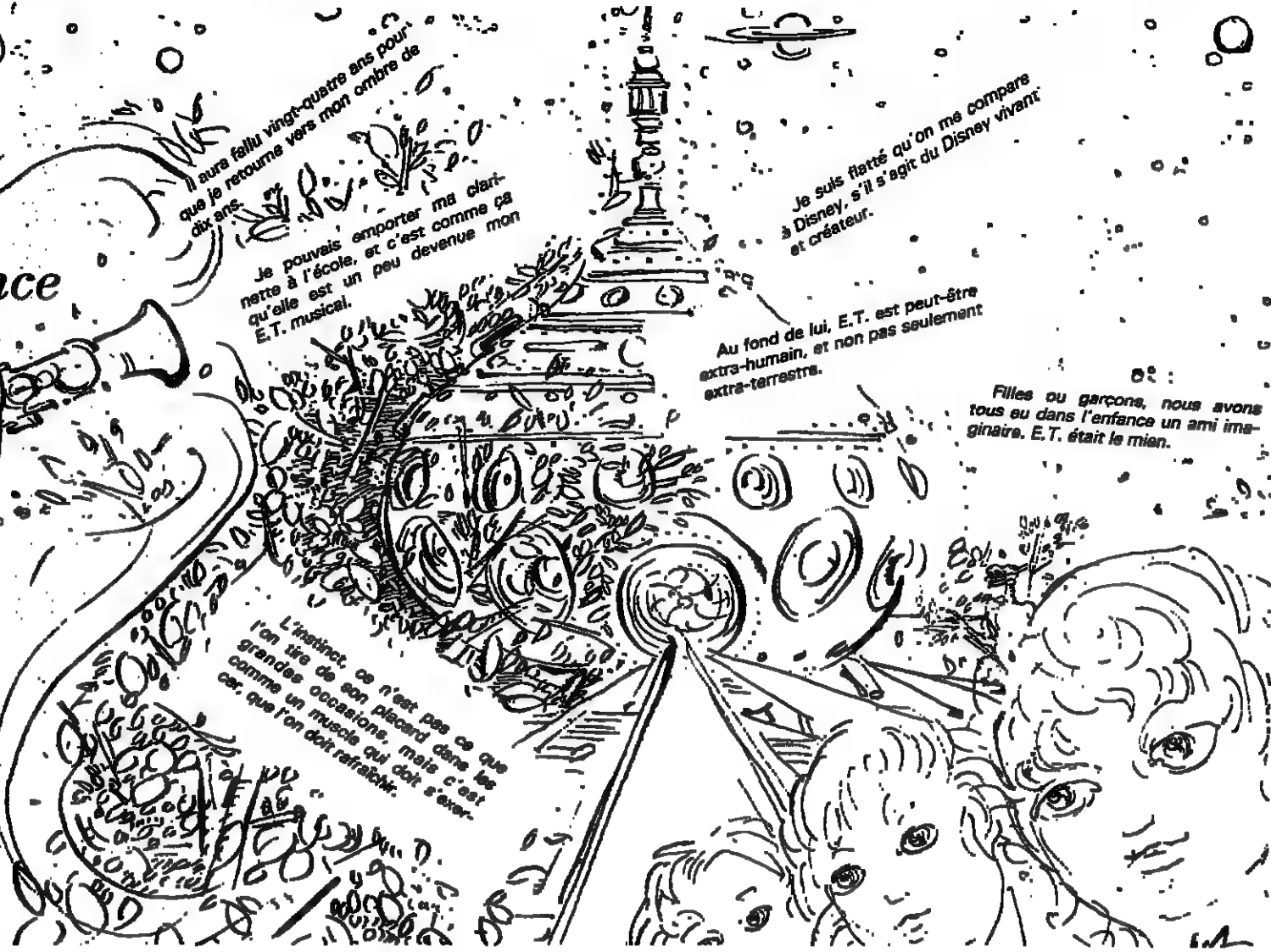
Steven Spielberg, pourtant, accomplit le miracle. Il offre à la jeunesse un objet unique, un objet unique, aussi unique que l'est un individu. Meurt, tombe du ciel : il est né le divin E.T. Pourvu par les adultes — ces gens sans — à l'exception de la mère — qui ne peuvent rien comprendre pulequ'il appartient aux enfants. E.T. est à protéger, à cacher comme un trésor, à éduquer comme un petit frère, comme un fils. Elliott, le garçon élu par Spielberg, est investi — il le dit — d'une puissance quasi absolue, paternelle. Il est à la fois le père, la mère, le professeur, il est E.T. lui-même.

Physiquement, E.T. est repoussant, mais pas davantage qu'une — et tellement plus intéressant. « Une intelligence supérieure », déclare Elliott, fier comme tous les parents. Et dominer un sordide, quel rêve pour un scolar. D'ailleurs, non seulement Steven Spielberg n'est pas Robert Redford, mais il raconte que, quand il était petit, il était franchement laid. Il laisse publier des photos où on le voit maigrelet, avec une grande bouche mince, des yeux globuleux. Qui peut résister à la tendresse de ces yeux bleus d'E.T. On ne peut pas ne pas l'aimer. Les savants et médecins eux-mêmes, qui bousculent tout l'effort froid de leur laboratoire ambulant, ne sont pas animés de mauvaises intentions. Mais, encore une fois, ils ne peuvent rien comprendre, E.T. est le roi du mystère. Seul, perdu, il a besoin des enfants. Il est sous leur responsabilité, parait-il. Petit Poucet qui, au lieu de rencontrer l'Ogre, aurait séduit ses filles, le malin ! « Un astucieux dans un monde de requins qu'il rêve de mettre dans sa poche », ainsi se voit Spielberg à Hollywood.

Aux Etats-Unis, le film bat des records. On ne risque pas grand-chose à parier qu'il ira de même dans le monde. En Europe, certainement, où la vague déferle accompagnée d'un budget publicitaire qui ne lésine pas : affiches, placards, pleines pages, photos en feuilleton, voyages de journalistes qui jouent à qui sera le premier. Budget en accord avec l'importance de la sortie : cent soixante-sept villes et deux cent quatre-vingt salles pour la première semaine de décembre. Sortie justifiée par le chiffre des bénéfices : pour un coût de 1 milliard (de francs), 2 milliards de recettes aux Etats-Unis et au Canada — soit la culbute à 100 %. Enfin, il y a les disques, les T-shirts, les gadgets, les poupées : un million de mini E.T. fabriqués à Hong-Kong seulement pour la France, où elles sont distribuées par un Français de vingt-trois ans, inconnu, qui a tout fait l'allure du — man naissant, simple, rapide, efficace, flambeur, Laurent Zilberberg. Les médias le découvrent. On le fait parler, on le considère avec une admiration amusée, heureuse, semble-t-il, de pouvoir exhiber un risque — tout l'américain. Peut-être bien que la douceur malicieuse de E.T. commence à faire fondre le scepticisme bien de chez nous.

Mais, évidemment, tout ce battage ne servirait à rien, si presse ne serait pas envoiée et le public encore moins si le film, écrit Jean de Baroncelli, n'était un émerveillement, qui se prolonge bien au-delà de la dernière image, et dans des domaines profonds, hors d'atteinte des sollicitations publicitaires.

COLETTE GODARD.



Le copain tombé du ciel

par JEAN DE BARONCELLI

PREMIER miracle : il y a six mois, au Festival de Cannes, les invités de la soirée de clôture, gens réputés guindés, blasés et difficiles à dégoûter, se transformèrent soudain en « fans » de cinéma pour applaudir, pendant quelques minutes, le film de leur être présent et son réalisateur Steven Spielberg.

Depuis cette soirée, la renommée d'E.T. est devenue légende, et c'est auréolé de gloire et de dollars que le film nous parvient aujourd'hui. Sur l'extraordinaire ferveur qu'il a suscitée aux Etats-Unis, sur les retombées commerciales (« merchandising ») de ce raz-de-marée cinématographique, sur la personnalité de son auteur, déjà une fois champion du box-office avec le film de la mer, *Rencontres du troisième type* et les *Amateurs de l'arche perdue*, tout est à se serrer de comprendre les raisons de son triomphe.

Au terme d'une mission sur Terre, près de Los Angeles, des botanistes extra-terrestres oublient de rembarquer l'un des membres de leur équipe. Traqué par les policiers, le voyageur abandonné se réfugie dans le cœur d'une maison habitée par une jeune femme en instance de divorce et ses trois enfants. C'est là qu'Elliott, dix ans, le déniche, puis, l'instant d'après, décide de le prendre en charge.

Des premières images, Spielberg abolit le mythe de l'extra-terrestre menaçant et tout-puissant. D'E.T. on apprend qu'il est un être qui le haitement rauque et les gémissants. E.T. a peur comme nous pour un perdu dans un forêt. Ses manœuvres pour attirer l'attention d'Elliott (une balle renvoyée, des bonbons rapportés) sont d'ailleurs celles d'un gosse qui cherche à se faire remarquer et admettre par un autre. E.T., bien sûr, n'a pas d'âge (du moins l'humain), mais c'est ce qu'il y a en lui d'enfantin — sa faiblesse, sa timidité, ses maladroitness — qui rassure Elliott et le pousse à protéger cette sorte de gros bébé (ou vieillard) tombé du ciel.

Autre singularité d'E.T. : son apparence. Le réalisateur qu'on puisse dire est qu'E.T. n'est pas un play-boy de l'espace. Un peu tortue, un peu crapaud, vaguement ignare, avec un corps visqueux et un cou qui se dévisse comme un périscope lorsque quelque chose l'inquiète ou le surprend, il est affreux. Seul correctif à cette laideur : son regard. Un regard qui a la malice et la douceur appelant à la sympathie.

Une fois E.T. installé en compagnie d'Elliott, le film se comporte à garder. Curieux de tout et constamment affamé, E.T. est un hôte encombrant pour qu'Elliott puisse longtemps le dissimuler à son frère aîné et sa petite sœur. Les présentations sont faites et, tant bien que mal, une

(la mère n'étant toujours pas courante de rien) s'organise. Au fil des jours, E.T. apprend à balbutier quelques mots d'américain, à utiliser le réfrigérateur et se pique le nez à la bière, tripote avec intérêt le téléphone et la télévision, manœuvre des pompiers magiques en montrant des fleurs fanées, et, pour expliquer à ses compagnons d'où il vient, leur révèle les lois de la gravitation. C'est la première partie du film. Les gags et les trouvailles délicieuses y abondent.

A cette allégresse succède un brin de mélancolie. Parmi les amis qui lui ont été enseignés il en est un qu'E.T. ne cesse de répéter : « Home », « Home ». Elliott finit

qu'E.T. a le mal du pays, qu'il voudrait pouvoir communiquer avec sa famille et que, s'il n'y parvient pas, il se sentira neurasthénique et mourra. Mais, comme quiconque Elliott comprend ces choses, d'abord parce que des liens télépathiques l'unissent à E.T., mais aussi parce que lui-même souffre d'être séparé d'un père qui habite au Mexique avec une autre femme. Un parapluie, un porte-manteau et de quelques jouets ayant permis à E.T. de fabriquer son appareil de transmission, Elliott l'accompagne par la voie des airs (autre génie du bricolage, l'extra-terrestre possède le don de lévitation) jusqu'à la clairière où il doit faire son appel.

Alchimie de la tendresse

C'est à l'issue de cette randonnée que le drame se joue. Conséquence de son cafard ou de la pollution terrestre, E.T. brusquement dépérit. La vie s'échappe de son pauvre corps, et les adultes, qui, depuis longtemps, soupçonnaient sa présence, se précipitent à la recherche, se précipitent pour s'emparer de lui. Et son lit où la femme également le constitue, Elliott, avec sa remède-ménage médical et scientifique que provoque l'agonie de son ami. Il sait que les hommes sont incapables de sauver E.T. que lui seul peut-être établir un contact de le faire. Mais il ne peut déjà plus tard. E.T. va mourir, E.T. est mort.

On ne meurt pas si aisément chez les extra-terrestres, et, quand Elliott s'approche du cercueil de glace dans lequel son ami est enfermé, celui-ci murmure sa bonne nuit et cligne des yeux. Mais il l'arracher aux mains des policiers, des scientifiques et des fils. Tâche remplie, sous la direction d'Elliott, vont mener à bien les missions de la ville, et qui nous vaut la plus émouvante des poursuites.

Il y a du magicien dans Spielberg. Ne s'agit-il pas d'un jeu pour transformer en un vieux d'enfant ? Mais derrière ce magicien se cache un travailleur acharné, un professionnel exigeant, un cinéphile fou de cinéma. S'il est un film où rien n'est laissé au hasard, où tout est conçu, pesé, agencé pour séduire, c'est bien celui-ci. Un scénario écrit sur mesure (par l'assistant technique, la palme revenant à Carlo Rambaldi, créateur d'E.T.), une mise en images dont le rythme est celui d'un instantané pendant les scènes d'hôpital, de jeunes comédiens admirablement dirigés, bref une œuvre qui plait à tous : à l'adulte d'abord ce qui explique les succès d'E.T.

Pourtant le vrai succès du film est d'être un film qui parle au public, c'est ailleurs qu'il faut le chercher. Un

de la mort), c'est qu'E.T. d'un regard puisse se faire comprendre d'Elliott, et Elliott, d'un mot, « resusciter » E.T.

Cette carte du monde, Spielberg a eu l'audace de la jouer avec l'innocence de ses films héros. Certes on sait bien qu'en l'occurrence la féerie, la science-fiction (et même au mélodrame), l'extra-terrestre à l'émission, le cinéaste reprend à son compte de très anciennes recettes. De l'épique Pan au merveilleux voyage de Nils Holgersson, des récits d'Andersen aux fables de Walt Disney, il n'y a qu'un pas à E.T. d'innombrables autres. Mais la sincérité de Spielberg, sa foi en son message de l'humanité et de l'humanité, telles qu'il donne l'impression d'avoir lui-même vécu l'aventure d'Elliott et qu'il nous oblige, comme par enchantement, à la partager.

Le cet enchantement la fin du film apporte la preuve. E.T. sur le point de mourir à bord de la navette qui sera le remède dans son pays natal. Les larmes aux yeux, Elliott se penche vers lui, dit E.T. à Elliott. « Home », répond Elliott. Juste avant, deux petits mots inutiles mais inéluctables : « Adieu ». Et voilà que s'effondrent nos défenses, qu'est balayée notre crainte d'être dupé, escamotée notre lucidité, vaincu notre scepticisme, voilà qu'à regarder s'embrasser cet enfant et ce robot nous sentons que nous sommes tous des enfants.

C'est là que se joue le miracle d'E.T. Voir films nouveaux.

théâtre des
Amandiers
Nanterre

22 février-10 avril 1983
Bernard-Marie Koltès
COMBAT DE NEGRE ET DE CHIENS
31 mai-25 juin 1983
Jean Genet
LES PARAVENTS

Mises en scène de Patrice Chéreau

OUVERTURE

Vingt deux février mille neuf cent quatre vingt trois

Renseignements Abonnements t. 721.18.81

cabica

Massalia

qui l'ont pantois l'audacieux rô
malaxeur qu'eut jusqu'à l'été 1914
la plus ancienne de France.

Dix-sept expositions

1. L'Étalon réel mythique. — Château Borely.
2. Les peintres du Provençal. — Palais Longchamp.
3. Rétrospective Baya. — Musée Cantini.
4. Chefs-d'œuvre de peinture européenne du musée d'Alger. — Musée Cantini.
5. Fleuves du delta. — Fleuves d'histoire naturelle. Palais Longchamp.
6. Les Échelles du Levant et de Barbarie. — Chambre de commerce. Palais de la Bourse.
7. Les expositions coloniales de 1906 et 1922. — Hospice de la Vieille-Charité.
8. Voyageurs et voyageurs. — Bibliothèque municipale.
9. Marseille et l'Égypte au neuvième siècle. — Archives municipales. Palais Carli.
10. Sept siècles d'échanges entre l'Orient. — Archives départementales.
11. Mémoires de nos quais. — Musée du Vieux-Marseille. Musée Diamanté.
12. Médecine coloniale. — Musée Diamanté.
13. L'architecture provençale. — École d'Art Luminy.
14. Les dessins orientalistes d'un collectionneur marseillais au début du vingtième siècle. — Musée Grobet-Labadie.
15. Photographes du Maroc. — Bernard Bonnet. — Galerie Institut.
16. Vierge au Sahara. — Muséum.
17. L'Yvette du Provençal. — Exposition explicative au sein autres manifestations. Musée d'histoire de Marseille. Centre Bourse.

**

Tout un cycle de conférences, de colloques et de projections photographiques sur les expositions jusqu'à leur clôture, faite, sauf exception, à la mi-février. Tous les renseignements sur l'orientation des expositions de « L'Orient des Provençaux » peuvent être obtenus au service de relations publiques de la mairie, rue Saint-Jas-Torrens, 118, Marseille, tel. (91) 37-74-36.

cycle ■ conférences, de
de projections ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ les ex-
qu'à leur clôture, fixée,
on, à la mi-février. Tous
nements sur ■ ■ ■
■ ■ ■ de « L'Orient
aux » peuvent être ob-
vice de relations publi-
naire, 18, rue Stanislas-
■ ■ ■ Marseille, tél. (91)

du pape, puis fut «cul
» avec les malinges
les horreurs réciproques de la
chienne, et ne put oublier
la promesse par laquelle le dé-
tentement, de cette «dépau-
» d'Aubagne «capturé par des
pirates au croissant, par Mar-
» et Toulon, qui, prisonnier à Bou-
» de la France, fut relâché par
» Four l'amour de Dieu,
» nous bien présents et à venir
(sic) pour me racheter un
» mortel. Les maraudeurs de Bon-
» port, de la Méditerranée, et
» pirates marseillais, furent jetés
» mer par la populace locale et
» Napoléon I^{er}. En 1944, les
» durent partir les Marseil-
» lais, et marquer les Marseil-
» nous furent efflués à l'abri
» couvrir les Marseillais libé-
» ruteurs de Marseille. En 1982, on
» sur les murs, au plein centre
» Arabes : le bateau

« Le psychodrame m'a fait découvrir que j'avais besoin de me rassurer par l'aveu de la mort. D'autant plus que ces hauts et bas de la vie m'empêchent jamais d'aller à l'école. Je n'apporte aux Français la réalité ou l'image de mille inventions. Je suis vite en mesure de leur proposer des rêves, du café au lait, du bon vin, du bon divan, appelle-t-on ça le psychodrame ? »

Provence **radassière** (celle du XVII^e siècle exposée au musée Borély, qui est mollesse, mollesse que la version provençale de l'odalisque **soit radassée...**) Ce qui inquiète, c'est que même le principe de « L'Orient, c'est de l'argent » tend à s'effondrer aussi justement que l'énigmatisme arabo-berbère.

De 24 novembre au 7 décembre
Galerie Tausig
TAUSSIG-ANDRAC
 - La ville aujourd'hui -
Taussig-Andrac, les sujets sont suggérés plutôt qu'affirmés, faisant ainsi la place pour chacun d'une interprétation personnelle.

PIERRE BLANCHETTE
peintures récentes
DU 24 NOVEMBRE AU 23 DÉCEMBRE
A LA GALERIE REGARDS
 40, rue de l'Université (7^e)
 251-10-22
 14 h 30 à 19 h, lundi
DU 26 NOVEMBRE AU 16 DÉCEMBRE
AU CENTRE CULTUREL CANADIEN
 551-35-73
 tous les jours, de 10 h à 18 h
Entrée libre

SAGOT LE-GARREC
 24, rue du Four, 6^e. 326-43-38
WEISBUCH
Gravures
 Jusqu'au 24 novembre

GILLES TENDANCES
 105, rue Quincampoix - PARIS (3^e)
 278-61-79
MINAUX
Œuvres récentes
 Ouvert tous les jours sauf le dimanche de 12 h à 19 h
 Jusqu'au 11 décembre 1982

Gleizes
Léonard, Matisse, Gauguin, Braque
exposition ouverte du 27 octobre au 9 décembre 1982
sous le patronage de
 Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques
 11, rue d'Artois, 75008 PARIS

AFFICHES ET STAMPES
OLON
 AUX ÉDITIONS
 BLUE 1074 723-62-06

GALERIE JAQUESTER
 85, r. Rambuteau, 1^{er}, 508-51-25
Geneviève ZONDERVAN
 1^{er} dec. - 8 janv.

GALERIE DROUANT
 52, r. du Fg-St-Honoré
 75008 PARIS
 Tél. : 265-79-45
DELGO
 2 décembre-2 janvier

YANNI BUCHER
 53 rue de la Harpe, 6
Jean Dubuffet
des Peintures

La galerie Georges LAYROY
 présente
David GILLES
dessins
(très obscurs, très abstraits)
 9 décembre 82 au 10 janvier 83
 11, rue Mazarine, 75006 PARIS

WEILLER
 5, r. Gille-Cœur, 6^e. 326-47-68
LAUBIES
 Mardi au samedi 14 à 18 h 30

ARTCURIAL LIBRAIRIE
 UNE VRAIE LIBRAIRIE
 D'ART CONTEMPORAIN
 7000 titres français et étrangers disponibles.
 Catalogues sur demande
 9, avenue Matignon Paris 83 354 29 41
 mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

GALLERY DENISE VALTAT
 59, rue La Boétie - 75008 PARIS, 1^{er} étage
CHABRIER
 illustre
CHARLES TRENET
 « Chansons (in) Paris »
 L'ÉCRIVAIN
 Éditions Raoul Breton, 3, rue Rossini, PARIS 6^e 334 60 64

La Maison de la Lithographie
 110, bd de Courcelles - 75017 Paris
 - Lithographies - Aquarelles -
 2 décembre 1982 - 10 janvier 1983

TONY AGOSTINI
 GALERIE GUIGNÉ
 89, rue du Fg-St-Honoré - 75008 Paris
 - Peintures -
 5 décembre 1982 - 15 janvier 1983

AMBASSADE JEAN CAMION
 8, rue des Beaux-Arts
 Paris 6^e. Tél. 633-95-63
PIERRE LÉON
 Œuvres canadiennes
 d'inspiration américaine
 du 6 au 24 décembre 1982

14^e SALON des ANTIQUAIRES
 26 NOVEMBRE - 6 DÉCEMBRE 1982
 pavillon spacieux
 PLACES DE LA BASTILLE
 (7^e)
 mardi et jeudi 10 h à 23 h
 samedi et dimanche de 10 h à 20 h

AMBASSADE D'AUSTRIE
 4, rue Jean-Baptiste 13^e M^{re} Bir-Hakeim
EXPOSITION D'ARCHITECTURE AUSTRALIENNE CONTEMPORAINE
 Du 25 novembre au 22 janvier

LE BRONZE
 ses applications artistiques
 16 novembre/18 décembre
BERNHEIM JEUNE
 83, boulevard Saint-Honoré - 27, avenue Matignon
 Tous les jours de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 18 h. 30 (sauf dimanche et lundi)

COACH
 LEATHERWARE

 10 9500 - Coach Saddle Bag

Souples et décontractés, les "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit avec beauté.
 Ce sont les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag
 23 Rue Jacob, Paris 6^e
 326.29.17

MUSÉE RODIN
 77, rue de Varenne (7^e), M^{re} Varenne
DESSINS de RODIN
 Dossier 2 : UGOLIN
 L.L.J. (sauf mardi) 10 h - 17 h
 17 NOVEMBRE - 14 FÉVRIER

« LES ARTISTES DE MA VIE », PAR BRASSAI

arabica

Etienne dans l'un des catalogues ne fait plus briller l'œil des jeunes Marseillais. A l'opposé, le romantisme saharien, si remarquablement développé par l'exposition « Les hommes du désert », au palais Longchamp, ne paraît plus parler qu'à quelques individualités.

Est-ce à dire que le traumatisme de l'amputation impériale a broyé pour longtemps Marseille avec l'outre-mer ? A cet égard, les perspectives organisées — son sans cesse — ont permis d'être plus attentives dans la ville, avec un faste sardanaïesque, comme il y en eut en 1922 et sur les bienfaits de la médecine coloniale, patronnée depuis 1902 par l'Institut marseillais du « Châlier » au cours des fêtes de l'incoincident collectif provincial, expositions *"l'Empire"*, dont le souvenir, à l'heure de la décolonisation, fut chassé comme celui d'une mascarade par nombre de Français, surpris par le Costrairo *"exotique"*, par la mise en valeur minutieuse des identités culturelles colonisées. Le pavillon de l'*Algérie française* prouvait, en 1960, même si, comme on s'en doute, ce n'est pas le but, qu'il existait une certaine personnalité algérienne, que rien n'a greffé français, existait bel et bien.

L'appel, sous forme d'une votée d'expositions ■ d'innombrables manifestations annexes, lancé presque pathétiquement, par un petit groupe d'élus et d'intellectuels méri-dionaux, à la mémoire collective de leur province ne suffira pas seul à récon-cilier les Marseillais avec un présent dont l'Orient arabe - cet Orient qui, civilisation parlant, va de Tanger à Istamboul - est pourtant inexor-able.

Ce qui manque le plus peut-être à « L'Orient des Provençaux », après le défilé superbe des caravanes orientalistes, des parchemins inédits, des soleries persanes et des Corans chantournés, c'est un simple tableau statistique contemporain indiquant que sans la main-d'œuvre arabe la moitié des usines du département, sans parler des travaux publics, se-

raient en difficulté et que les fameux chômeurs bannis du cours Beethoven, s'ils ne sont pas tout irrémédiablement perdus, ont tout le moins volé d'autres œuvres disponibles sans lequel l'industrie musicale et l'agriculture de l'arrière-pays n'auraient pas la simplicité qu'on leur connaît. Ces faits dirigeants de tant d'absurdités entendues au pied de Notre-Dame-de-la-Garde, vous pouvez rencontrer chaque jour des Marsellais de bonne foi qui ne les savent pas, comme si ignoraient, au sujet de ces œuvres, leurs usages, que l'islam a pu, à son tour, inspirer des œuvres ou des inventions d'un type universel.

Nos voisins de l'autre riva-
ge désertèrent également leur rôle
à jouer, qu'ils ne jouent pas encore,
en faveur de la nécessaire reconci-
liation de Marseille avec elle-même,
c'est-à-dire avec tous les éléments
de la ville, de la région, de la zone
marseillaise Jean-Baptiste, dans
son livre *Quand Marseille tenait les
clés de l'Orient* (Payot, 1982),
nous apprend que les premiers
contingents de manœuvres kabyles
furent appelés par des haïliers mar-
seillais, qui les utilisèrent pour les
démolitions italiennes privisées. Au
même moment, sur un demi-million
d'habitants, la cité ne comptait que
cent mille autochtones français. Es-
pagnoles, Grecs, Italiens, ont depuis
été intégrés, comme le furent plus
tard les Algériens, les Marocains, les
soudanais, les vietnamiens, les indoné-
siens, les cambodgiens et autres colons
sauvages, les Barbares.

Les Arméniens, à Marseille et ailleurs en France, posent en revanche un « problème » inédit dans la mesure — cela transparaît bien chez l'écrivain marocain à l'ahar Ben Jelloun — où, si on leur parle d'« assimilation », ils crient à la « *dépersonnalisation* » et, si on les encourage au contraire à se ressourcer dans leur culture d'origine, ils ont l'impression qu'on leur refuse la lecture. En réalité, la réponse semble être dans la double éducation, comme les Arméniens, eux aussi à la forte personnalité orientale, grecque, chrétienne, assaient de la leur.

Carnet de rendez-vous

LES Editions Denoël sortent un nouveau album de Brassai, *Les Artistes de ma vie*. Il a été fabriqué aux Etats-Unis, parce que là-bas Brassai a beaucoup plus célébré qu'ici, on vend ses photos très cher, et les éditeurs n'hésitent pas à faire un nouveau livre de Brassai, au contraire. Le travail de Brassai nous nous plaisons à répéter ce pseudo-symbole, mais il est aussi musical. Brassai l'emploie lui-même, on partient de lui avec le même plaisir : c'est un personnage un tout petit peu décalé de lui une vertu de simplicité, de fiabilité. Qu'il a ou qu'il photographie, il a la politesse extrême de faire passer ces concu-

tions pour des actions d'évidence,
 comme la respiration, la marche, le
 beverage, il n'y a rien qui soit moins
 cher que les cheveux que pa, rien qui
 cherche aussi peu les sous-entendus,
 les degrés, et en
 temps rien qui ait autant la noblesse,
 car la photographie ou l'écriture
 sont seulement prises et mises dans
 le rapport humain, elles en sortent
 la continuation et le prétexte, elles
 sont un mode de contact, de relation
 monde et aux autres. Mais tout
 est clarifié, ce
 premier degré, sont peut-être davantage
 le résultat d'une ruse que d'une

ENTRETIEN AV.

[illegible]

photos prises il y a vingt ou trente
sont comme de petits
derrière des appels de
remémoration, des et des
accros autour desquels on
redécouvre le souvenir, une
venu. Il y a tout le
contraindre du prestidigitateur : il
les mystères de
avant : en son
apparaître le miroir son
modèle, il dévoile au public la
manche truquée à la photographie
(de laquelle s'échappent les
à jouer, les les caours,
à la réalité il dit :
voilà, cette photo qu', un rien, au

qu'elle m'été, en **1944**, l'interruption d'une conversation, **une** suspension ou sa **réunion**. Il témoigne au tribunal de l'histoire **de** **1944**, il **raconte** ses mémoires, **ses** légendes, **ses** mensonges. Chaque rencontre, qu'elle soit avec Bonnard, **Picasso**, Picasso, Braque **ou** Giacometti, **laisse** un petit **traces** autonome. Sans **avoir** pour rien **démontre**, il **reprend** **avec** **comme** **plus** **de** **30**, il **peut** **être** **un** classique.

H. ■

■ *Les Artistes* ■ ma vie, de *Primo*
aux *Deux* Denoël 298 F.

ENTRETIEN AVEC L'AUTEUR

Un grand reportage sur la vie humaine

« **J** E suis né en Transylvanie, dans les Carpathes, dans cette région du Sud où un grand population hongroise se mêle à des Allemands, c'est peu comme la Suisse, dit *Bras*. Mon père était professeur de littérature française, il avait reçu un congé d'année sabbatique, il voulait écrire un livre sur Béranger, il est venu avec sa famille à Paris. Quatre ans, j'étais un petit Parisien à l'époque de Marcel. J'allais pousser des voiliers avec mes amis autour du bassin du jardin de Luxembourg, nous avions vu Buffalo Bill avec son cirque et le Champ-de-Mars, et le roi Alphonse XIII. Les Champs-Élysées en France, c'était un spectacle à voir, on jouait sur les chers les fenêtres, on les avait pour les gens. Mon père avait loué un appartement avec quelques marches, on ne levait quand il y avait quelque chose à voir, à cause des attentats anarcho-bourgeois les gens craignaient les bombes jetées depuis les balcons dans des pots de fleurs. A l'époque il n'y avait aucun café sur les Champs-Élysées, ils étaient entièrement bordés d'hôtels particuliers.

« Mon père est revenu à Paris quand il a eu quatre-vingt-cinq ans, je lui avais envoyé en Hongrie un billet avec une réservation de wagon-lit, mais il ne l'a utilisé la nuit dans le couloir à parler avec des jeunes, il nous a apporté un bouquet de fleurs. Il nous a dit : « Je m'excuse à mon âge, j'ai le choix, ou je me dis je suis fou, et je suis bon pour mes amis ». »

- » **bourg** et regarder les gens
- » **cher**, ou je ne me rends
- » **compte** de mon âge et il me reste
- » **beaucoup** de choses à faire, j'ai

■ encore dix livres ■ écrire et je ne
■ sais pas par lequel commencer. ■

Paris se sont superposés dans ma tête : le Paris de mon enfance de 1904, et le Paris de 1924. Mais la fin des années folles à Montparnasse. Après la première guerre, j'avais déjà voulu revenir à Paris, mais je ne pouvais pas, car j'étais dans le camp ennemi, en Hongrie. La Roumanie avait déclaré la guerre à la Hongrie et nous avions fui à Budapest, j'y ai passé mon baccalauréat en 1917. J'avais le cœur à Berlin et Munich. Paris était plus intéressant, c'était le théâtre de l'expressionnisme, j'y suis resté deux ou deux années magnifiques.

« En 1924, j'ai débarqué à Paris. Pendant dix ans j'ai vécu un peu de journalisme, j'envoyais des nouvelles à quelques journaux hongrois. Je suis arrivé très tard à la photo : je ne la détestais pas, mais elle ne m'intéressait pas. Vers 1930, j'ai mené une vie de noctambule, j'habitais Montparnasse, je sortais la nuit pour... Dôme, j'ai eu beaucoup d'amis. Les choses de la nuit

ne l'ont impressionné et je _____
 que _____ photo pourrait l'expli-
 quer, une femme m'a prêté un appa-
 reil. Pendant _____ mois je n'ai fait
 que _____ photos de nuit. Je sais
 tellement le moment où j'ai pris ma
 première photo, c'était en février ou
 en mars 1930. J'écrivais à mes _____
 et je ne leur racontais ni mes
 _____ ni les petites
 escroqueries que je devais faire pour
 survivre, je travaillais comme nègre
 pour _____ journaux allemands, j'écri-
 vais _____ un peu fictives, _____
 j'ai recopié un article dans un
 journal pour le revendre _____
 Quand j'ai lu _____ sorti en 1932,
Paris de nuit, _____ photographes
 tellement méprisés qu'il fel-

■ La photo la plus difficile dans la vie est celle à gagner avec qu'on aime faire. Si on veut vivre de la photo professionnellement, on vendra, on fait la publicité, beaucoup ont commencé la lutte.

J'ai eu la chance d'orienter ma vie, et c'est ce que j'aimais. Quand je travaillai pour la *Coffure* à Paris, je m'attachais à des cheveux, mais à partir de 1935 j'ai travaillé à *Harper's Bazaar*. Je ne savais pas encore Brodovitch, Carmel Snow m'a demandé : « Qu'est-ce que tu m'as proposé, Bras-sai ? » j'ai dit : « J'ai vu l'histoire de Beuane, j'ai trouvé une esthétique... Alors faites-la. Ils m'ont donné confiance. C'est grâce à Pierre Bonnard, Matisse, j'ai pu photogra-

- Aujourd'hui je [] par photos, je vis dans leur monde. Je n'ai jamais publié la plupart [] que j'ai photographiés et je crois [] je vais sortir [] livres. En regardant en arrière, je m'aperçois que j'ai [] mal voyagé [] qu'il y a [] peu [] entre les vies humaines. Elles ont un rythme qui [] déroute de la [] façon. Au fond j'ai [] un grand voyageur au

**Propos recueillis par
HERVÉ GUIBERT.**

C'est là que les pays arabes riches, car il n'y a pas à Marseille que des Maghrébins, même s'ils constituent l'immense majorité des cent mille Algériens de l'agglomération — et puis il s'agit de savoir si la « solidarité arabe » peut au moins se traduire sur le plan culturel ! — ont, donc, que le capital arabe devrait intervenir. Mais pour favoriser l'implantation d'industries culturelles arabo-musulmanes plus impressionnantes que celles qui existent déjà, il faut évidemment en changer la façon, bilingue ou non, de leur présentation déguisée de quelque part unique et pour installer dans le grand port une « vitrine » de la civilisation, des économies, des réalisations, projets, attraites en tout genres de l'aire arabe. Pourquoi pétrodollars et pétrofrancs ne financeraient-ils pas une tournée de la grande « Opéra du monde ? » Faut-il à l'Opéra de Marseille ou ne permettraient-ils pas aux orchestres unifiés ou, égyptiens, algériens, tunisiens ou, égyptiens, danseurs des hauts plateaux algériens de se produire l'un sur les places des villes provinciales.

Pour le moment, la Maison de l'étranger, ouverte à Marseille en 1977, et unique en son genre en France (le *Monde* daté 14-15 novembre 1982), a reçu l'appui, et encore ~~malgré~~ cette année, que d'une seule ~~voie~~ d'émigration : la

Grèce, L'Algérie, malgré les visites et les conventions d'échanges entre les municipalités marseillaise et algérienne, n'a pas encore relevé le défi. Quant à l'argent de la péninsule Arabique, il préfère, pour l'instant, à 100 km de 200 kilomètres à l'est de Marseille, à l'embouchure du Rhône, à des sites où deux des villas principales — de style oriental quelquefois, il est vrai, comme le révèle l'une des dix-sept expositions marseillaises... Nul coreligionnaire marseillais n'est encore venu aider les mahométistes pauvres de Marseille à montrer qu'ils ne sont ni des « *Soudais* », ni des « *sauvages* ».

Pasque tout, est encore à faire pour que l'infortunée Casabière ne devienne pas un jour, pour de bon, une ligne de démarcation. On aurait tort de sous-estimer la place que la culture au sens le plus large, le plus humain, du terme peut tenir dans le développement d'une région méditerranéenne où l'homme a toujours été le pôle d'attraction au vertige du mépris et à la rendrez à son ancien travail au profit d'une meilleure compréhension entre les hommes de la Méditerranée. Demain comme il y a cinq cents ans, l'avenir des relations méditerranéennes peut être basé sur une nouvelle façon de jouer autour du Vieux-Port.

(1) Paul Morand. *Méditerranée, mer des surprises*. Mame, 1938.

théâtre 13
MAIRIE DE PARIS
COMPAGNIE MORIN TIMMERNAM
LORENZACCIO


LIERRE THÉÂTRE 22, rue du Chevaleret (13e) ☎ 586-55-83
En alternance :
ARMABITION un texte de JACQUES LAFONT
L'OPERA NOMADE mise en scène Farid PAYA
Direction musicale Jean-Michel BAUDOUIN
Les portes seront fermées dès le début de la représentation

**V.O. : ÉLYSÉES-LINCOLN - STUDIO ST-GERMAIN - PARNASSIENS
FORUM CINÉMA - OLYMPIC ENTREPOT**

BERNARD DAUMAN ■ JEAN-JACQUES FOURGEAUD présentent

New York 42^{ème} Rue
(FORTY DEUCE)

Le nouveau film de PAUL MORRISSEY

Promotion-Distribution ARTS et MELODI 1982 

ACCÉ ŒUVRES
de
DARIUS
MILHAUD

ASSOCIATION POUR LA

PROGRAMMŒUVRE XXV

CRÉATIONS DE	<i>par le</i>	Jeudi 2 - 20 h 30
CÉCONI	QUINTETTE A VENT	ÉGLISE DES BILLETTS
LACHARTRE	DE	24, rue des Archives - PARIS 4
TAMBA	PARIS	■ Hôtel-de-Ville ■ Parking ■
		Prix des places : 15 F, 10 F
		■ FNAC-ALPHA ■
COLLABORATION	DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS	■ sur place, une demi-heure avant le concert

« BANANE FLAMBÉE » SUR FR 3. « ITINÉRAIRES » SUR A 2

Deux surprises en perspective : ■■■ propose ce soir — les 8, 22 et 30 décembre — sous le même titre : « Banane flambee », qui fait suite, bien sûr, dans le mot et l'esprit à « L'écho des bananes », trois émissions qui pourraient bien se prolonger en série si elles recueillent assez d'écoute. Espérons-le et gardons sur nos magnétoscopes ce qui pourrait devenir une collection des meilleurs « serais de machines » de France-Musiques qui, de l'Afrique aux Etats-Unis en passant par tous les Etats de la Caraïbe, commencent d'être reconnues — enfin — pour ce qu'elles sont, sur la petite écran.



Le 8 décembre, donc (on s'en doute) le 23 à Carla Eley et le 30 à John Mac Laughlin) on pourra réécouter (ou découvrir, grâce à Vincent Lamy et Mickie Hasson, films par Philippe Récès) quelques-uns des meilleurs concerts de jazz américains récents pendant une journée, une nuit et une journée encore à Tropica rythmes, une grande fête tropicale... organisée par Thierry Nossin en juin dernier au pare de La Courneuve près de Paris. Récès, Hasson, Lamy, Nossin, sont éternellement pleins d'humour, grand maître de la salsa : Guy Konket, ~~musicien~~ compositeur, grand maître du la gadelouppéen ; Touré Kanda ; Cabo Verde Show ; et pour finir Jimmy Cliff, enregistré ici d'abord à Salsom-
 198

Deux jours plus tard, le 10 décembre, c'est Antoine 2 qui nous propose, au autre reportage sur un foyer de travailleur social à Paris, pour être près de Paris. Cette fois, nous nous occupons malheureusement de Sophie Richard, une filmée avec James Thour pour le magazine « Itinéraires » essaye de garder en pleine métropole ses rites, son rythme et ses fêtes. C'est à l'une d'elles qu'on assiste. Dans ces traditionnelles entre les murs ripolines de ~~la~~ du foyer, danses - oiseaux, danses lentes, chants-récits, et aussi, fait exceptionnel, le grande gâchette malienne, ~~le~~ Keka, est le temps de son pays, et qui chante au milieu des viages penalis.

Un reportage comme on en voit peu à la télévision. Il n'est pas parfait (le ton reste un peu trop « ethnologique »), mais il fait rêver à des voyages plus approfondis, plus intimistes, sur les différentes communautés étrangères en France.

Ces deux émissions marquent peut-être le début d'une ouverture qui répond au souhait exprimé dans le fameux rapport Giscard, qui a créé tant de résonances à sa publication en octobre dernier (*le Monde* du 3 novembre).

Ce rapport, qui propose une révision des émissions de radio et de télévision destinées aux immigrés, considère que les émissions « ethniques » entretenaient des « ghettos », et préfère des émissions « solitaires » portées dans les programmes. Les personnalités de « Mosaïque » international se sont inquiétées de voir disparaître des émissions qu'il leur est nécessaire de maintenir et même de développer. Alors, en particulier, depuis quelques années, les programmes obligés de l'immigration, les associations d'immigrés, les consultations, réunions, textes se multiplient depuis trois semaines.

Alain le syndicat C.F.D.T. de l'ADRI (1) se déclare d'accord avec le rapport Gaspard dans son ensemble, il ne s'inquiète pas des menaces qui pèsent sur l'avenir de « Moskou » contrairement à ce qui a été écrit. Il se félicite de la « dévotion » des militants et des pratiques de l'équipe. Il s'inquiète plutôt que « le rapport reste dans un écart » sur la situation de plus en plus confuse et incohérente qui règne actuellement à l'ADRI (mesures contradictoire, rumeurs de reconstruction, etc.). Cet organisme qui recouvre beaucoup d'activités autres que

« Mosaïque » : formation professionnelle de travailleurs sociaux, d'animateurs, organisation de manifestations culturelles, etc., pense qu'un magazine spécifique peut continuer d'exister : « Mosaïque, oui, mais pas comme ça et pas que ça ! ». C'est l'avis d'un certain nombre de journalistes et de techniciens qui ont quitté « Mosaïque » en septembre, et qui élaborent présentement un projet d'ensemble.

« Ils pensent à deux grands magazines spécifiques séparés : un d'information, un de variétés — qui continueront d'être diffusés, mais gratuitement, par FR3, qui ne seraient financés par le PAF, mais pourraient être réalisés en coproduction par différents ministères ou organismes comme le C.N.D.P. Ils considèrent parfaitement que l'ensemble des chaînes doit s'ouvrir aux multiples expressions des populations immigrées, et en particulier aux jeunes.

C'est aussi l'avis d'une trentaine d'associations d'immigrés, réunies à la Maison des travailleurs immigrés, à Paris, le 20 novembre : maintenir un magazine profondément transformé et indépendant ; prendre en charge d'autre part l'immigration dans les divers programmes des chaînes inscrites aux cahiers des charges. Au secrétariat d'Etat sur immigrés aucune décision n'est prise. On réfléchit. Les directions des chaînes semblent encore très réticentes. D'abord pour des questions d'argent.

CATHERINE HUMBLLOT.

* a Banane Kambôe, martedì
8 dicembre. PR 2. 21 h 30.

★ «Itinéraires», vendredi 10 décembre, 22.16 h. 55.

« LES PRÉDATEURS » DE JEANNE LABRUNE SUR ANTENNE 2

PERSONNE ni ne
sort, c'est un huis
clos, un piège où passé
et présent toile d'araignée et per-
laquelle une douzaine de ris-
piénot, s'embrêlent.
glisser sur le monde
Prédateurs, de Jeanne
familiariser avec un fleur-laby-
mystérieux magique,
qui à un homme, (qui
ce respire, voit,
encore
poupées démenties ou
étrangement Jusqu'aux
pervers. Ensuite, regarder
d'un microcosme
cachette, sociale,
sphère étouffante,
un peu
au petit écran, si
parfond.

mis, dont du film tente
déterminer
(Nini Crajon) l'in-
vertie, image
quée, à l'écro-
beaux deux yeux. Les
qui ? Mario, un paquet
au regard trouble, toujours
aguts, le photographe
d'ombres humaines, magni-
interprété
che à la fois, blanc, (Maurice
Garrel), le colonel, qui porte en
lui le haine de l'homosexualité ?
La n'est pas l'homme. C'est
amère, romance, récit, qui
Nul pour le une ré-
sistance, obsessionnelle.
protusion
nos
en quelques-unes,
remment — la
d'un
vrais, rougeur grenat d'un
morceau viande, qui
monte sur le, qui,
récit, son font, par l'usage
la répétition, symboles, points
de repère, se contentant d'atant-

Le **maître** commence par exa-
mine **anodine**.
corps
 (homme-femme) pris **un**
 passionné. **Par**
On apprend
 hasard qu'un crime a été com-

être des choses acceptées
 en tant que telles, toujours
 comprimés dans les meurtris-
 ses de la vie. Les
 pulsions secrètes, nos
 inavouées, nous impu-
 isse posséder l'Image
 parfois l'Image
 matographique (mise en scène,
 plans, plans séquences,
 y passe), un
 bonheur, la photographie qui
 la fonde, lui
 lui reprocher une esthétique
 visible, de ne
 une approche impression-
 niste hyperbaisme
 situation dramatique
 présente On
 l'obscénité, Prédateurs
 d'une scandale, qu'il se

MARC GIANNESINI

20 h 35.

LETTRE FERMÉE > : PIERRE GOSSET SUR ANTENNE

Des roses remuées par les vagues. Des paquebots en partance... Océan gris-vert, espace, vent. La mort est un départ définitif. La vie de Pierre Gosses était — ~~un~~ permanent. Et l'émision que Marianne Gosses a faite pour son père — après la mort de celui-ci — est pleine d'air, de mer, de ce grand mouvement qui l'a mené de l'Asie à l'Afrique et aux Etats-Unis. Souvenirs -écrits (« J'ai ~~un~~ ans, la vis sur un bateau avec vous »). Images -écrits (« J'ai sept ans, le ciel est bleu comme la mort »). Le regard de son

père. Et cette [] ne
pas tout savoir [] cet homme,
de [] grand reporter, complice
de [] d'expériences avec []
femme. « Qui est-il ? », deman-
de [] du secret de
chaque être, si fragile [] os
manque face à [] mère, si forte,
si dense et sculpturale. Dia-
logue étonnant de ces []
mes, unies [] le même
et par l'absence totale
convention, des faux -
biens

Les pages de Flandres blent celles de Florde. Le film d'une Gossat est le n'a cherché à rappeler étapes, la vie, les écrits, du couple légendaire, d'est un film d'amour, rapro- Filmé l'éclairage et pages d'Ostende. Un film intime, ouvert et vi-

★ Dimanche 5 décembre. A 2.

22 to 30.

Un film

FIEVRE SUR ANATAHAN

Film japonais de Josef von Sternberg (1953), avec A. Negishi, T. Suganuma, K. Sawamura, S. Makamaya, J. Fujikura.
A 2, 2 h 06.

★ ★ L'obSESSION de MariSne dans l'adaptation d'une histoire rEelle de la deuxiEme guerre mondiale, reconSIDerE par l'imagination de Sternberg. Un groupe de naufragEs de la guerre du Pacifique se disputent une femme abandonnEE avec eux sur une Ile dEserte, hors du monde. Une fois libErEe, devient-Elle le fantasme des hommes ? Les choses changEnt de peintures au film. D'autant pour Elle. Sternberg a travaillE un petit studio de Kyoto — jungle artificielle, en prEte baroque du Japon, de la vie et des instincts ormiTis. Les relations entre Akami Negishi, la seule femme sur la terre, et attise les passions par ses attributs Erotiques, son charme inconsciemment pervers. Ce fut le dernier film du crEateur ensorcEl. Il le considEravit comme son meilleur — J.S.

PREMIÈRE CHAÎNE ■ TF ■

11 h 15 TF1 Vision plus.
12 h 10 Météorologie.
12 h 10 Juge [REDACTED]
12 h 30 [REDACTED] occur.
13 h Journal.
14 h 35 Émissions régionales.
14 h 05 La porcelaine à Limoges.
[REDACTED] C.N.D.P.
18 h C'est à vous.
19 h 25 Le village dans les nuages.
20 h 30 Mémoires d'enfance.

8 h 05.45 h. inv.
 h 25 Variétés régionales.
 h 45.50 h. wcm. pian.
 10 h Journal.
 h 25 Variétés : Patrick Sébastien.
 Le baléroun imitateur, enregistre-
 ment.
 h 25 50 h. Madame S.O.S.
 Baléroun : A. Dhanout, avec
 A. Corry, J.-F. Daras.
 N° 4 : «seri monnaie : Tanga
 1000 francs, 1000 francs de
 Rouvenement, Mme M.S., da-
 quise en «Baboune, perniert à
 1000 francs de quitter son mari.
 Un festin, médicos.
 h 25 Histoires naturelles : L'Es-
 pagnol «Doré à Dakar.
 10 h 10. 10 h 10. 10 h 10. 10 h 10.
 h 25 Journal et cinq jours en

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

2 h 30 **ANTI.O.P.M.**
 2 h **Journal.**
 2 h 15 **Jeu : l'Accidenté des neiges.**
 2 h 30 **Journal.**
 3 h **Émissions régionales.**
 3 h 30 **Série : La Vie des autres.**
 3 h 45 **Aujourd'hui la vie.**
 4 h **Le Théâtre.** **Le Théâtre** du **Québec**
 et **de la sainte.**
 4 h 15 **Série : Le voyage de Charles**
Darwin.
 4 h 30 **Reprise : Planète bleue.**
 4 h 45 **(D.R. de 20 h 30 à 21 h 30)**
 5 h **10 h 15 minutes.**
 5 h 15 **Inde : un dialogue-mémoire (le**
théâtre)
 5 h 30 **Jeunesse en musique.**
 6 h 45 **Résumé A.**
 6 h 50 **Légendes indiennes du Canada**
30 C'est la vie
 7 h 30 **Jeu : Des chiffres et**
lettres.
 8 h **Émissions régionales.**
 8 h 45 **Le théâtre de Bourard.**
Journal.
 9 h 35 **Théâtre : Les tribulations de**
Manfred.
 9 h 45 **Le théâtre (première partie).**
 10 h **Drapé l'œuvre de M. Skou-**
loudis Avec L. Papas, M. Kots-
akakis et Sotomaa, M. Benichou.
 10 h 15 **Per. ou sortent les enfants?**

Telle est la question que se pose un jeune homme de vingt ans

Magazine littéraire de R. Fivot.
Le temps comme il passe.
A. J. Aron (Le Singe de la montre).
G. Le-gouge (Le Singe de la montre).
J. Marné (Les Dents associées).
D. ... (Le Singe de la montre).
J. Affah (Le Singe de la montre).

Ciné-club (cycle Sternberg) :
Flèvre sur Anstehen.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les Joueurs.
 19 h 55 Scène de la vie de province.
 19 h 10 Journal.
 19 h 10 Émissions régionales.
 19 h 55 Dessin animé.
 Il était une fois l'espace.
 20 h Les Jeux de vingt heures.
 20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
 La vente forcée.
 20 h 35 La mise nécessaire de Monsieur Cyclope.
 Rumeurs sur Andalous.
 20 h 35 Le nouveau vendredi : Kadhauf ou le défi permanent.
 Document de la télévision suisse romande, reportage de J. J. Oudin et R. Mich.
 Le colonel Kadhauf, un personnage qui prêche la révolution

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE**
spécialement destinée
à ses lecteurs
résident à l'étranger

FRANCE-CULTURE

[illegible]

ANCE-MUSIQUE

2. Musiques du matin : œuvres de Dvorak, Rossini, Haydn, Haendel.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75207 PARIS CEDEX 03
C.C.P. Paris 4207-73

ABONNEMENTS

1 an	6 mois	3 mois	12 mois
FRANCE			
224 F	515 F	715 F	500 F
TOUS PAYS FRANÇAIS PAR VOIE NORMALE			
284 F	1 039 F	1 495 F	1 100 F
ÉTRANGER (par airmail)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
264 F	HT	835 F	1 670 F
IL - SUISSE, TUNISIE			
436 F	HT	1 052 F	1 500 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : me prévenir, m'écrire, m'inviter à formuler leur demande non supérieure au mois avant leur départ.

Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

[illegible]

• **Liszt** (F.M.)
 9 **juin** 1811 - 30 **juillet** 1886
 L'oratorio *Christus*, dernière
 œuvre religieuse de Liszt, avait
 mérité à sa création l'admiration
 du public. Il s'agit celle de
 Wagner qui, pour n'avoir pu
 supporter l'audition intégrale
 n'avait pas moins déclaré que
 « c'était à Rome aussi
 qu'infatigable.
 C'est
 carité à
 quelques il se rapporte ». On a
 depuis les effets d'un
 vous par Liszt, et
 pibicos profanes de Liszt,
 oratorio, inspiré
 Bach et composé d'après des
 chants grégoriens, n's conne
 une glorieuse carrière n
 ailleurs. Olivier Be
 répare cet oubli, montrant
 que
 œuvre, par son fave
 du pittoresque, bien ce
 auteur avait voulu qu'elle
 prédication par
 authentique fervente
 T. Fr.

Mardi 7 décembre

Deux films

JOHNNY GUITAR

Film américain de Nicholas Ray (1954), avec J. Crawford, B. Hayden, M. McCambridge, E. Sawyer, W. Bond, B. Cooper, E. McGuire.

FR 3, 20 h 45.
* La passion amoureuse, la haine raciale et la vengeance animant d'une tension fulgurante ce western baroque, emporté par le lyrisme de Nicholas Ray, particulièrement inspiré. Patrons d'un saloon, construisent sur un pion rocheux, Joan Crawford, superbement marmottée, retourne l'homme de sa vie, et jouant du piano en robe blanche, tient tête à Marjorie McCambridge, furie noire, venue avec une bande de

lyncheurs pour mettre le feu à son établissement et la pendre. Un régime de gilets de diligence se cache sous une cascade, et la guitare de Sterling Hayden chante le pouvoir de l'amour.

LE SINE DE JORD

Film québécois de Robert Morin (1960), avec T. Power, L. Drapeau, R. Robitaille, G. Sordani.

FR 3, 23 h 10.
* Histoire sans surprise. On sait bien qu'il est arrivé, l'homme au masque. Mais l'homme au masque a bien d'autres visages, les aventures sont répétées, et l'homme au masque a des sous de cobalt.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 15 Télévision scolaire.
11 h 15 Télévision scolaire.
12 h 10 Juge Box.
12 h 30 A tout cœur.
13 h 10 Journal.
13 h 45 Les sports-midi de TF 1 : Féminin présent.

10 h 15 Télévision scolaire.
11 h 15 Télévision scolaire.
12 h 10 Juge Box.
12 h 30 A tout cœur.
13 h 10 Journal.
13 h 45 Les sports-midi de TF 1 : Féminin présent.

20 h 30 D'accord pas d'accord

(N.C.).

La Bible des consommateurs.
20 h 35 Téléfilm : L'Épreuve.
De Marivaux, réal. H. Santelli, prix Fondation de France, Avec A. Daudou, J.-L. Moreau, V. Pradal.
Un dévouement théâtral, inspiré d'une pièce de Molière, bien joué, et mis en scène par un grand réalisateur : un spectacle complet.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 AN.T.L.O.P.E.
10 h 55 Sport : Une Descente d'été, en direct de Val d'Aoste.
12 h 05 Journal.
12 h 30 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 05 Série : La vie des autres.
14 h 10 Aujourd'hui la vie.
15 h 05 Série : Super Jaimie.
15 h 10 Répétition : la nouvelle africaine.
(Dir. de l'émission : M. J. 35.)
16 h 45 Émission : Aide et action : les enfants du monde.
17 h 30 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre : Boulevard.

20 h 30 D'accord pas d'accord (N.C.).

20 h 40 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

Téléfilm de M. Prydzland, Avec O. P. Ardi, J. Lescot.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

20 h 45 Les sports-midi de l'écran : Jupiter St.

Émission d'E. Mitchell et G. Jour-d'hui.

Actualités Gaumont : 19 h 40.

deuxième partie : Tom et Jerry.

20 h 45 Cinéma : Johnny.

De Nicholas Ray.

23 h 10 Cinéma : Le signe de Zorro.

De Douglas Sirk.

0 h 10 Prélude à la nuit.

Une larme. M. Moussorgsky, par M. au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Entretien avec le

Père Pierre Ceyrac. Livres d'été.

C. Chassagny : la pratique

des mots : une pédagogie vivante

pour les enfants dyslexiques.

8 h Les chemins de la connaissance :

Le fer et la civilisation : à 8 h 30.

La bibliothèque bleue : à 8 h 30.

L'herbe des salades.

9 h 10 La matinée des auteurs :

A. Boudhio, directeur du Centre

de recherches économiques et

politiques à Tunis.

10 h 10 Un quart d'heure avec...

A. Gillois.

11 h 10 L'heure de la musique :

perception (et à 11 h 15 et 17 h 15).

12 h 10 Panorama.

13 h 10 L'heure de la vie :

"L'Amour" de G. Pussay.

14 h 10 L'après-midi de France-

Culture : Le monde au singulier.

15 h 10 Points cardinaux :

à 15 h 30, à 17 h 30.

16 h 10 Feuilleton : Les voyageurs

sur la terre.

17 h 10 L'heure de la science :

catastrophes, une philosophie

scientifique, par R. Robert.

20 h 10 Dialogues : Comprendre les pra-

tiques culturelles, par R. Fillau-

du. Avec R. Chartier et P. Bour-

dieu.

23 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 Musiques du matin :

à 6 h 30, à 7 h 30, à 8 h 30.

8 h 2 Quotidien-musique.

9 h 2 Les musiciens :

Bach et sa famille.

12 h 2 La musique populaire d'au-

jourd'hui.

13 h 2 Jazz.

14 h 2 Opérette : œuvres de

Messager.

15 h 2 La musique : œuvre de

Alain.

16 h 2 Les enfants d'Orphée.

17 h 2 Winaretta : l'œuvre d'Edmond

de Polignac, œuvres de Taille-

ferre, Milhaud, Poulenc, Sauguet,

Francis, Stravinsky.

18 h 2 Répertoire contemporain.

19 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Mendelssohn.

20 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Beethoven.

21 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Brahms.

22 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Wagner.

23 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Mahler.

24 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Tchaïkovski.

25 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Liszt.

26 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Schumann.

27 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Chopin.

28 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Debussy.

29 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Ravel.

30 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Fauré.

31 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Saint-Saëns.

32 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Bizet.

33 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Berlioz.

34 h 2 Les intégrales : les sympho-

nies de Goun

DOCTEUR

CHAI
THEATRE NATIONAL

LE PERE
Strindberg • Otomar Krejča

Théâtre Gémier
Du 18 novembre au 22 décembre.
20 h. Dimanche 15 h.
10 h. dim. soir et lun.

727 8115

ODEON
THEATRE NATIONAL

MEAN STREET (A. v.a.) (**) :
Olympio-Luxembourg, 6° (633-97-77),
12 h et 24 h.

MÉDÉE (R. v.a.), Saint-Ambroise, 11°
(700-99-16), mar., 22 h.

MON ONCLE (Fr.), Tempeliers, 3° (272-
94-56), sam., dim., 14 h et 16 h.

MORT A VENISE (R. v.a.) : [] Ga-
lende, 3° (354-72-71), 16 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A. v.a.) :
Studio Galende, 3° (354-72-71), 18 h 15.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.a.) : Châtelain-Victoria, 1° (508-
94-14), 22 h 20.

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A. v.a.) : Châtelain-Victoria, 1° (508-94-14),
14 h 20.

QUI CHANTE LA-BAS ? (Yong. v.a.) :
Saint-André-des-Arts, 6° (326-48-18),
12 h.

REMBRANDT PEINT 1669 (Holl. v.a.) : St-Ambroise, 11° (700-99-16),
mar., 20 h.

LE ROI ET [] (Fr.) : Cinébois, 6°
(633-10-52), 14 h, 18 h et 40 h.

SEPPATO (A. v.a.) : Châtelain-Victoria, 1°
(508-94-14), 17 h 40, sam., 0 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE
SHOW (A. v.a.) (3°) : Studio Galende,
(354-72-71), 22 h et 0 h 20.

TAXI DRIVER (A. v.a.) : Studio
Galende, 3° (354-72-71), 14 h ; Boite à
film, 17° (272-94-22), 22 h 30.

TOMMY (3°) (Ang. v.a.) : St-Ambroise,
11° (700-99-16), sam., 22 h 45.

VIVA [] (A. v.a.) : Ciné-
Beauvoir, 3° (271-52-36), jeu., ven.,
sam., mer., 12 h.

OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - SA-
LLES - LES IMAGES - SAINT-GERMAIN
OLYMPIC LUXEMBOURG - NATIONAL

**BERNARD
LAUREN HUTTO**

UN FILM DE
DANIEL SCHMID

JEAN
HECATE

LES FILMS
PRIME PAR LA F

ODEON
THEATRE NATIONAL

PELOUSE DE REUILLY
Vendredi 3 déc. ■ 20 ■ 30
pour
AMNESTY INTERNATIONAL
ACHILLE ZAVATTA
LOC. : 3 FNAC ou vente sur place
une demi-heure avant le spectacle
Prix des places : 50 F

**LE CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR
DE MUSIQUE DE LYON**
3, rue de l'Anglais - 69001 LYON
Tél. : (7) 439-43-42
recrute trois pianistes accompagnateurs.
Candidats aux inscriptions
le 6 décembre 1987.

GAUMONT COLISÉE - OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - SAINT-LAZARE PASQUIER - GAUMONT BERLITZ
GAUMONT HALLES - LES IMAGES - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - OLYMPIC ENTREPOT
7 PARNASSIENS - OLYMPIC LUXEMBOURG - NATION - CYRANO VERSAILLES - 3 VINCENNES
4 TEMPS La Défense - ARGENTEUIL.


 BERNARD LLOYD
 LAUREN HUTTON
 UN FILM DE
 DANIEL SCHMID
 AVEC
 JEAN BOUISE
 PASCAL JARDIN
 ECRIT PAR
 MAÎTRESSE de la Nuit
 LES FILMS GALATÉE GÉRIC DISTRIBUTION GAIMONT
 PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA

**1^{ER} DÉCEMBRE
14 DÉCEMBRE
1982**



Amo la noche, mística
e inexplicable

OLYMPIC ST-GERMAIN - LA PAGODE
RÉPUBLIC CINEMA
LE DENFERT - OLYMPIC MARILYN

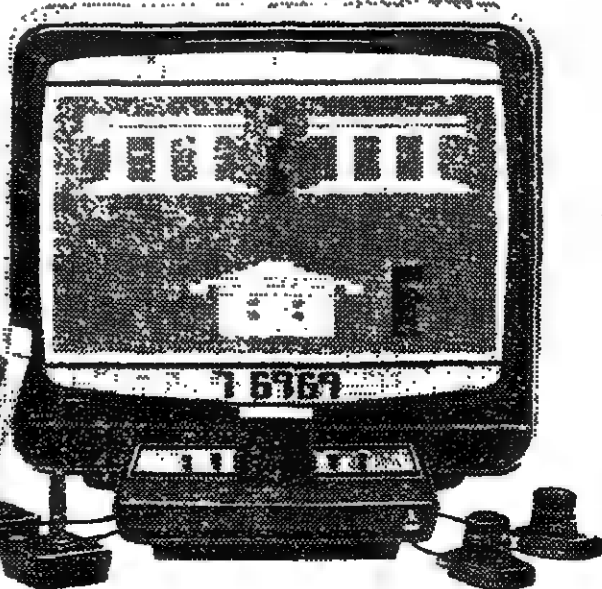
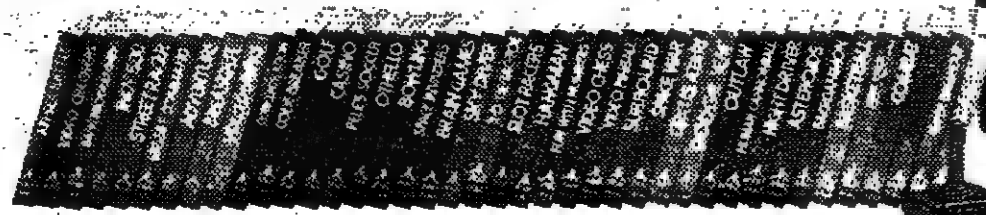
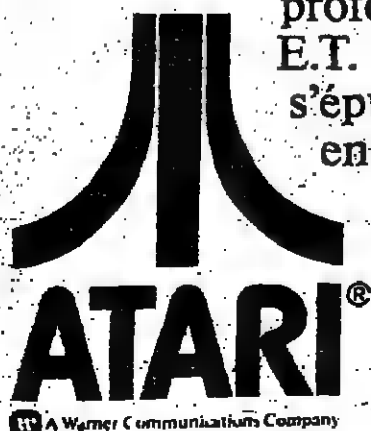
RUIZ - CAPRA - MARUSE - CHAHINE - OWOSKIN
VECCHIALI - JADDEND - ROHAUER - MAGNANI - SYBERBERG
SARA MONTIEL - GARREL - MORETTI - MOULLET
BUNUEL - CIMINO - IMPERIO ARGENTINA - ALAOUIE
TOUITA - DEMY - ALEKAN - KOBAYASHI - CARLOS GARDEL
RIVETTE - LANG - WHALE - BILL DOUGLAS - XIEJIN
HILDEGARD KNEF - KONIGS - STAUDTE - FULLER - JOSELITO
VISCONTI - TECHINE - BITAI - MAAX - CAVALCANTI - CISSE
SERIE B - AULEN - JACQUOT - WENDERS - HUI...



E.T.

**Une grande star du cinéma,
nouvelle vedette des jeux vidéo Atari.**

E.T., la star du film de Spielberg, en vedette chez vous ! E.T. qui a besoin de vous, qui est perdu sans vous. E.T. ? C'est la nouvelle exclusivité Atari. Un jeu vidéo vraiment fantastique ! Pour joindre les siens, E.T. doit reconstituer les 3 morceaux de son téléphone interplanétaire. Aidez-le à éviter les agents du FBI qui veulent les lui voler. Sauvez-le des savants qui veulent faire d'E.T. un cobaye. Évitez-lui les pièges, les trappes, tous ces puits profonds où les hommes cherchent à le faire tomber... Sauvez E.T. des Terriens ! Et dépêchez-vous. Ses réserves d'énergie s'épuisent... Retrouvez l'univers merveilleux du film de Spielberg en découvrant ce nouveau et passionnant jeu vidéo Atari.



Plus de 1500 jeux vidéo qui déchaînent les passions.

© Tous droits de propriété industrielle, littéraire et artistique afférent au nom et au logo E.T., sont la propriété de Universal City Studios, Inc. © Atari, Inc. Tous droits réservés. TM, marque déposée Atari, Inc.

OFFRES D'EMPLOI	La 1 ^{re}	La 2 ^e T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉES	La 1 ^{re}	La 2 ^e T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs surface ou parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST PARIS TECHNICIENS - ÉLECTRONICIENS

Titulaires B.T.S. - DUT Option Électronique

- 1) Ayant une expérience d'études, de réalisation et de mise au point des circuits d'électronique industrielle s'incorporant dans des circuits d'automatisme.
- 2) Débutant.

Anglais apprécié.

Env. C.V. à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, sous n° 20.808
23-27, Av. de Neuilly, 75116 NEUILLY, qui transmettra.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR L'INFORMATIQUE?

Faites carrière avec

Nous sommes une Société de Conseil en Informatique et recherches de

JEUNES COLLABORATEURS

ayant plusieurs années d'études supérieures, célibataires et dégages des obligations militaires, libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la Société.

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous n° 53695 à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



Groupe CGE

**INGENIEUR
ELECTROTECHNICIEN**
fort potentiel

Vous avez une expérience de 7 ans d'étude et de développement de produits techniques. Vous souhaitez élargir votre activité à d'autres secteurs de l'Entreprise.

CHEF DU SERVICE APPLICATION

D'UN DE NOS CENTRES DE PROFITS
(230 M.F. - 1000 personnes)

- directement sous l'autorité du Directeur Division :
- vous apporterez une contribution active à l'adaptation des produits, multiples besoins du marché
- vous assisterez le Directeur Division pour tous les problèmes techniques
- vous assurerez l'interface technique commerciale
- vous représenterez la Société dans les relations nationales et internationales normalisation.

Dans ce poste où vous prendrez la mesure de vos aptitudes commerciales et relationnelles, vous préparerez de nombreuses possibilités intéressantes de carrière.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Adresser votre C.V. sous référence A.32.52 à SAT
Direction Ressources Humaines 119, rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET.

emplois régionaux

emplois régionaux

DIRIGER, LES PIEDS SUR TERRE !

210.000 F (côté atlantique)

NOTRE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL RECHERCHE SON

« BRAS DROIT »

Vous avez plus de 35 ans avec une forte expérience de commercial, à travers la vente et la direction des vendeurs, éventuellement en milieu agricole.

La STIMULATION DES HOMMES, vous conviendrait : mais vous savez également être un GESTIONNAIRE avisé et OPERATIONNEL, privilégiant le concret sur le théorique. HOMME DE DIALOGUE inventif pratiquant le « renvoi d'ascenseur », votre motivation est l'EFFICACITÉ, ce qui n'exclut pas une certaine chaleur humaine.

Justement, nous sommes une Entreprise à taille humaine - 160 collaborateurs, dont une trentaine « sur le terrain » - et nous commercialisons notre production (biens intermédiaires) sur tout le territoire national et dans quelques pays d'Europe. Notre C.A. annuel atteint 100 millions de francs.

Si vous nous rejoignez, vous serez un authentique numéro 2 et, à terme, le numéro 1 de l'affaire.

Alors, puisque vous êtes ENTHOUSIASTE, que les responsabilités ne vous rebutent pas et que vous avez l'étoffe d'un « patron », puisque vous parlez peut-être l'anglais et un peu l'espagnol et que vous pouvez vous libérer rapidement, envoyez-nous sans tarder votre C.V., une lettre manuscrite et votre photographie.

Votre candidature sera étudiée confidentiellement par notre Conseil, qui vous remercie de lui écrire sous la référence T 037.028 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Directeur administratif et financier

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE RENOMMÉE, rattachée à un grand groupe international, recherche, pour participer activement à son développement, un Directeur Administratif et Financier.

Il aura la responsabilité des finances, la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion, de l'informatique et de l'administration générale.

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (Sciences Po, Droit, expertise comptable ou ESC) ayant une solide expérience professionnelle (la connaissance des sociétés anglo-saxonnes serait appréciée), capable de s'affirmer comme un collaborateur sûr et avisé, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe et dans ses contacts extérieurs. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Lyon.
Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 220.000 F.

Env. sous réf. EO 204 AM.



4, rue Massenet - Paris



Société spécialisée dans le développement des équipements pour la fabrication des circuits intégrés, associée à un puissant groupe américain et vouée à une forte croissance, renforce son équipe d'ingénieurs et chercheurs

INGÉNIEUR OPTICIEN

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'OPTIQUE

Il est chargé de l'amélioration du contrôle des sous-ensembles optiques utilisés dans des équipements pour la microélectronique.

Il devra faire valoir ses motivations pour les développements technologiques avancés et justifier d'une expérience professionnelle dans ce domaine.

Le poste est à pourvoir rapidement à MALVILLE (située entre Nantes et Saint-Nazaire).

Merci d'adresser votre candidature à EUROMASK, Service Recrutement, Zone Industrielle La Croix Blanche, 44260 MALVILLE, référence IO/E/LM.

Importante Société d'Expertise Comptable recherche Collaborateurs pour ses bureaux de BOURGOGNE, ORLÈANS, CHATEAUX, NEVERS.

- 1 - Niveau Chef Comptable, avec expérience de plusieurs années, comportant établissement du bilan.
- 2 - Jeunes Collaborateurs, ESC ou IUT, niveau DECS.

Rémunération selon compétences.

Adresser c.v. à l'Agence H. Bourges 11111 1055, qui transmettra.

SOCIÉTÉ LEADER ÉPURATION DES EAUX INDUSTRIELLES

cherche pour France Nord

INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL

IDN, ENSAM, équivalent.

- Direction des chantiers de forages.
- Négociation service épuration auprès pétroliers

Envoyer c.v. détaillé, photo, lettre manuscrite sous n° T 037.132 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SON DIRECTEUR

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL A LA MUSIQUE

le candidat devra justifier :

- D'un diplôme d'études supérieures.
- D'une culture musicale sérieuse.
- D'une expérience professionnelle à un niveau identique de responsabilité.

Une récompense d'un établissement d'enseignement musical si une expérience professionnelle supérieure à 4 ans pourraient constituer des atouts.

Adresser lettre de candidature manuscrite (photo, références, C.V. détaillé) à :

Monsieur le Président de l'A.D.A.M. LANDES, Hôtel du Conseil Général, 10111 Mont-de-Marsan Cedex, pour le 15 octobre 1982. L'audition des candidats pré-sélectionnés aura lieu le 15 octobre à 14h à MONT-DE-MARSAN.

ANIMATEUR CONFIRMÉ

pour centres de vacances à la montagne

Ecrire avec C.V. Hôtel Le Sabard, 74280 LES GETS (50) 79-74-22.

Poste pour REPRÉSENTANT pour diverses régions de France. Débutant. sans expérience de promotion. Age 22/40 ans environ. Société S.M.F. M. KELLER, 14, rue des Bosquets, 68400 RIEDSHEIM.

Poste pour COIFFEUSE pour boutique Hairmarket coiffeur travailleur seule avec possibilité de promotion. Société S.M.F. M. KELLER, 14, rue des Bosquets, 68400 RIEDSHEIM.

CABINET CONSEILS JURIDIQUES FISCALISTE

(ENI - 11111)
C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite sous n° T 037.132 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

La France des cadres actifs

Pour la première fois une enquête réalisée par IPSOS en 1982 pour le compte de 12 supports presse dont *Le Monde*

Tout ce qu'un Responsable de recrutement à toujours voulu savoir

- Leur attitude vis-à-vis des rubriques d'offres d'emploi,
- La fréquentation des rubriques des différents supports,
- Le portrait des lectorats de chaque rubrique,
- Le message à émettre.

A partir de ces données et pour une meilleure utilisation des résultats, RÉGIE PRESSE/ *Le Monde* publie une synthèse de cette enquête :

« La France des cadres actifs »

Les intentions et les faits.

Pour recevoir « La France des cadres actifs » adressez votre carte de visite ou envoyer un bon à découper à :
Jacques Degavre Directeur Régie Presse / *Le Monde*
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris

GROUPE INTERNATIONAL DE CONSEILS

recherche
pour une mission de 18 à 24 mois
résidence

AFRIQUE FRANCOPHONE

CONSULTANT

30 ans missions

- Ayant une expérience confirmée en matière douanière, transports internationaux, fiscalité du commerce extérieur.
- Expérience préalable dans un pays du tiers-monde souhaitée.

Les candidats ayant une pratique de l'exportation ou en entreprise seront les bienvenus.

de confiance susceptible d'importants développements pour candidat de réelle valeur.

Adresser manuscrite, c.v., rémunération souhaitée et photo sous référence n° 037.115 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Discretion totale assurée.
Avantages liés à l'exportation.

TCHAD

UN CADRE COMMERCIAL

marchandises généralistes

ayant une expérience acquise en Afrique Noire dans la commercialisation des produits de grande consommation.

Après 30 ans, le candidat devra être diplômé d'une S.E.C. ou équivalent.

La rémunération proposée sera d'un niveau stricte en fonction des contraintes propres à ce poste.

Envoyer C.V. détaillé en précisant sous n° 8.019 à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS 02 qui transmettra.

PETROCONSULT E.T.T. recherche pour l'ÉTRANGER

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

Bonnes connaissances B.T. - M.T. il aura la supervision des sous-traitants. 30/35 ans. Bonne maîtrise de l'anglais. Téléph. au domicile : 25, rue Jean-Graudoux, 75116 PARIS. 720-86-76.

AFFAIRES

EN S'ASSOCIANT

Moët-Hennessy et Delbard vont devenir les premiers producteurs mondiaux de rosiers

C'est un événement très important qui vient de se produire dans l'horticulture française et mondiale. L'accord Moët-Hennessy - Delbard sur la production de rosiers (le Monde du 15 novembre).

Rappelons les termes : le groupe Moët-Hennessy présidé par M. Alain Chevalier, près de 5 milliards de francs de chiffre d'affaires dans le champagne (numéro un français), le cognac et les parfums Dior, a par le biais d'une augmentation de capital de 20 millions de francs, pris une participation de 34 % dans la société familiale Delbard S.A., premier pépiniériste français et deuxième producteur de rosiers du pays après Meilland, avec un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, 400 personnes et 600 hectares.

En même temps, Moët-Hennessy a investi une dizaine de millions de dollars (85 millions de francs) dans le rachat et la restructuration financière du deuxième producteur de rosiers des Etats-Unis, Armstrong Nurseries Inc., avec un chiffre d'affaires de 20 millions de dollars en 1983 (140 millions de francs), 10 millions de plants par an, 20 % du marché national américain, 80 % de celui de la côte ouest, 1 000 hectares dans la région de Los Angeles, 11 000 points de vente dans l'Union et le contrat des fournitures de roses pour les Jeux olympiques de 1984.

Le but de l'opération est d'accroître l'exploitation et le développement du procédé d'obtention de plants de rosiers par culture *in vitro*, et en laboratoire de cellules végétales extraites du bourgeon terminal, le « méristème » (le Monde du 7 janvier 1981).

Ce procédé, inventé en 1938 par M. Roger Gauthier, ancien président de l'Académie des sciences, et mis au point par M. Claude Martin, directeur de recherches au centre de Dijon de l'Institut national de la re-

cherche agronomique), en collaboration avec M. Georges Morel, est révolutionnaire dans la mesure où il permet d'obtenir en quelques mois (trois à six) des plants de rosiers commercialisables au lieu des deux à trois ans qu'exige le greffage d'une variété sélectionnée sur un porte-greffe, généralement un églantier. D'une reprise assurée pratiquement en toute saison, plus résistants aux maladies, sans rejets intempestifs émanant du porte-greffe, produits en masse sous atmosphère stérile par culture en éprouvette sur milieu nutritif et adjonction d'hormones (cytokinines et auxines), ces plants peuvent être vendus 25 à 30 % moins cher que ceux obtenus par greffage depuis des siècles. Cette caractéristique est essentielle dans la mesure où 85 à 90 % du prix de revient et 60 à 65 % du prix de vente des rosiers sont constitués par des frais de main-d'œuvre. Ainsi, le marché français des rosiers de jardin (13 à 14 millions de plants) est submergé, pour les variétés courantes, par des importations en provenance des pays de l'Est, Hongrie, Bulgarie, R.D.A., qui transitent, également, par les Pays-Bas et la R.F.A. Ce phénomène, conjugué avec une concentration dans la distribution, notamment des grandes surfaces, a conduit à une baisse des prix de vente en gros, de sorte que la production traditionnelle des rosiers classiques n'est plus rentable, ce qui a causé la disparition de plusieurs producteurs depuis un an et un déficit commercial croissant (1 milliard de francs de pertes pour l'horticulture et les fleurs).

Appuyé sur un bon réseau de distribution, surtout dans les grandes surfaces, exportant 32 % de sa production dans vingt-cinq pays, dégagant encore 8 % de marge brute, la maison Delbard ne seulement peut tenir le coup mais va également prendre l'offensive. Depuis cinq ans,

avec l'aide de l'Institut national de la recherche agronomique, elle a mis au point, dans ses laboratoires (100 m² valent 100 hectares de pépinières traditionnelles) la culture de rosiers *in vitro*, avec une capacité de 500 000 plants par an à l'heure actuelle portée à 3 millions en 1983.

Cette activité nouvelle attirait depuis deux ans l'attention de plusieurs groupes industriels intéressés par la biologie et la génétique: Elf-Aquitaine, Lafarge, Moët-Hennessy. C'est ce dernier groupe, déjà présent dans Transgène (génie génétique) et Sotric (études et matériels pour la fermentation, notamment pour le champagne), qui a eu la préférence, parce qu'il « apportait l'Amérique ».

Pendant deux ans, Moët-Hennessy a étudié Delbard, avec l'aide du consultant Arthur D. Little, qui a acheté Armstrong Nurseries, dans laquelle le rosieriste français détient 10 %, éventuellement 20 %. Il construit déjà un laboratoire à Los Angeles. Les deux associés, désormais premiers dans le monde, estiment avoir cinq ans d'avance. « Pour une fois, la France va exploiter en grand une de ses inventions », jubile M. Georges Delbard. Pour cet homme de soixante-dix ans, fils de petits fermiers de Malherbe (Allier), au parler légèrement rocailleux, déjà célèbre pour le « contrat du siècle » avec le shah d'Iran en 1975 (un fabuleux verger industriel de 6 000 hectares et 3 millions d'arbres fruitiers, tous payés 1), c'est une consécration et aussi une revanche. Depuis l'époque où, en 1933, il vendait quelques arbres pour le « contrat du siècle » avec le shah d'Iran en 1975 (un fabuleux verger industriel de 6 000 hectares et 3 millions d'arbres fruitiers, tous payés 1), c'est une consécration et aussi une revanche. Depuis l'époque où, en 1933, il vendait quelques arbres pour le « contrat du siècle » avec le shah d'Iran en 1975 (un fabuleux verger industriel de 6 000 hectares et 3 millions d'arbres fruitiers, tous payés 1), c'est une consécration et aussi une revanche.

FRANÇOIS RENARD.

SOCIAL

La C.F.D.T. apprécie « positivement » la revalorisation de 1 % du pouvoir d'achat du SMIC au 1^{er} décembre

« SMIC : coup de pouce à 1 % », titre l'Humanité du 1^{er} décembre, au lendemain de la réunion de la commission supérieure des conventions collectives (le Monde du 1^{er} décembre), en se demandant si le « coup de pouce » officiel sera la proposition de M. Aurox. Dans une interview à Sud-Ouest, M. Henri Krasuski indique qu'il aurait « préféré » qu'il n'y ait pas de « décalage » dans le respect de la promesse du gouvernement d'augmenter le pouvoir d'achat du SMIC de 4 % en 1983. « C'est une dureté », déclare, pour sa part, M. Vianet, secrétaire de la C.G.T. pour les salariés qui ne vivent pas moins de 3 000 F par mois.

M. Bergeron s'est contenté, il proposait de la revalorisation du SMIC au 1^{er} décembre, de déclarer : « Lorsque on fait une proposition, il faut la tenir ou alors il ne faut pas la faire ». La C.F.T.C. estime que « le compte n'y est pas » et demande que la solde du pouvoir d'achat (0,8 %) soit accordée « au plus tard » fin janvier. En revanche, la C.F.D.T., qui a déjà obtenu la plus virulente sur le non respect de la promesse, « apprécie que le gouvernement tienne ses engagements pour 1982, même si son analyse de la conjoncture économique l'incite à ne pas appliquer qu'en début 1983. Mais ce n'est pas une proposition positive. Les travailleurs et les travailleurs payés au SMIC ont droit à l'augmentation de 4 % ». Elle annonce cependant qu'elle sera « particulièrement vigilante ».

Si le conseil des ministres décide, effectivement, de porter le SMIC horaire à 20,29 F au 1^{er} décembre, le salaire minimum franchira la barre

20,06 F en-dessous de laquelle les entreprises avaient droit à des compensations. Avec un SMIC à 20,29 F, les entreprises, indique le ministre du travail, ne bénéficieront plus du dégrèvement exceptionnel accordé en juin 1981 qui prévoyait un abattement de 6,5 % des cotisations sociales pour les travailleurs payés au SMIC dans la limite de 1,2 fois le salaire minimum de l'époque (16,72 F) soit 3 443 F. Cependant la question se pose pour un SMIC mensuel calculé sur une moyenne forfaitaire de 3 516,87 F au 1^{er} décembre à 3 429 F. Théoriquement, des entreprises n'y auront aucun droit : celles qui ne paient pas au SMIC au 1^{er} décembre ne sont pas concernées au SMIC à trente-neuf heures payées trente-neuf. Elles sont « hyper-marginales ».

SMIC net : 3 046 F

Avec un SMIC horaire à 20,29 F, le SMIC mensuel sera à 3 429 F sur la moyenne forfaitaire de 3 516,87 F. Sur la base de 3 516,87 F, le salaire net sera de 3 046 F. Les entreprises payant au SMIC au 1^{er} décembre ne sont pas concernées au SMIC à trente-neuf heures payées trente-neuf. Elles sont « hyper-marginales ».

M. BERGERON : nous allons vers des tensions sociales importantes.

Au dîner d'un déjeuner presse, le 11 novembre, M. André Bergeron s'est déclaré « frappé par la montée des mécontentements ». Le secrétaire général de F.O. a attribué cette situation au « décalage » du « de vie » et « l'affaire des préretraites, qui a pris une dimension que nous n'imaginions pas nous-mêmes ». « Je pense, a-t-il ajouté, que nous allons vers des tensions sociales plus importantes que celles que nous avons eues pendant les dernières années. Le grain à moudre s'est fait plus gros ». Cependant, M. Bergeron ne souhaite pas « qu'il y ait dans le pays des remous violents ».

Le secrétaire général de F.O. a contesté que le relevé des conclusions de la fonction publique soit le meilleur accord qui ait été signé dans ce secteur. Malgré les conclusions du secteur privé, il s'attend toujours que l'année 1983 se verra par des pertes de pouvoir d'achat qu'il avait estimées à 5 % en 1982. Évoquant le « drame de l'UNEDIC », M. Bergeron a redouté que le gouvernement ne cède à la tentation d'aller dans la voie de ce qui a été les retraites complémentaires. Il a demandé au patronat une reprise des négociations. M. Bergeron a également fait état du dépôt, la semaine dernière, de 79 025 demandes de chômage. Mais il s'agit du SMIC brut. Si l'on raisonne en net, on prend en compte un prélèvement de l'ordre de 13,38 % des cotisations sociales - le SMIC net de 3 046 F sur la base de 3 516,87 F. Les entreprises payant au SMIC au 1^{er} décembre ne sont pas concernées au SMIC à trente-neuf heures payées trente-neuf. Elles sont « hyper-marginales ».

DANS LA BANLIEUE DE LYON

Huit cadres de Yumbo reprennent l'entreprise à leur compte

Lyons. — Ils sont huit à avoir repris en équipe la société Yumbo, une firme de la banlieue lyonnaise qui fabrique des pelles hydrauliques. Huit cadres qui ont remplacé il y a un peu plus d'un mois à la direction de la firme l'ancien propriétaire, International Harvester (I.H.). Le puissant groupe américain, lourd de dettes, a en effet décidé de s'arrêter de ses activités de matériels de travaux publics - aux Etats-Unis et ailleurs - et il a passé la main aux « huit » pour un franc symbolique.

M. Guy Ayl, le nouveau P.-D. G., jusqu'alors responsable de la fiabilité de la production, - la quarantaine, semble encore surpris d'être derrière un bureau de P.-D. G. ; surpris mais non décontenancé. La nouvelle équipe a guère de choix : « C'était ça ou la liquidation » de la maison, aucun des industriels français ou étrangers qui avaient été approchés n'ayant été tenté par l'offre qui leur avait été faite. Et si lui, Guy Ayl, est assis à cette place, c'est tout simplement parce qu'il avait été délégué par ses amis comme leur porte-parole lors des discussions qui ont précédé le dénouement de l'affaire. Il continue simplement aujourd'hui d'être ce délégué.

Ce matin-là, M. Ayl a assisté par deux de ses amis : M. Pierre Baudouin - directeur financier, il a ses responsabilités - et M. Daniel Gonzalez, jusque-là animateur du service après-vente, à présent directeur commercial. M. Gonzalez est confiant. Il y a quarante-huit heures encore, il était à Francfort. Les clients d'I.H. ne se dérobent pas. Ils ont même une confiance mieux la nouvelle expérience Yumbo... En revanche, ils ont difficilement accepté leur fidélité à une firme qui aurait pris le nom d'une coopérative ouvrière. Ils se gênent pas pour le dire. Et M. Gonzalez de le répéter.

Yumbo est une firme de bon renom. Elle possède deux usines, l'une à Genas, dans la banlieue lyonnaise, l'autre à Chauffailles, en Saône-et-Loire. En 1981, son chiffre d'affaires était de 180 millions de francs, 70 % à l'exportation. Les « huit » ont entre trente-deux et cinquante-deux ans. Leur ancienneté dans la maison varie entre huit et trente ans. Certains sont diplômés, d'autres se sont formés sur le tas. Pour eux, Yumbo est viable, même s'ils s'attendent à des jours difficiles. Ils ont apporté ensemble 300 000 francs à la trésorerie de la firme, qui a conservé son statut de société anonyme sans conseil de surveillance.

Yumbo avait été racheté par I. H. en 1970. Le groupe américain cherchait alors à développer ses activités de matériels de travaux publics, et de son côté la firme française, créée en 1954, contrôlée par Gévelot, n'était pas assez solide pour affron-

De notre envoyé spécial

ter seule la concurrence qu'il avait. C'était le temps de l'apogée.

A présent, la maison est tout à fait à l'arrêt. Les huit cadres qui ont repris la firme l'ancien propriétaire, International Harvester (I.H.). Le puissant groupe américain, lourd de dettes, a en effet décidé de s'arrêter de ses activités de matériels de travaux publics - aux Etats-Unis et ailleurs - et il a passé la main aux « huit » pour un franc symbolique.

M. Guy Ayl, le nouveau P.-D. G., jusqu'alors responsable de la fiabilité de la production, - la quarantaine, semble encore surpris d'être derrière un bureau de P.-D. G. ; surpris mais non décontenancé. La nouvelle équipe a guère de choix : « C'était ça ou la liquidation » de la maison, aucun des industriels français ou étrangers qui avaient été approchés n'ayant été tenté par l'offre qui leur avait été faite. Et si lui, Guy Ayl, est assis à cette place, c'est tout simplement parce qu'il avait été délégué par ses amis comme leur porte-parole lors des discussions qui ont précédé le dénouement de l'affaire. Il continue simplement aujourd'hui d'être ce délégué.

Ce matin-là, M. Ayl a assisté par deux de ses amis : M. Pierre Baudouin - directeur financier, il a ses responsabilités - et M. Daniel Gonzalez, jusque-là animateur du service après-vente, à présent directeur commercial. M. Gonzalez est confiant. Il y a quarante-huit heures encore, il était à Francfort. Les clients d'I.H. ne se dérobent pas. Ils ont même une confiance mieux la nouvelle expérience Yumbo... En revanche, ils ont difficilement accepté leur fidélité à une firme qui aurait pris le nom d'une coopérative ouvrière. Ils se gênent pas pour le dire. Et M. Gonzalez de le répéter.

Yumbo est une firme de bon renom. Elle possède deux usines, l'une à Genas, dans la banlieue lyonnaise, l'autre à Chauffailles, en Saône-et-Loire. En 1981, son chiffre d'affaires était de 180 millions de francs, 70 % à l'exportation. Les « huit » ont entre trente-deux et cinquante-deux ans. Leur ancienneté dans la maison varie entre huit et trente ans. Certains sont diplômés, d'autres se sont formés sur le tas. Pour eux, Yumbo est viable, même s'ils s'attendent à des jours difficiles. Ils ont apporté ensemble 300 000 francs à la trésorerie de la firme, qui a conservé son statut de société anonyme sans conseil de surveillance.

Yumbo avait été racheté par I. H. en 1970. Le groupe américain cherchait alors à développer ses activités de matériels de travaux publics, et de son côté la firme française, créée en 1954, contrôlée par Gévelot, n'était pas assez solide pour affron-

ter seule la concurrence qu'il avait. C'était le temps de l'apogée.

Il serait d'environ 60 millions de francs, mais la moitié représentée par une dette importante. Les huit cadres qui ont repris la firme l'ancien propriétaire, International Harvester (I.H.). Le puissant groupe américain, lourd de dettes, a en effet décidé de s'arrêter de ses activités de matériels de travaux publics - aux Etats-Unis et ailleurs - et il a passé la main aux « huit » pour un franc symbolique.

M. Guy Ayl, le nouveau P.-D. G., jusqu'alors responsable de la fiabilité de la production, - la quarantaine, semble encore surpris d'être derrière un bureau de P.-D. G. ; surpris mais non décontenancé. La nouvelle équipe a guère de choix : « C'était ça ou la liquidation » de la maison, aucun des industriels français ou étrangers qui avaient été approchés n'ayant été tenté par l'offre qui leur avait été faite. Et si lui, Guy Ayl, est assis à cette place, c'est tout simplement parce qu'il avait été délégué par ses amis comme leur porte-parole lors des discussions qui ont précédé le dénouement de l'affaire. Il continue simplement aujourd'hui d'être ce délégué.

Ce matin-là, M. Ayl a assisté par deux de ses amis : M. Pierre Baudouin - directeur financier, il a ses responsabilités - et M. Daniel Gonzalez, jusque-là animateur du service après-vente, à présent directeur commercial. M. Gonzalez est confiant. Il y a quarante-huit heures encore, il était à Francfort. Les clients d'I.H. ne se dérobent pas. Ils ont même une confiance mieux la nouvelle expérience Yumbo... En revanche, ils ont difficilement accepté leur fidélité à une firme qui aurait pris le nom d'une coopérative ouvrière. Ils se gênent pas pour le dire. Et M. Gonzalez de le répéter.

Yumbo est une firme de bon renom. Elle possède deux usines, l'une à Genas, dans la banlieue lyonnaise, l'autre à Chauffailles, en Saône-et-Loire. En 1981, son chiffre d'affaires était de 180 millions de francs, 70 % à l'exportation. Les « huit » ont entre trente-deux et cinquante-deux ans. Leur ancienneté dans la maison varie entre huit et trente ans. Certains sont diplômés, d'autres se sont formés sur le tas. Pour eux, Yumbo est viable, même s'ils s'attendent à des jours difficiles. Ils ont apporté ensemble 300 000 francs à la trésorerie de la firme, qui a conservé son statut de société anonyme sans conseil de surveillance.

Ce matin-là, M. Ayl a assisté par deux de ses amis : M. Pierre Baudouin - directeur financier, il a ses responsabilités - et M. Daniel Gonzalez, jusque-là animateur du service après-vente, à présent directeur commercial. M. Gonzalez est confiant. Il y a quarante-huit heures encore, il était à Francfort. Les clients d'I.H. ne se dérobent pas. Ils ont même une confiance mieux la nouvelle expérience Yumbo... En revanche, ils ont difficilement accepté leur fidélité à une firme qui aurait pris le nom d'une coopérative ouvrière. Ils se gênent pas pour le dire. Et M. Gonzalez de le répéter.

Yumbo est une firme de bon renom. Elle possède deux usines, l'une à Genas, dans la banlieue lyonnaise, l'autre à Chauffailles, en Saône-et-Loire. En 1981, son chiffre d'affaires était de 180 millions de francs, 70 % à l'exportation. Les « huit » ont entre trente-deux et cinquante-deux ans. Leur ancienneté dans la maison varie entre huit et trente ans. Certains sont diplômés, d'autres se sont formés sur le tas. Pour eux, Yumbo est viable, même s'ils s'attendent à des jours difficiles. Ils ont apporté ensemble 300 000 francs à la trésorerie de la firme, qui a conservé son statut de société anonyme sans conseil de surveillance.

Yumbo avait été racheté par I. H. en 1970. Le groupe américain cherchait alors à développer ses activités de matériels de travaux publics, et de son côté la firme française, créée en 1954, contrôlée par Gévelot, n'était pas assez solide pour affron-

ter seule la concurrence qu'il avait. C'était le temps de l'apogée.

ter seule la concurrence qu'il avait. C'était le temps de l'apogée.

FRANÇOIS RENARD.

LA SOCIÉTÉ CASINO SIGNE UN CONTRAT DE SOLIDARITÉ CONCERNANT 1 800 PERSONNES

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Le groupe Casino vient de signer le plus important contrat de solidarité passé par une entreprise privée. Ce contrat a été signé entre le ministre de l'emploi et M. Charles Guichard pour le compte de Casino, d'Épargne, de Sonac et de Colas. Par le jeu des réductions d'horaires et de départs en préretraite, au 31 décembre 1982, 1 800 emplois que le groupe Casino pourrait ainsi offrir (il emploie plus de 17 000 personnes). Les filiales Sonabril et Sabim, déjà en l'objet de réductions spécifiques, ne sont pas concernées par l'accord. Celui-ci a été rendu possible par la signature préalable d'accords d'entreprise ainsi que le soutien d'au moins quatre organisations syndicales (C.G.C., F.O., C.F.T.C., Syndicat autonome). Les réductions d'horaires (depuis avril 1982, 11 h 32/100 de présence payées pour 36 h 73/100 de travail effectif) correspondant à un potentiel théorique de 27 620 heures payées pourraient ainsi induire la création de 118 emplois à temps complet supplémentaires.

M. Jean Le Garrec annonce une charte de l'emploi dans l'entreprise publique

Confrontée comme ses voisines à une crise tout à la fois structurelle et conjoncturelle, génératrice de chômage, la France doit tout faire pour élever son niveau de croissance et « optimiser » les ressources existantes - ressources humaines aussi bien que technologiques. C'est ce qu'a déclaré mardi 30 novembre M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi, lors d'une journée d'étude de l'Association des entreprises publiques sur le thème de l'innovation sociale.

Pour éviter le risque d'une société dualisée, où il y aurait d'un côté des déshérités, et de l'autre des privilégiés pourvus d'un emploi, d'une formation, d'un statut, il faut introduire dans la gestion de l'entreprise une politique prévisionnelle de l'emploi, a déclaré M. Le Garrec, et le public doit donner l'exemple. « C'est pourquoi, a-t-il annoncé, nous devons préparer avec les partenaires sociaux une charte de l'emploi dans l'entreprise publique ».

Évoquant les difficultés de recrutement des petites et moyennes entreprises, le ministre a mis en valeur le rôle de l'encadrement, « porteur de formation », et a justifié le maintien public, « dans le domaine de l'innovation.

Le régime de préretraite

(Suite de la première page.)

Au moment de l'emploi, on ne décolère pas contre les interprétations erronées de cette circulaire, la C.G.C. a demandé de mener une opération politique : à une semaine du vote du projet de loi, il ajoute que la préretraite dans le cadre d'un contrat de solidarité n'est pas un « droit universel ». Mais une enquête précise et des négociations ultérieures qui requièrent une durée d'un an. On fait état d'un stock de départs en attente « considérable ». A la fin octobre 1982, les effectifs pour des préretraites démissionnaires étaient de 208 000, alors que pour les contrats de solidarité, les effectifs étaient de 100 000 en 1982 et 115 000 en 1983.

La circulaire indique donc que pour qu'un contrat de solidarité soit conclu avant le 31 décembre 1982,

aux taux actuels de préretraite à 70 %, les demandes des entreprises devaient être déposées avant le 1^{er} décembre. Mais ce cas, les salariables démissionnaires ont un accès direct à la caisse de retraite de solidarité ou des conventions F.N.E. ainsi conclus avant le 70 % actuels. Pour toutes les entreprises qui déposaient une demande à partir du 1^{er} décembre, ce sont les nouveaux taux qui seront appliqués. M. Bergeron s'est efforcé à paier les esprits, mercredi, en affirmant : « Il n'y a pas de rajouter en créant, comme c'est le cas, une véritable panique ». Un tel imbroglio aurait pu être facilement évité si les mêmes précisions avaient été apportées dès le jour de la publication du décret. Ce n'est aujourd'hui les conséquences d'une telle imprévoyance.

MICHEL NOBLECOURT.

un mieux fiscal pour un mieux social

CHEQUE REPAS

1870 i.

exonérés par an et par salarié

tél. (1) 723.33.16

L'Université prépare l'expansion économique de la région.

L'Université vit dans la Cité. Votez.

Elections universitaires du 11 décembre 1982. Les étudiants peuvent élire leurs représentants aux conseils d'U.E.R. d'université. Ministère de l'Éducation Nationale.

LOGEMENT CONJONCTURE

L'APPORT PERSONNEL POUR UN PRÊT CONVENTIONNÉ EST RAMENÉ DE 20 A 10 % DU PRIX DU LOGEMENT

L'apport personnel obligatoire pour obtenir un prêt conventionné pour l'achat d'un logement est désormais de 10 % du prix de l'opération, au lieu de 20 % précédemment. Le décret relatif à cette mesure est paru au Journal officiel le 29 novembre.

Les prêts conventionnés (qui ne comportent pas d'aide à la pierre, mais ouvrent droit à l'aide personnelle du logement A.P.L.) sont attribués dans des conditions restreintes, mais dans la limite d'un prix de référence plafonné. Ce plafond est actuellement d'environ 800 F le mètre carré en Île-de-France, mais doit être révisé en janvier.

La production des industries mécaniques est en recul de 1 %

Pour les industries mécaniques et transformatrices des métaux, 1982 a été une mauvaise année. La fédération qui regroupe l'ensemble des entreprises de ce secteur prévoit, en effet, une baisse de volume de 1 % (par rapport à 1981). L'an dernier, elles avaient déjà diminué de 2,5 %.

Dans deux secteurs seulement, il y a eu une progression de la production. Celle, d'une part, de la transformation des métaux (+1 %) qui est due aux activités de la sous-traitance et de la fourniture de biens de consommation ; d'autre

part, le machinisme agricole (+2 %). En revanche, les résultats ont été négatifs dans l'industrie de l'équipement (-2 %) et aussi chez les producteurs de matériel roulant pour les chemins de fer (-6 %). Les effectifs employés par les entreprises de la branche (cinq cent soixante-dix mille personnes) baisseront cette année de près de 3 %.

La demande intérieure a diminué. En revanche, les exportations ont progressé d'environ 1 %, les pays en voie de développement permettant de maintenir une faible progression d'ensemble. Les importations ont, elles, fléchi 3 %.

Au total, le taux de croissance moyen sera de 1,9 % (1,2 % en 1981). L'excédent commercial -

peu de branches industrielles peuvent se flatter de tels résultats - étant de 14 milliards de francs (17 milliards de francs l'an dernier).

Selon les premières estimations présentées par les responsables de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux, l'industrie devrait encore médiocrement progresser, la production pourrait diminuer de 1,5 % et le commerce extérieur devrait rester en recul.

Au total, c'est moins sur des aspects négatifs que M. Roland Koch, président de la Fédération, a insisté, le mardi 10 novembre, que sur l'importance de la révolution technologique. Il faut, a-t-il dit, que la France puisse, comme certains de ses concurrents, donner des moyens pour tenir son rang parmi les pays mécaniciens.

Toutefois, M. Koch relève certains éléments négatifs dans l'évolution de la profession, notamment la dégradation des conditions de travail, la réduction des effectifs (en moyenne, ils ont diminué de 2,5 % contre +1,5 % en 1981, par rapport à l'équilibre). M. Koch a donc demandé la diminution du nombre des heures de travail, la réduction des charges sociales supportées par les entreprises, la réduction des charges de l'investissement.

A. T.

AU DEUXIÈME TRIMESTRE

La production industrielle a légèrement augmenté

L'indice trimestriel de la production industrielle (bâtiment et travaux publics exclus) s'est établi à 132, après correction des variations saisonnières, au deuxième trimestre 1982 (base 100 en 1970). En un an (deuxième trimestre 1981 comparé au deuxième trimestre 1981), la production industrielle a légèrement augmenté (+0,8 %). L'indice a été élevé à 134 au cours du troisième et quatrième trimestres 1981.

Les industries de biens de consommation continuent à bénéficier de la relance du printemps de 1981 : en un an (deuxième trimestre 1981 comparé au deuxième trimestre 1981), elles progressaient de 2,2 %, après avoir augmenté de 1,4 % par rapport au premier trimestre 1981.

En revanche, la production des biens d'équipement poursuivait sa décadence : - 5,7 % en un an. Ce recul est constant depuis le deuxième trimestre 1981, qui avait marqué, il est vrai, une nette progression sur le premier trimestre 1981 (+5,4 %). Les industries des

intermédiaires étaient, quant à elles, en recul (-0,8 % en un an).

Les secteurs qui avaient le plus progressé étaient la construction électrique (+2 % en un an et +4,2 % par rapport au premier trimestre 1982), les industries de la chimie et du caoutchouc (+4,4 % en un an et +5,8 % par rapport au premier trimestre 1982), et les industries de transformation des matières plastiques (+14,7 % en un an et +6,2 % par rapport au premier trimestre 1982). Mais l'industrie automobile marquait un net recul au deuxième trimestre 1982 par rapport au premier trimestre 1982 (-4,4 %) et régressait en un an de 1,5 %.

Cependant, cette enquête n'est pas confirmée par l'enquête de l'INSEE menée en novembre 1982, qui a constaté un ralentissement de la production d'ensemble observé depuis septembre, ce qui s'explique par la production automobile, qui connaît depuis novembre une légère

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film du 35 mm photo-qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. d'Alsace-Lorraine - 92110 - 11 37 37 37

L'Université assure l'avenir de la Recherche du pays.

L'Université vit dans la Cité. Votez.

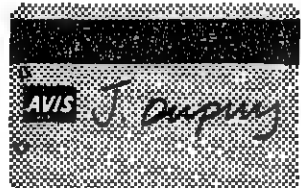
Les universitaires 82/83 : Tous les universitaires peuvent élire leurs représentants au conseil d'U.E.R. et d'université. L'Education Nationale.



Carte Avis Express. 35" et vous prenez le volant.

Présentez votre carte Avis Express au comptoir des principaux aéroports.

En 35" exactement, elle permet d'établir votre contrat de location. Sans erreur possible grâce à sa mémoire magnétique.



Vous gagnez du temps : évitez la "paperasserie". Vous arrivez, vous signez : vous prenez le volant de votre voiture.



Demandez le formulaire à AVIS, Tour Franklin, 11, rue La Défense.

AGRICULTURE

Protectionnisme rampant

La direction des douanes a pris un arrêté : désormais, l'importation des produits vivants ou congelés ne pourra plus se faire sans l'autorisation du territoire français. Les gastropodes devront transiter par des postes fixes de dédouanement. L'arrêté avancé par l'administration : une meilleure maîtrise des contrôles vétérinaires. Le nombre des postes de douane habituels pour cette opération sera donc réduit de quatre cents à une centaine, laquelle centaine, selon le ministère de l'Agriculture, absorbera 90 % des importations, en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique du Nord et d'Asie.

Ce n'est pas tout à fait la réduction de la douane de Poitiers, haut lieu du dédouanement des magnétoscopes, mais nombre d'importateurs se plaignent de ce resserrement des mailles du filet des escargots étrangers : allongement des délais, hausse des prix. Cette mesure qualifiée de « protectionnisme », disent encore les importateurs, d'affaiblir la position des producteurs français.

La mesure de Taiwan, de la Grèce ou de la Turquie.

Elle intervient cependant au moment où le ministère de l'Agriculture encourage l'élevage héliocole. La France est le premier pays européen d'escargots : environ 40 000 tonnes. Le chiffre des importations est de 13 000 tonnes. La balance commerciale est déficitaire d'environ 10 millions de francs. Comme la consommation continue d'augmenter, que l'espèce se raréfie, l'état naturel de la culture des escargots se montre plus agressif, le développement de l'hélioculture est nécessaire. Mais la technique de cet élevage n'est pas encore maîtrisée. L'Institut technique de l'élevage animal, l'Institut national de la recherche agronomique et les universités de Rennes et de Besançon y travaillent. Aujourd'hui 350 producteurs sont regroupés au sein de cinq associations régionales et, au dernier Salon international de l'alimentation, il n'y avait pas moins de 36 exposants français et 12 étrangers concernés de près ou de loin par cette petite bête. - J.G.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bes + best	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-U.	6,970 6,940	+ 195 + 235	+ 370 + 440	+ 590 + 1135
SE-U.	5,615 5,615	+ 45 + 90	+ 140 + 285	+ 445 + 530
Yen (100) ..	2,791 2,790	+ 120 + 150	+ 250 + 295	+ 775 + 855
DM (100)	2,820 2,820	+ 125 + 160	+ 265 + 310	+ 830 + 910
Floris (100) ..	2,560 2,560	+ 130 + 160	+ 265 + 310	+ 790 + 860
FR (100)	14,290 14,290	- 30 - 80	- 80 - 150	- 250 - 160
ES (100)	3,290 3,290	+ 250 + 350	+ 350 + 450	+ 1470 + 1570
LI (100)	4,882 4,881	- 480 - 580	- 580 - 680	- 2330 - 2090
£ (100)	11,330 11,345	+ 240 + 330	+ 530 + 670	+ 1860 + 1970

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 3/8	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 7/8	10	10 3/8
SE-U.	6 3/4	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
DM (100) ..	11 3/4	12 3/4	11 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
FR (100)	1 5/8	2 3/8	3 3/4	4 3/16	3 3/4	4 3/16	3 3/4	4 3/16
LI (100)	17 3/4	19 1/4	21 1/2	23 1/4	22 3/4	24 1/2	22 1/2	23 3/4
£ (100)	14 1/4	16 1/4	17 3/4	19 1/4	18 1/4	19 1/2	18 1/2	19 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

les nouvelles relations du travail

► Institut organisé par le Service de Formation continue de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

► Destinée aux responsables des relations sociales dans les entreprises.

► Sous la direction de Gérard ADAM, Professeur au CNAM et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, avec la participation de dirigeants d'entreprise, de responsables syndicaux et de hauts fonctionnaires.

► Durée : 11 jours, répartis en 5 séquences de Janvier à Mars 1983.

► Programme détaillé : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS Service Formation continue 27, rue Cassini 75341 Paris cedex 07 Tél. 261.25.00 - poste 950.

CONJONCTURE

LES MULTINATIONALES ET LA CRISE

(Suite de la première page.)

Étrange! Étrange! Avait-on oublié que les firmes françaises, nationalisées ou non, se placent en très bon rang dans la famille des multinationales?

La régie Renault a des usines en Espagne, en Belgique, au Chili, au Mexique, et grâce à sa holding financière en Suisse (Renault Finance), qui centralise les fonds du groupe, elle peut transférer plus de 8 milliards de francs en devises, selon le professeur Georges Blanc, elle est arrivée au cinquième rang... des banques helvétiques! Et comment ne pas citer parmi les multinationales françaises, Elf-Aquitaine, la Compagnie française des pétroles, l'Aérospatiale, la COGEMA, la SNECMA et le plus grand des nouvelles firmes qui sont devenues des entreprises publiques. Plus on nationalise dans le monde, plus les multinationales se développent, contrairement au sentiment général.

Il y a belle lurette que les États-Unis n'ont plus le quasi-monopole des multinationales. Depuis la crise, ce sont les Européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne) et le Japon qui ont repris le drapeau. Le taux de croissance des investissements directs américains à l'étranger est maintenant inférieur à celui des étrangers aux États-Unis. Il était temps que M. J.-J. Servan-Schreiber écrive son *Défi américain*, car, depuis, le fameux « gap » technologique dont souffraient les autres pays industriels par rapport aux États-Unis s'est dissipé. Aujourd'hui, les investissements se croisent par-dessus l'Atlantique, et on assiste à une centralisation internationale des capitaux dans un espace homogène États-Unis-C.E.E., conduisant à la réduction du nombre d'unités productives autonomes.

Rush vers le Sud, mais...

Autre caractéristique : les investissements directs vers le tiers-monde ont continué à croître et même à s'accroître durant la crise. Selon les chiffres de l'O.C.D.E., le pourcentage de croissance en valeur est passé de +9,2 pendant la période 1968-1973 à 17,4 pendant la période 1973-1978.

Mais il faut colorer ce résultat brut de nombreuses touches :

1) Trois pays dominent nettement dans ce flux jusqu'à constituer 70 % du total : les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon. En revanche, la France et l'Allemagne ont réduit leur présence au Sud ;

2) Les « nouveaux pays industriels » attirent surtout les multinationales (Brésil, Mexique, Argentine, Pérou, Malaisie, Inde, Hongkong, Singapour, Taiwan et Philippines). Certaines régions, et notamment la Chine populaire, s'ouvrent maintenant aussi aux multinationales ;

3) Malgré les discours qui vont dans un autre sens, les pays en développement essaient d'attirer les multinationales. Il est vrai qu'au bout d'un certain temps les nations-hôtes trouvent souvent un peu encombrants ces mastodontes. Il arrive même qu'elles les chassent, comme Nestlé au Nigéria. M. Liotard-Vogt, l'ancien président de la firme suisse, reconnaît aujourd'hui qu'il faut offrir aux intérêts publics ou privés locaux une forme de participation au capital ;

4) La tendance de plus en plus forte à privilégier les services (commerce, assurances, secteur bancaire). En 1979, 46 % des investissements américains dans le tiers-monde étaient localisés dans ce secteur, contre 25 % dans les pays développés. En 1970, la proportion était identique dans les deux zones : 25 % ;

5) L'endettement des pays en développement ne pourra pas se maintenir au niveau des cinq années pas-

sées, et il est vraisemblable que l'on assistera à un repli conjugué des multinationales industrielles et bancaires, ce qui pourrait avoir un effet déflationniste sur l'économie mondiale.

En sens contraire, on a assisté à la naissance de multinationales du tiers-monde, et à leur développement durant les années 70. Ainsi, Hongkong possède pour plus de 2 milliards de dollars de capital social à l'étranger, dont une partie en Chine. Si l'on exclut de ce chiffre le capital-actions qui appartient à des sociétés britanniques « expatriées », c'est le Brésil qui vient en tête des investissements des pays en développement à l'étranger, selon M. Sanjana Leff, de l'université d'Oxford (plus d'un milliard de dollars en 1980), puis Singapour avec une forte concentration de capitaux en Malaisie. L'investissement direct de l'Inde à l'étranger (100 millions de dollars environ) a nettement dépassé le chiffre des capitaux entrés dans le pays au cours des années 70, ce qui est tout à fait inhabituel dans les pays en développement.

L'essor

des firmes publiques

Autre phénomène à considérer : le développement des multinationales publiques. On les trouve dans de

nombreux secteurs d'activité, qui vont de l'exploitation de matières premières aux technologies les plus sophistiquées et sont issues principalement des pays d'Europe occidentale (France, Grande-Bretagne, Autriche, Italie, Suède, Allemagne) et des « nouveaux pays industriels ».

Pour les entreprises qui exploitent les ressources naturelles, note M. Georges Blanc, qui a fort bien étudié le phénomène, l'entreprise publique est poussée à l'internationalisation par son propre gouvernement national, dans la mesure où elle assure la sécurité d'approvisionnement stratégiques ou le redressement de la balance extérieure.

Mais ce n'est pas vrai pour toutes, et il est difficile de dire si le mouvement va prendre encore plus d'ampleur, et en particulier si les nouvelles firmes nationalisées françaises seront poussées à étendre leur pouvoir à l'étranger. Des freins apparaissent plutôt aujourd'hui : la première des obligations des entreprises publiques paraît être de soutenir la politique conjoncturelle gouvernementale, qu'il s'agisse de lutte contre le chômage ou contre l'inflation. On verrait mal Rhône-Poulenc fermer aujourd'hui des usines dans la vallée du Rhône et investir dans le Nordeste brésilien.

Incontestablement, les firmes multinationales ont su se préserver des effets les plus désagréables de la crise. Elles apparaissent aujourd'hui encore comme des sortes d'« îles fortunées ». Cela va-t-il durer? Ou mieux, la « multinationalisation » peut-elle constituer une issue à la crise?

La vitalité des petites unités

C'est l'audacieuse question que pose dans son rapport M. Michalek, déjà cité. Il y répond par la négative, pour trois raisons : le marché mondial solvable est en croissance ralentie, si bien que « la régulation par les multinationales est un jeu à somme nulle : les gains des parts de marché des uns exigent les parts des autres » ; l'endettement international semble avoir atteint ses limites ; les « politiques industrielles » nationales peuvent être incompatibles avec celle des multinationales. Pour prendre l'exemple français, comment concilier une stratégie de créneaux sur le marché mondial?

Et puis, l'avenir n'est-il pas plutôt aux petites unités, à la lisière des circuits classiques et de l'économie informelle? C'est ce que se demande dans son dernier livre (3) Alain Minc, qui constate : « Ce sont les bresciani qui ont porté le coup de

grâce à la sidérurgie européenne et les entreprises textiles « souterroises » du Prato qui échappent le mieux à la concurrence asiatique. »

En se banalisant, les multinationales ont perdu beaucoup de leur mauvaise réputation. Mais, en temps de guerre économique, les pays ne badinent pas avec certaines de leurs prétentions à une division internationale du travail pure et dure. En outre, il reste qu'il y aura toujours les grosses multinationales et, après, les autres. Quand on songe que pour 94 %, la recherche, dans les unités américaines interterritoriales, est faite sur place, aux États-Unis, on ne peut pas éviter de poser des questions désagréables sur le « pouvoir dominant ». Il faudrait des mutations autrement importantes que celles que nous avons analysées pour que les multinationales se fissent mieux dans les paysages nationaux.

PIERRE DROUIN.

(1) Organisé conjointement les 15 et 16 novembre dernier par le Centre de recherche économique pure et appliquée (CREPA) de l'université Dauphine, animé par M. Alain Cotu, et pour l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales (I.R.M.), dirigé par M. Michel Gherman.

(2) Le Monde daté 14-15 novembre 1982.

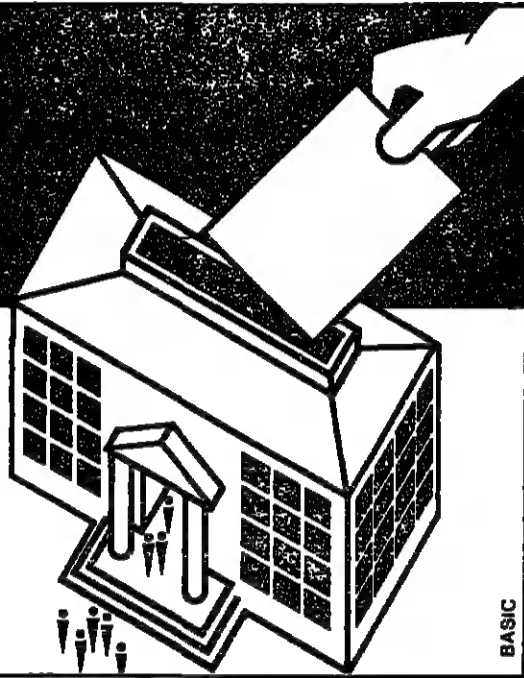
(3) L'Après-crise est commencé. Editions Gallimard.

L'Université vit dans la cité.

La formation dans l'université, c'est aussi une préparation à l'entrée dans la vie active du pays.

Elections universitaires: Votez.

Ministère de l'Éducation Nationale.



EN 1929 QUI SE PREOCCUPAIT D'AIDER LES HOMMES A MIEUX SE NOURRIR?

NOUS, DSM

En 1929, nous existions depuis 27 ans. Entreprise minière d'Etat, DSM a la charge d'exploiter, avec les méthodes de gestion d'une société du secteur privé, une partie du gisement de charbon néerlandais.

A côté de l'activité principale, extraction du charbon et fabrication du coke et de gaz de four à coke, DSM s'oriente vers la chimie.

Énergie et Chimie vont être dorénavant les maîtres-mots des activités de DSM.

Décision est prise - bien que les signes avant-coureurs de la plus grande crise économique de l'entre-deux guerres soient déjà perceptibles - de mettre

sur pied une usine de production d'azote, fabriqué à partir du gaz de four à coke, et d'engrais azotés - fertilisants qui devaient révolutionner les rendements des terres agricoles. Cette audace fut payante, si l'on en juge par les résultats observés en 1982 : DSM - qui produit et vend ces produits sous le sigle UKF - est devenu l'un des leaders mondiaux de l'industrie des engrais. Les usines du groupe ont une capacité de 6 millions de tonnes/an et à travers le monde, dans plus de 50 pays, près de 300 usines utilisent des procédés DSM.



Ces usines ont été construites avec l'aide technique de DSM/UKF et de Stamicarbon, filiale chargée de diffuser mondialement procédés et savoir-faire de DSM.

Ces résultats, DSM les doit à la fois à son esprit d'entreprise et à son esprit d'invention.

Ainsi, directement et indirectement, DSM concourt depuis 50 ans à aider les hommes à mieux se nourrir.

en 1982 nous cherchons toujours à être en avance sur notre temps

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houillères d'Etat néerlandaises; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté principalement en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS:

Engrais:	ammoniac, acide nitrique, urée, produits azotés, engrais complexes, etc.
Produits chimiques:	acrylonitrile, caprolactame, phénol, melamine, etc.
Plastiques:	éthylène, propylène, polyéthylène hd et nd, PVC, polystyrène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Produits chimiques industriels:	méthanol, formaldéhyde, résines, produits chimiques intermédiaires pour la pharmacie, la phytopharmacie, les colorants, la parfumerie, la chimie organique, etc.
Énergie:	production et exploitation de gaz naturel, recherche de gaz et pétrole.
Transformation des plastiques:	emballages, articles ménagers, etc.
Construction:	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffre d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont les 2/3 des ventes sont réalisées hors des Pays-Bas. Au total: 30 000 employés dont les 3/4 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 18 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production de stockage et d'assistance pour

■ les plastiques et produits chimiques
■ les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information :
DSM-FRANCE
immeuble Pérusud
5 rue Lejeune
92120 MONTRouGE



DSM :
CHIMIE ÉNERGIE
CONSTRUCTION
ENGRAIS.

CONSOMMATION

Boom sur le « brun »

« Si le « brun » se vend bien, c'est le « blanc » qui l'est moins. Bien ancrée dans l'année dernière, l'aspirée des distributeurs, cette idée s'est encore renforcée en 1982 si l'on en croit les chiffres communiqués par Cetelem, filiale de la Compagnie bancaire et leader du crédit à la consommation », selon son président, M. Gérard de Chaumac.

Avec 18 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisés en 1981, les produits « blancs » (réfrigérateurs, cuisinières, lave-vaisselle, mini-électroménager) ont enregistré une progression de 11 %. Cette année, les spécialistes qui ont interrogé plus de onze cents points de vente pour établir leur « pannel annuel » constatent une nouvelle poussée sur ce secteur notamment pour les appareils de congélation. Le marché du « blanc » est encore dans sa phase de renouvellement, et les innovations techniques, liées à certaines améliorations esthétiques apportées par les fabricants, soutiennent la demande.

Mais le « brun » — entendez par là les récepteurs de télévision, les magnétoscopes, le matériel de haute-fidélité et l'audio-visuel — a le vent en poupe. La progression ressort en moyenne à 134 % en 1981, avec un chiffre d'affaires de 22,8 milliards de francs. Les magnétoscopes ont réalisé un véritable « boom » avec un taux de croissance de

89 % d'une année sur l'autre. En dépit de l'affaire de Poitiers, la consommation des ménages ne devrait pas se ralentir d'ici la fin de l'année et on prévoit sept cent mille ventes de magnétoscopes en 1982 alors que le stock de ces appareils avoisinait à peine cinq cent mille articles l'année précédente.

Confronté à une conjoncture immobilière peu favorable, le secteur de la cuisine intégrée a vu ses ventes atteindre 8,2 milliards de francs, en augmentation de 11 %, mais c'est surtout le marché du meuble qui a souffert.

Seules les mesures prises en faveur des bas salaires ont permis à ce secteur d'enregistrer un accroissement de 8,5 % de son chiffre d'affaires l'année dernière (29,7 milliards de francs) et les prévisions pour l'ensemble de l'année en cours sont toutes orientées à la baisse.

A l'évidence, « la demande s'est plutôt portée vers les meubles de gamme basse », constate Cetelem, admettant que la concurrence des fabricants étrangers a également joué un rôle sur le marché national. De plus, le mode de vie se modifie et « parfois des gens se contentent d'un matelas par terre au lieu d'un lit confortable... mais ils achètent un magnétoscope », constate un professionnel.

S. M.

FAITS ET CHIFFRES

■ L'indice composite de l'économie américaine n'a progressé que de 0,3 % en octobre, a indiqué, mardi 30 novembre, le département du commerce. La très faible amélioration de cet indice, qui est censé indiquer la tendance à venir de l'économie, confirme que la reprise attendue aux Etats-Unis ne sera pas d'une grande ampleur.

■ La Société nouvelle Jacquard, qui emploie sept cent trente-quatre salariés en Saône-et-Loire, a été mise en règlement judiciaire et autorisée à poursuivre ses activités par le tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Cette entreprise, spécialisée à l'origine dans la confection à bas prix, a connu une suite de déboires depuis cinq ans du fait de la concurrence des importations du Sud-Est asiatique. De mille cinq cents salariés en

1978, ses effectifs avaient été ramené à mille deux cents après un premier dépôt de bilan en avril 1978. Un dernier plan de restructuration en 1980 s'était soldé par plus de quatre cents licenciements.

■ Réaménagement de la dette extérieure du Sénégal. — Les représentants des pays industrialisés appartenant au « Club de Paris », se sont mis d'accord sur un réaménagement de la dette extérieure du Sénégal. Selon un porte-parole de l'ambassade du Sénégal, ce pays a obtenu un rééchelonnement sur neuf ans — avec une période de grâce de quatre ans — de sa dette de 78 millions de dollars envers douze pays occidentaux, dette qui venait à échéance le 30 juin 1983. Le Sénégal doit au total 125 millions de dollars à des gouvernements ou à des banques commerciales.

TRANSPORTS

LES PROPOSITIONS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Des tickets de stationnement vendus avec les titres de transport

Le développement et l'exploitation des parcs de stationnement d'intérêt régional, la réforme des transports, la protection phonique du boulevard périphérique à Paris et la sécurité des piétons sont quatre dossiers qui ont été traités le mardi 30 novembre dernier par le conseil régional d'Île-de-France.

■ Les parcs de stationnement d'intérêt régional. — Les élus régionaux ont confirmé leur volonté de voir attribuer le produit des amendes à la réalisation de parcs de stationnement destinés à inciter les automobilistes à utiliser les réseaux de transport en commun.

Le conseil régional propose que l'exploitation des nouveaux parcs soit assurée par les transporteurs qui délivreraient simultanément les titres de transport et les titres de stationnement. Il exprime le souhait que le tarif mensuel d'abonnement soit au maximum égal à une surtaxe de deux zones de carte orange en zones 2 et 3 et d'une zone en zones 3 et 4.

■ La réforme des transports. — « Véritable cheval de retour », comme l'a souligné M. Couve de Murville, député (R.P.R.) de Paris, la réforme des transports en commun dans la région parisienne a fait l'objet d'une lettre de M. Charles Fiterman, ministre des transports, adressée à M. Michel Giraud, (R.P.R.) président du conseil régional.

■ Même si le passé qu'il faut aujourd'hui apurer ne peut être imputé à l'actuel ministre des transports, écrit M. Fiterman, la continuité de l'État justifie un examen de fond. L'apurement n'a de sens que dans le cadre d'un nouveau système de financement des investissements évitant de recréer les mêmes problèmes à terme. Sans préjuger du contenu de la loi de décentralisation, qui sera le cadre de tout transfert de compétence de l'État à la région, le ministre des transports indique qu'« il n'y aura ni transfert de charge ni désengagement financier de l'État en ce qui concerne les charges du système de transport ».

Le conseil régional propose que l'autorité organisatrice prenne la forme d'un syndicat mixte région-département dans lequel la région

serait majoritaire. Le ministre des transports prend acte de cette position (...), mais il faut aller plus loin dans la définition de son rôle et de ses compétences », estime M. Fiterman, qui attend du conseil qu'il précise sa position sur la transformation de l'ensemble de la région en périmètre de transports urbains unique.

Le conseil régional, après avoir pris connaissance de cette lettre, a décidé de continuer les négociations région-État et a souligné que « deux conditions devront être remplies avant tout transfert de compétence à la région : l'apurement préalable par l'État de la situation financière et le transfert de ressources suffisantes liées à l'activité économique des entreprises de transports ».

■ La protection phonique du boulevard périphérique. — Le conseil régional a entériné un programme de protection des riverains de 300 millions de francs sur six ans auquel il participera pour 35 % (le Monde du 19 novembre). Dès le premier trimestre 1983, les premiers travaux pourraient commencer : l'installation d'un écran sur l'avenue du Général-Laperrine à Paris, dans le douzième arrondissement, et sur l'avenue Maurice d'Ocagne à Paris, dans le quatorzième arrondissement, deux opérations d'insonorisation de façades à Clichy et Montrouge, dans les Hauts-de-Seine.

■ La sécurité des piétons. — Continuant l'effort engagé, en 1982, en matière de sécurité — 60 millions de francs ont été consacrés cette année à l'aménagement de « points noirs » du réseau routier, à la création de pistes cyclables, à des déviations de centres urbains, — le conseil régional a décidé d'un programme d'éclairage des passages pour piétons (mille en deux ans subventionnés à 10 000 F chacun). La sortie des établissements scolaires et les itinéraires entre l'école et les lieux d'habitation feront aussi l'objet d'aménagements subventionnés. Deux souhaits exprimés par les élus d'Île-de-France : le renforcement de l'action du SAMU par la création d'un service auxiliaire d'assistance hélicoptère et la mise en place d'un central de renseignements pour les familles des victimes d'accidents de la circulation.

OLIVIER SCHMITT.

Le charter français à la conquête du marché intérieur

Air Charter International (ACI), filiale à 80 % d'Air France, entend doubler son trafic d'ici à 1985. Son président, M. Jean-Denis Blanchet, a rendu public, mardi 30 novembre, les deux objectifs de sa politique.

■ Rééquilibrer la part du pavillon national qui ne représentait, l'an passé, que 43 % du trafic non régulier total intéressant la France, le reste revenant à des compagnies étrangères. Un renforcement des positions françaises est, selon M. Blanchet, possible « à l'exportation » (vers l'Europe de l'Est, le Maghreb et Israël) comme « à l'importation » (en provenance d'Europe du Nord).

■ Développer l'activité du charter français à partir de la province, afin d'aboutir, en 1986, à une parité avec le trafic public (la province ne représente actuellement que le quart du trafic d'ACI).

Dans le même temps, ACI va tenter de s'implanter sur le marché du long-courrier. Dès l'été prochain, elle offrira, chaque semaine, deux vols en Boeing-747 sur New-York et sur Montréal, qui remplaceront autant de Vols Vacances à des tarifs inférieurs de 100 à 200 F selon la période. Les avions seront fournis par Air France.

En revanche, ACI disposera de moyens propres étendus pour son ac-

tivité moyen-courrier. A ses quatre Boeing-727 actuels s'en joindront deux autres d'Air France. Filiale commune de la compagnie nationale et d'Air Inter, elle pourra aussi faire appel aux Airbus des deux maisons-mères dans les moments creux du trafic régulier. Des accords ont, de plus, été passés avec des compagnies privées qui apporteront un potentiel important : cinq Caravelle 10 B-3 d'Europe Aero Service, trois Boeing-737 d'Euralair, deux Fokker-28 et, probablement, un DC-9 de TAT.

Reste toutefois un opposant irréductible à la coopération avec ACI, la compagnie Minerve, qui exploite non seulement des Caravelle, mais aussi des long-courriers DC-8. « Il serait intéressant de passer un accord avec Minerve, surtout si elle dispose d'avions modernes », affirme M. Blanchet, qui conteste l'accusation de monopole lancée contre lui par le transporteur indépendant. « Ce n'est pas le moment de se lancer dans une concurrence fratricide entre groupes français quand 37 % du marché leur échappe », dit-il.

Point de vue partagé par le ministre des transports, qui se donne jusqu'à la fin de la semaine pour se prononcer sur la demande déposée par Minerve de droits de trafic entre Bruxelles et la Réunion (le Monde des 25 et 26 novembre). D'ici là, MM. Fernand-René Meyer, président de Minerve, et Pierre Giraud, président d'Air France, auront fait une ultime tentative de conciliation.

JAMES SARAZIN.

■ Le gouvernement britannique a donné son aval pour la construction d'une deuxième aérogare à l'aéroport de Londres-Gatwick. L'ouvrage, d'un coût de 200 millions de livres (plus de 2 100 millions de francs), permettra au deuxième aéroport de Londres d'accueillir 9 millions de passagers supplémentaires. Sa capacité maximale est à l'heure actuelle de 16 millions. Ce deuxième terminal doit entrer en service en 1987.

■ M. Michel Rostand vient d'être réélu président de la chambre des commissaires-priseurs de Paris, pour la sixième année. Il sera assisté pour ce nouveau mandat par un bureau composé de : M^{rs} Yannick Guilloux, syndic, M^{rs} Michel Boscher, trésorier, M^{rs} Joël-Marie Millon, M^{rs} Jean-Jacques Mathias.

FAITS ET PROJETS

Pollution du Rhin : ultimatum néerlandais

Le gouvernement néerlandais va faire connaître à la France son désir de voir se résoudre le problème de la pollution du Rhin par les déversements industriels de sel, a indiqué le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, lors de l'investiture du nouveau gouvernement au Parlement.

Les Pays-Bas ont versé à la France 48 millions de francs, en 1976, pour financer l'injection du sel provenant des mines de potasse d'Alsace dans le sous-sol alsacien, mais la France n'a toujours pas pris de décision, indique-t-on à La Haye. « Un plus long ajournement entraînerait des conséquences inacceptables pour les eaux néerlandaises », a déclaré M. Lubbers.

Les ambassadeurs des pays concernés (France, Allemagne et Pays-Bas notamment) doivent se rencontrer le 9 décembre prochain. Les rapports des experts commandés par le ministre de l'industrie (sur le projet d'une saline de 300 000 tonnes) et par le ministre de l'environnement (sur les problèmes de pollution entraînés par l'injection de sel à Reiningue ou à Chalmers, dans le Haut-Rhin) ont été remis à M. Crépeau le 15 septembre dernier. Ils ont été adressés ces jours-ci avec les propositions de travaux complémentaires décidées par le gouvernement aux élus concernés (le Monde du 27 novembre). Leur accord sera nécessaire afin que le Parlement ratifie, enfin, la convention de Bonn signée par le gouvernement français, en décembre 1976, et qui prévoit la réduction (de 15 % environ) des déversements de sel dans le Rhin.

Pour une meilleure défense des animaux

Les premières journées internationales de défense juridique des animaux ont été organisées à Bordeaux les 26 et 27 novembre sur l'initiative de l'Institut juridique international pour la défense des animaux. Y participaient une cinquantaine de magistrats, avocats, parlementaires et enseignants venus de treize pays.

Une motion finale a proposé que soit défini un nouveau statut de l'animal « conforme à sa nature d'être vivant ». Ce statut aura pour objectif d'obtenir une législation efficace dans les pays qui n'en disposent pas encore et une réforme des législations nationales les moins bonnes en s'alignant sur le statut de l'animal le plus favorisé.

Les défenseurs des animaux ont aussi insisté sur la nécessité d'un contrôle sévère et d'une application effective des réglementations. Ils demandent que soit renforcé le pouvoir de contrôle des associations, notamment pour ce qui est de l'expérimentation animale, et que soit effectuée cette surveillance et autorisée à pénétrer dans les laboratoires interdits au public. (Corresp.)

■ Les régions, l'État et la mer. — M. Louis Le Penec, ministre de la mer, a organisé le 30 novembre à Paris avec les présidents ou représentants des onze régions littorales et des DOM-TOM, une première réunion de préparation du neuvième Plan (1984-1989). M. Le Penec a indiqué que cette séance de travail « avait été fructueuse, dans le sens d'une meilleure insertion des activités de la mer, pêche, aquaculture et équipements portuaires, dans les processus de planification ».

La France et l'Exposition universelle de 1989

Le comité exécutif du bureau international des expositions, réuni le 30 novembre à Paris, a décidé de demander au bureau international de ratifier la candidature de la France à l'Exposition universelle de 1989, a annoncé M. Robert Bordaz, chargé par le président de la République d'organiser cette manifestation.

Le comité exécutif a aussi décidé de proposer que Séville et Chicago, les deux autres villes candidates à l'organisation d'une exposition universelle, le fassent simultanément en 1992.

Ces propositions, précise M. Bordaz, ne deviendront définitives que si elles sont ratifiées lors de l'assemblée générale du bureau international des expositions qui se réunira le 8 décembre à Paris.

Rencontres à Grenoble

« L'image de marque de Grenoble a toujours été celle d'une collectivité qui sait se prendre en main », soulignait récemment le député et maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout (P.S.), en présentant les Rencontres de Grenoble, qui se dérouleront du 2 au 6 décembre sur l'initiative de la ville et de la chambre de commerce et d'industrie. Leur objectif est de rassembler sur 10 000 mètres carrés d'exposition les centres de formation, les laboratoires de recherche et le plus grand nombre possible d'entreprises industrielles et de sociétés de services de la région grenobloise afin de les mettre en contact, mais aussi d'établir un constat de l'économie locale, d'en dégager les atouts mais aussi les faiblesses.

Deux thèmes ont été retenus pour les colloques qui seront organisés les 2 et 3 décembre : l'énergie et la micro-électronique. (Corresp.)

■ M. Mauroy à Pollutec. — Le gouvernement est convaincu de l'importance humaine et économique de votre secteur d'activité. C'est ce qu'a dit M. Pierre Mauroy, aux industriels de l'environnement en inaugurant mardi 30 novembre, à Paris, le Salon Pollutec-82 (voir le Monde du 27 novembre). Le premier ministre a rappelé que l'assainissement était une des priorités du gouvernement dans sa politique d'environnement, et il a attiré l'attention des communes et des régions sur la nécessité de rattraper les retards. M. Mauroy a, en outre, souligné les perspectives de développement des techniques et industries de l'antipollution qui emploient actuellement en France 370 000 personnes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Rapport annuel 1982

Le rapport de l'exercice clos le 31 mars 1982 de la Société HITACHI est mis gratuitement à la disposition de toute personne qui en fera la demande à l'un des Établissements suivants :

CREDIT LYONNAIS
Direction des Affaires Financières
« Émissions »
19, boulevard des Italiens
75002 PARIS

BANQUE PARIBAS
Service des Émissions
3, rue d'Antin
75002 PARIS

Groupe FINAINVEST

LA PIERRE INDUSTRIELLE

les mini-centrales hydro-électriques

contrat d'achat Électricité de France
revenu indexé sur le prix du Kwh
avantages fiscaux

GROUPE FINAINVEST - 74, route de la Reine
92100 BOULOGNE-sur-Seine - Tél. (1) 605.20.00

Je souhaite, sans engagement de ma part, recevoir une documentation complète.

Nom :
Prénom :
Adresse :
Tél :
 GROUPE FINAINVEST - 74, route de la Reine 92100 Boulogne-sur-Seine - Tél. (1) 605.20.00

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE SUDAN MINISTRY OF CONSTRUCTION AND PUBLIC WORKS ROADS AND BRIDGES PUBLIC CORPORATION

The Government of the Sudan has applied for a credit from the International Development Association to finance, inter alia, the construction of the Access Road to the New Halfa Town, and the nearby Sugar Factory, consisting of approximately 64 km of embankment, pavement and single surface treatment, 6 mt wide with a 1.5 mt shoulder on each side, and including drainage works, culverts, and 7 bridges for a total length of about 95 meters.

Contractors from member countries of the World Bank, Switzerland and Taiwan are invited to prequalify for the construction of said road. The prequalification forms may be obtained free of charge from the Consultants or the Employer at following addresses:

Messrs
STIPE-ITALCONSULT
Sudan Branches Joint
Venture
Via del Tritone 62
00187 Rome, Italy

Director General
Roads and Bridges Public Corporation
P.O. Box 756
Khartoum, Sudan

The form, all appendices and/or supplementary information should be enclosed in a clearly marked and sealed package and delivered in person or sent by registered mail to the Consultants, Messrs STIPE-ITALCONSULT, and a complete copy of same documentation shall be delivered or sent to the Employer, Roads and Bridges Public Corporation, at their respective address shown above.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- LE DRAME IRLANDAIS : « Des antagonismes accusés », par René Fréchet ; « L'espoir d'une solution », par Sam Crooks ; « Le contrat du Sinn Féin », par Gerry Adams.

ÉTRANGER

- EUROPE
 - ESPAGNE : l'investiture du gouvernement socialiste.
- DIPLOMATIE
 - JAPON : le gouvernement de M. Nakasone hérite de graves tensions économiques et financières.
- PROCHE-ORIENT
 - L'O.L.P. réclame aux Nations unies l'application du plan de partage de la Palestine.
- AMÉRIQUES
 - BRÉSIL : les élections entre M. Reagan et le général Figueiredo se déroulent dans un climat serein.
 - MEXIQUE : l'accession de M. Miguel de la Madrid à la présidence de la République.

POLITIQUE

- Les travaux parlementaires.
- Le marketing et les élections municipales (II), par Laurent Greilsamer.

SOCIÉTÉ

- Le contrôle de la lutte antiterroriste par la commission informatique et libérée : « le pari d'un fichage propre ».
- RELIGION
 - ÉDUCATION : M. Savary lance une « consultation-reflexion » nationale sur l'école primaire.
 - SPORTS : l'autre enjeu de la Route du rhum.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- E. T., le copain tombé du ciel.
- Madame, les arts et l'orient.
- Les Artistes de ma vie, de Brauer, entretiens avec l'auteur.
- Cinéma au Festival d'automne, une sélection.
- Programmes expositions.
- 23 à 26. Programmes spectacles.

ÉCONOMIE

- AFFAIRES
 - 34-35. CONJONCTURE.
 - 36. ÉQUIPEMENT.
- RADIO-TÉLÉVISION (24)
 - INFORMATIONS
 - SERVICES (32) : La maison ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
 - Amorces classées (29 à 31) ; Carnet (28) ; Programmes des spectacles (23 à 26) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} décembre 1982 a été tiré à 514 782 exemplaires.

Portez-la pour les fêtes
avec le crédit

MP



Alliance saphirs et diamants 15 300 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier).
Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes et tous les bijoux or.
MP 4 place de la Madeleine 260.31.44
80 rue de Rivoli - 138 rue Lafayette
Catalogue vouloir gratuit sur demande

A B C D F G H

L'ÉVOLUTION DES LOYERS EN 1983

M. Quilliot pourrait accorder aux propriétaires et aux locataires un délai supplémentaire de négociation

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, va devoir décider, ce mercredi 1^{er} décembre, s'il donne un délai de grâce à la Commission nationale des rapports locatifs pour négocier entre propriétaires (propriétaires publics et privés, administrateurs de biens et locataires) des hausses de loyers applicables en 1983. Réunie une ultime fois après six semaines de rencontres très rapprochées (une douzaine depuis sa création le 18 octobre dernier), la commission s'est séparée mardi 30 novembre en demandant au ministre un délai supplémentaire.

Sur les quatre secteurs du logement local définis par la loi Quilliot, l'accord ne s'est fait que pour les logements des sociétés d'économie mixte ou construits grâce aux financements du Crédit foncier. La hausse des loyers dans ce secteur serait de 80 % de la progression de l'indice I.N.S.E.E. trimestriel du coût de la construction, avec des rallonges pour les loyers les plus bas immobiliers : quatre points supplémentaires pour les loyers inférieurs de 15 à 30 % au loyer-plafond ; six points si les loyers sont inférieurs de plus de 30 % à ce loyer-plafond.

Dans le secteur H.L.M., la discussion porte sur les « rallonges » possibles pour travaux ou pour loyers sous-évalués, l'augmentation normale devant être de 8 % sur l'ensemble de l'année.

Restent les deux secteurs des loyers libres : celui des propriétaires institutionnels et celui, diffus, des propriétaires privés que représente l'Union nationale de la propriété immobilière.

C'est dans le secteur institutionnel que la situation a le moins évolué au cours des deux réunions qui y ont été consacrées. Ces propriétaires (dont toute une partie sont des sociétés nationalisées) souhaitent l'application pure et simple de l'évolution de l'indice de la construction.

En revanche, les représentants des propriétaires privés ont, au cours des semaines, assoupli leur position. Partis d'une revendication de 15 % de hausse en cas de renouvellement de bail ou de nouveau contrat, ils ac-

cepteraient aujourd'hui une hausse de 9 %. En cas de travaux, les propriétaires souhaitent pouvoir répartir entre les locataires 9 % de la hausse des travaux, tandis que les associations de locataires souhaitent plafonner cette rallonge à 7 %.

Le ministre, qui ne peut que convenir de la brièveté du délai laissé par le blocage à la commission pour négocier (1), va devoir décider très vite de son attitude : prendre le risque, en laissant à la commission une quinzaine de jours supplémentaires, de voir piétiner les négociations ; ou de devoir intervenir ensuite : recourir à l'un des deux systèmes prévus par la loi (décret de limitation des hausses de loyers ou décret pris en cas de circonstances économiques graves) — mais dans ces deux systèmes, la majoration des loyers ne peut être inférieure à 80 % de l'évolution de l'indice, ce qui peut être supérieur aux 8 % d'inflation prévus pour 1982.

ou encore légiférer, une loi seule permettant de maintenir à 8 % l'évolution des loyers, quel que soit l'indice. — J. D.

(1) En régime normal, la loi Quilliot prévoit que les négociations doivent avoir abouti le 1^{er} octobre.

A PARTIR DU 1^{er} DÉCEMBRE

Les pensions de réversion et les « avant-loi Boulin » font l'objet d'une augmentation

Deux importantes mesures prennent effet ce mercredi 1^{er} décembre en faveur de deux catégories de pensionnés : les veufs et veuves bénéficiaires d'une pension de réversion et les retraités « avant-loi Boulin ».

Comme l'avait prévu le plan de redressement de la Sécurité sociale présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, la loi du 13 juillet 1982 portait sur quatorze mesures, dont « les deux plus importantes » étaient un ajustement des pensions de réversion et un « rattrapage » pour les retraités « avant-loi Boulin ». Un décret en cours de signature, qui a recueilli l'avis de la Caisse nationale d'assurance-maladie, prend effet au 1^{er} décembre.

■ **Les pensions de réversion.** — Le taux des pensions de réversion passe ainsi de 50 % à 52 %, soit une augmentation de 2 % qui, s'ajoutant aux 2 % déjà accordés précédemment, représente une augmentation de 4 %, indépendamment des hausses relatives au coût de la vie et de la révision simultanée des règles de cumul. Cette mesure intéresse 1 200 000 bénéficiaires (700 000 veufs et veuves n'ayant que la pension de réversion, et 492 000 cumulant cette pension avec une pension personnelle), et son coût total en 1983 est estimé à 615 millions de francs.

■ **Les « avant-loi Boulin ».** — Les pensions liquidées avant la date d'effet de la loi Boulin de décembre 1971 font l'objet, à compter du mercredi 1^{er} décembre, d'un dernier rattrapage.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1973, les pensions étaient calculées sur la base des dix dernières années et sur trente ans de cotisations au lieu de

(Publicité)

7 Ordinateurs domestiques

Prix charter Duriez

LES INCROYABLES OUTILS d'enseignement, de gestion, de calcul, finance, travail, mémoire, musique, sont au Quartier Latin chez Duriez, champion des ordinateurs et calculateurs pour tous.
Texas Instruments, Commodore, Casio, Hewlett Packard, Sharp, Thomson, Atari, Mattel, Sanjo, de 450 à 3 600 F.
Chez Duriez, des conseils et des conseils, avec catalogues-bancs d'essai gratuits, bibliothèque de programmes et accessoires. Prix charter toutes taxes incluses.
Duriez, 132, bd St-Germain, Paris-6^e, M^o Odéon, St-Michel. Mardi au samedi 9 h 35 - 19 h.

L'ATREILLE

SPÉCIALISTE DES PÊCHES DE LA MER

Manteaux et Pardessus

du 26 nov. au 11 déc.

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tél. 329.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

Éditions de L'USINE

Les Prud'hommes

mode d'emploi

chez votre libraire

124F

LES PRIX DE L'ESSENCE

DEVRAIENT BAISSER

DE 1 A 3 CENTIMES

PAR LITRE

LE 10 DÉCEMBRE

Les prix de l'essence devraient baisser en France, le 10 décembre, de 3 centimes par litre pour l'essence ordinaire et de 1 centime par litre pour le super. Les prix du fuel domestique et du gazole devraient, en revanche, augmenter de 6 centimes par litre à la même date.

Ces mouvements de prix résultent de l'application de la « formule » automatique de détermination des prix pétroliers. Cette formule prend en compte vingt-cinq paramètres dont les plus importants sont l'évolution des cours moyens du dollar au cours du mois précédent, les variations des cours des produits pétroliers sur les marchés européens et les coûts de production, en France, des compagnies.

La diminution des prix prévue en décembre s'explique essentiellement par la chute des cours internationaux des carburants, les cotations à Rotterdam ayant diminué, par exemple, de 7,9 % pour le super, de 7,5 % pour l'ordinaire et de 6,4 % pour le gazole en novembre par rapport au mois précédent.

Cette baisse, jointe à une moindre appréciation du dollar par rapport au franc (moins de 1 % d'augmentation moyenne sur le mois), devrait donc permettre aux consommateurs français de bénéficier des diminutions de prix, sauf pour le fuel et le gazole pour lesquels un rattrapage est encore nécessaire, les prix français restant inférieurs aux prix européens.

Seul point d'interrogation, les marges de distribution qui pourraient augmenter d'ici au 10 décembre, annulant donc l'effet de la baisse des prix autorisés.

Des négociations sont actuellement en cours entre la profession et la direction des prix. Selon les professionnels, il semble néanmoins peu probable qu'une majoration des marges intervienne avant le mois de janvier.

Le dollar

au-dessous de 7 F

Amorcé à la fin de la semaine dernière le recul du dollar, qui s'était poursuivi lundi 29 et mardi 30 novembre, s'est accentué mercredi 1^{er} décembre.

A Paris, le cours de la monnaie américaine, qui avait franchi la barre des 7 F au début de la seconde semaine de septembre 1982 après l'avoir fléchi au début de juillet, est retombé au-dessous de cette barre, à 6,95 F environ. A Francfort, le repli a été le même : 2.450 DM contre 2.490 DM, comme à Tokyo : 249 yens contre 253,50 yens.

Aucune raison nouvelle s'explique cette accentuation de la baisse des « billets verts », si ce n'est la perspective d'une aggravation spectaculaire des déficits de la balance commerciale des États-Unis en 1983. En fait, c'est le sentiment général des milieux financiers internationaux qui a changé, la notion de dollar valeur-refuge subissant une éclipse en raison du marasme de l'économie américaine (le Monde du 1^{er} décembre 1982). Il semble qu'avec un certain retard (près de six mois), les opérateurs du monde entier prennent conscience de la surévaluation du dollar (environ 20 %). Comme il est habituel en pareil cas, l'effet d'entraînement joue à plein et le phénomène de baisse, peu important au départ, s'amplifie de lui-même.



collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER

chaussure pour homme

à 30 m de la rue Tranchet

23, rue des Mathurins 6^e - Tél. 255.25.65

14^e SALON

des ANTIQUAIRES

25 NOVEMBRE - 6 DÉCEMBRE 1982

pavillon spodex

PLACE DE LA BASTILLE

Is les jrs de 11 h à 20 h

mardi et jeudi jusqu'à 22 h

samedi et dimanche

de 10 h à 20 h

« Les difficultés de nos voisins deviennent inévitablement les nôtres »

déclare M. Reagan en arrivant au Brésil

De notre envoyé spécial

Brasilia. — Dès son arrivée au Brésil, mardi soir 30 novembre, M. Ronald Reagan s'est déclaré « confiant » dans l'économie de ce pays. Il répondait ainsi au premier souci de ses hôtes pour lesquels cette visite de quarante-huit heures doit surtout permettre de rassurer les banques internationales et de favoriser l'obtention de nouveaux crédits. Le Brésil affronte en effet de sérieuses difficultés financières. Après avoir donné les preuves d'une stabilité politique puis d'une démocratisation, il doit démontrer maintenant sa solvabilité.

« Le Brésil peut être fier d'avoir la réputation bien établie de remplir ses obligations avec responsabilité et d'affronter les problèmes avec compétence, énergie et pragmatisme », a déclaré M. Reagan à un groupe de journalistes latino-américains. Nous avons toutes les raisons de croire qu'il continuera à prendre les mesures nécessaires, quelles qu'elles soient, pour résoudre ses difficultés... Cela donnera confiance aux prêteurs — confiance que je partage. Nous pensons que le Brésil accèdera de manière adéquate aux marchés privés de la finance internationale », a ajouté

M. Reagan. Pour témoigner de son optimisme, le président américain devait se rendre ce mercredi à São Paulo, le cœur industriel et financier du pays.

Les États-Unis sont directement intéressés par la santé et la stabilité du Brésil. En quittant Washington pour ce voyage de cinq jours en Amérique latine, le chef de l'exécutif américain a dit : « Quand nos voisins sont en crise, leurs difficultés deviennent inévitablement les nôtres. » Il ne songeait pas seulement à l'économie, la politique intérieure et la stratégie Est-Ouest. Un Brésil en défaut de paiement ne ferait pas qu'exporter sa faillite sur le reste du continent : il se rendrait responsable de la région avec lui-même, la subversion, qu'elle vienne de l'U.R.S.S., de Cuba ou du Nicaragua. M. Reagan devait renouer, au cours de son séjour, le président du principal parti d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien, M. Ulysses Guimarães.

ROBERT SOLÉ

(Lire nos informations page 7.)

L'Intellié à Eric Ollivier pour l'Orphelin de mer

Dernier des prix littéraires de la saison, l'Intellié a été décerné mardi 30 novembre à Eric Ollivier pour son roman *l'Orphelin de mer* (Denon), au cinquième tour de scrutin, par six voix contre cinq à Jean-Jacques Brochier (*Villa Marguerite*).

Eric Ollivier a cinquante-cinq ans. Ami de Jean Cocteau, secrétaire de François Mauriac de 1948 à 1952, il a été reporter au Figaro de 1948 à 1960. Il a suivi à ce titre les guerres d'Indochine et la décolonisation du Maghreb, qui a inspiré deux de ses romans. Il a collaboré ensuite à *Réalités*, ainsi qu'à la télévision (émission *En toutes lettres*).

Pilier de Saint-Germain-des-Près, où il promène depuis plus de trente ans sa silhouette d'officier de cavalerie farouche, il a été très lié aux « hussards » des années 50, notamment à Nimier et à l'avocat Stephen Haquet. Il reçoit le Prix Nimier en 1967 pour *J'ai trop longtemps cru aux vacances* et, au printemps dernier, le Prix Kéiser Haedens, d'un montant de 100 000 F, pour l'ensemble de son œuvre.

Celle-ci comporte une quinzaine de titres, la plupart publiés chez Denon. Après plusieurs romans (*l'Officier de soleil* (1958), *les Godelmeaux* (adapté par Claude Chabrol), *les Enracinés*, *la Cohorte*, *le Jeune homme à l'impériale* — il a inauguré en 1967, avec *J'ai trop longtemps cru aux vacances*, une autobiographie poursuivie par *l'Escalier des heures glissantes*, *Passé l'eau*, *le Temps me dure un peu*, et qu'il achève le livre primé aujourd'hui.

Dans *l'Orphelin de mer* ou les *mémoires de M. Non*, l'auteur raconte son enfance bretonne de fils de marin disparu en mer. Il laisse deviner les origines de sa personnalité, de son œuvre et de son style, qui sont ceux d'un anarchiste épris d'ordre, d'un loup solitaire déçu par l'amitié, d'un nostalgique de l'adolescence, d'un désespéré qui se console dans l'humour noir et le panache.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroûtons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt. 114 chez ALBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon, Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt 114, chez ALBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite.